

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
PRÊT SUR RÉCOLTE
INSTITUÉ EN CHINE
AU XI^e SIÈCLE

PAR LE MINISTRE NOVATEUR WANG-NGAN-CHE

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de Paris

PAR

TCHEOU HOAN



PARIS
JOUVE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

1930

Univers. Bibliothek

LE
PRÊT SUR RÉCOLTE
INSTITUÉ EN CHINE
AU XI^e SIÈCLE
PAR LE MINISTRE NOVATEUR WANG-NGAN-CHE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE
PRÊT SUR RÉCOLTE
INSTITUÉ EN CHINE
AU XI^e SIÈCLE

PAR LE MINISTRE NOVATEUR WANG-NGAN-CHE

THÈSE POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ

Présentée à la Faculté des Lettres de Paris

PAR

TCHEOU HOAN

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, RUE RACINE, 15

—
1930

AVANT-PROPOS

Les réformes de Wang Ngan-che ont été beaucoup critiquées par les historiens chinois. Ils ont dit qu'elles n'avaient d'autre but que d'enrichir l'Etat en exploitant le peuple. Les auteurs modernes prétendent que Wang Ngan-che avait l'intention de supprimer l'inégalité entre les riches et les pauvres.

La politique de ce ministre « novateur » est difficile à étudier, car les historiens chinois ont négligé presque complètement les faits et les arguments qui étaient en sa faveur.

Ses réformes furent nombreuses. Dans ce travail nous voulons nous occuper d'un seul point : le prêt sur récolte (ts'ing-miao) qui est le point de départ de tout le reste. Nous voulons rechercher ce qu'était le prêt sur récolte, quelle était son origine, quelles furent ses résultats, pourquoi ses adversaires s'opposaient à son application et comment Wang Ngan-che et ses partisans justifiaient leur thèse.

Nous présenterons donc d'une façon objective les opinions des partisans et des adversaires du prêt sur récolte afin que le lecteur puisse porter lui-même un jugement. Nous ne craignons pas de multiplier les citations et les traductions de textes.

L'édition de l'histoire des Song que nous avons eue entre les mains n'étant pas celle qui est ordinairement citée ; nous devons nous borner à renvoyer aux chapitres — dont la numérotation est la même dans toutes les éditions — sans indiquer les pages.

Avant de clore cet avant-propos, nous avons le devoir d'exprimer notre reconnaissance profonde à M. le Professeur Bouglé qui a bien voulu accepter la présidence de cette thèse ainsi qu'à MM. les Professeurs Granet et Demangeon. M. Mestre chargé de cours à l'Institut des Hautes Etudes Chinoises nous a donné de précieux conseils pour le plan et l'exécution de ce travail. Nous le remercions de son extrême bienveillance dont nous garderons le souvenir.

LE
PRÊT SUR RÉCOLTE
INSTITUÉ EN CHINE
AU XI^e SIÈCLE

PAR LE MINISTRE NOVATEUR WANG NGAN-CHE

INTRODUCTION

APERÇU GÉNÉRAL DE LA CARRIÈRE
ET DES
RÉFORMES DE WANG NGAN-CHE

Son époque.

Avant l'arrivée au pouvoir de Wang Ngan-che, la situation des Song était difficile. A l'extérieur, ils étaient exposés aux attaques des Leao (1) au nord et des Hia occidentaux (2) au nord-ouest.

La 4^e année *sin-kouo* (979) l'empereur T'ai-Tsong (2^e empereur des Song, 976-997) organisa une expédition contre les Leao; mais il fut vaincu et blessé. Sous le règne de Tchen-tsong (3^e empereur des Song,

1. Les Leao est le nom de la dynastie que fondèrent en 1066, les K'i-tan en adoptant le nom du fleuve qui arrosait leur territoire. Ils furent vaincus en 1125 par les Niu-tchen, peuple de race mandchoue qui fonda la dynastie des Kin.

2. Les Hia occidentaux est le nom du peuple qui résidait au nord-ouest de la Chine et avait formé le royaume Ta-hia. Fondé en 1072, il fut anéanti par les Mongols en 1227.

998-1022), la première année *king-tö* (1004) les K'i-tan, envahirent notre pays. Grâce au Ministre K'eou Tchouen qui conseilla à l'Empereur de se rendre à Chen-Yuan (1), les troupes des Song y remportèrent une victoire. Les K'i-tan demandèrent la paix mais les Song durent leur fournir 100.000 onces d'argent et 200.000 pièces de soie.

Quant aux Hia Occidentaux, bien que Li Ki-feng se fut rendu aux Song, son cousin Li Ki-ts'ien se sépara de lui, se révolta et se rendit aux K'i-tan qui le firent roi de Hia. La première année *pao yuan* (1038) sous le règne de Jen-tsong (4^e empereur des Song, 1023-1063), Tchao Yuan-hao se déclara empereur indépendant des Song.

Au point de vue des finances, la situation était également embarrassée.

Comme les troupes étaient en garnison dans la Métropole les recettes qui provenaient de l'exploitation des montagnes et des eaux étaient toutes employées à couvrir les dépenses de l'armée. Les provinces n'avaient pas de capitaux en réserve. Au début des Song, il n'y avait que 200.000 soldats et les autres dépenses inutiles étaient, elles aussi, peu nombreuses. C'est pourquoi, le trésor était toujours dans l'abondance. Mais le nombre des soldats augmentait sans cesse et les sommes d'argent distribuées aux troupes qu'on transférait de la capitale aux divers points de la frontière augmentaient elles aussi.

1. Chen-yuan, nom du lac qui se trouve dans la sous-préfecture de Pou-Yang de la province actuelle de Pe p'ing.

D'autre part, les autres dépenses telles que la solde des fonctionnaires, les frais de sacrifices et les frais de récompense s'accroissant d'année en année, les impôts devenaient également plus lourds. A la fin de la période *tche-tao* (997), sous le règne de T'ai-tsong, les recettes annuelles n'étaient que de 22.245.800 sapèques mais le trésor avait encore un excédent. Vingt ans plus tard, dans la période *Tien-hi* (1017) sous le règne de Tchen-tsong les recettes étaient de 150.850.100 sapèques, tandis que les dépenses annuelles étaient de 126.775.200 sapèques. La deuxième année *tche-p'ing* (1065) sous le règne de Ying-tsong (5^e empereur des Song 1064-1067) les recettes étaient de 110.138.400 sapèques, tandis que les dépenses s'élevaient à 120.343.174 sapèques. A ces dépenses il fallait encore ajouter des dépenses spéciales qui étaient de 11.521.278 sapèques. Aussi le peuple, sans que sa richesse se fut accrue, devait payer des impôts dix fois plus élevés ; comment pouvait-il vivre ? Au moment où Wang Ngan-che arriva au pouvoir il semblait que les finances des Song fussent presque devant la faillite.

Jen-tsong, empereur sage en apparence, ne s'était occupé que de maintenir une paix temporaire en versant des tributs annuels de 500.000 sapèques aux K'i-tan et de la soie et de l'argent à Tchao Yuan-hao, mais il n'avait pas cherché le moyen d'établir le bon ordre et de fortifier sa dynastie en affaiblissant ses ennemis.

Chen-tsong (1), empereur actif et ambitieux, eut l'intention d'affermir sa dynastie et de reprendre les territoires que Che King-t'ang avait cédés aux K'i-tan (2). En montant sur le trône, il dit au Ministre Wen Yen-pouo (3) que le trésor de l'Etat devait être assez riche pour permettre d'exercer les soldats afin de défendre les frontières.

Le but poursuivi par ce souverain était très net. Mais les « grands » non seulement se complaisaient dans la routine ; mais encore étaient occupés par des luttes.

La troisième année *king-yeou* (1036) sous le règne de Jen-tsong, Fan Tchong-yen (4) préfet de K'ai-fong dans la province actuelle de Ho-nan) présenta une requête dans laquelle il critiquait la politique du Ministre Liu Yi-kien (5). Ce dernier, furieux, lui reprocha de parler de choses qui ne le regardaient pas,

1. Chen-tsong dont le nom était Hiu, était le fils aîné de Ying-tsong. Il régna de 1068 à 1085, et mourut à l'âge de 38 ans. L'histoire dit que ce souverain fit des efforts pour bien gouverner. Il ne s'occupait ni de chasse ni de construction de palais ; mais, très actif, très modeste, il avait l'ambition d'améliorer la situation de son empire.

2. Che King-tang, fondateur de Tsin dans la période des cinq dynasties, régna sept années. Avec l'appui des K'i-tan, il devint empereur, et, par suite, dut leur céder seize districts en 936.

3. Wen Yen-pouo dont le surnom était Kouan-fou, était originaire de Kia-hieou dans la province actuelle de Chen-si. Il occupa de hautes fonctions pendant plus de quarante ans et mourut en 1097 à l'âge de 92 ans.

4. Fan Tchong-yen dont le surnom était Hi-wen, était originaire de Wou-lien, dans la province actuelle de Kiang-sou et vécut de 989 à 1052. Il était, avec Ngeou-yang Sieou qui l'a beaucoup estimé et soutenu, l'un des chefs du parti conservateur.

5. Liu Yi-kien dont le surnom était T'an-fou, était originaire de Cheou-tcheou dans la province actuelle de Ngan-houei, il mourut en 1044.

de séparer les « grands » de l'Empereur et de les remplacer par sa clique (P'eng-tang). C'est à cette occasion que le terme de clique prit naissance. La 3^e année *king-li* (1043) Liu Yi-kien tomba en disgrâce et Fan Tchong-yen et ses amis arrivèrent au pouvoir et appliquèrent à l'encontre de leurs adversaires la loi contre les associations que ceux-ci avaient fait porter contre eux en 1036.

La lutte des partis se développa de jour en jour, La 2^e année *tche-p'ing* (1056) sous le règne de Ying-tsong, les fonctionnaires de la cour se divisèrent en deux clans au sujet de l'affaire du « Pou-yi ».

En quoi consistait cette affaire ? Jen-tsong était mort dans la 41^e année de son règne. Comme il n'avait pas d'enfant, Ying tsong, fils de son frère le prince de Pou, lui succéda. Or, les ministres et les censeurs n'étaient pas d'accord sur le nom du titre posthume qu'il fallait accorder au prince Pou et là-dessus s'engagèrent dans une lutte haineuse.

L'opposition des partis était très violente, les interventions passionnées des lettrés étaient très vives. Si le ministre n'avait rien eu à faire, il aurait peut-être pu durer longtemps, s'il voulait agir, quoi qu'il fit, il était certain de rencontrer une opposition acharnée.

Sa carrière.

Wang Ngan-che (1) qui avait comme autres

1. En 1080, Wang Ngan-che reçut le titre de duc King. C'est pourquoi, on l'appelle souvent Wang King-kong.

appellations Kiai-fou et Pan-chan, était originaire de Lin-tch'ouan dans la province actuelle de Kiang-si. Il naquit le 3 octobre de la 3^e année *t'ien-hi* (1019) sous le règne de Tchen-tsong de la dynastie des Song.

La 2^e année *pao-yuan* (1039) sous le règne de Jen-tsong, son père, Wang Yi mourut à Nan-King.

La 2^e année *king-li* (1042) sous le règne de Jen-tsong, Wang Ngan-che fut reçu à l'examen de doctorat (tsin-che). Il ne se pressait pas de servir l'Etat. Mais ayant des qualités de tête et de cœur, il ne pouvait demeurer longtemps caché. Les sages et les lettrés le connurent bientôt et chantèrent ses louanges avec enthousiasme.

La 7^e année *king-li* (1047), Wang Ngan-che fut nommé sous-préfet de Kin où il resta pendant quatre ans.

La première année *kia-yeou* (1056), Wang Ngan-che fut nommé juge de la province de Kiang-tong (T'i-tien Kiang-tong-hing-yu). Dès son retour, il adressa une lettre (Wan-yen-chou) à l'Empereur dont voici l'essentiel :

La situation financière de l'empire s'affaiblit de jour en jour, et les mœurs sont de plus en plus dégénérées. La raison de cet état de choses est que l'on ne connaît pas la loi, c'est-à-dire que la loi actuelle n'est pas conforme à la politique des rois antérieurs. Se conformer à la loi des rois antérieurs, c'est s'inspirer de leur idée. En ce qui concerne les finances, il faut employer toutes les forces du peuple

pour exploiter les richesses de tout l'empire, et employer toutes les richesses de l'empire pour assurer toutes les dépenses de l'Etat. Dans un Etat en bon ordre, jamais on ne craint d'avoir un budget en déficit, ce que l'on craint, c'est de ne pas avoir de bonne méthode pour diriger les finances. Maintenant, il n'y a pas beaucoup d'hommes de talent à la Cour ; de même, peu d'hommes de talent à la campagne. En ce qui concerne l'exercice des fonctions publiques et la défense des frontières, est-ce que votre majesté prétend que la situation est toujours bonne et ne prête pas à une inquiétude ? Votre Majesté, voyant les abus qui résultent de la routine, devra ordonner aux ministres d'agir pour faire face aux circonstances. Ce que votre sujet dit, les hommes ordinaires n'en parlent pas et le considèrent comme des paroles éloignées de la vérité (1).

Plus tard, lorsque Wang Ngan-che arriva au pouvoir, ses réformes se basèrent sur les principes exposés dans cette lettre.

La 8^e année *kia-yeou* (1063), Wang Ngan-che fut nommé secrétaire chargé de rédiger les décrets impériaux (Tche-tche-kao) et exerça cette fonction pendant trois ans.

Durant le règne de Ying-tsong, Wang Ngan-che vécut dans la retraite et ne joua aucun rôle dans la politique.

Avant son intronisation, chaque fois que Chen-tsong louait l'enseignement de Han Wei, ce dernier

1. Voir *Œuvres complètes* de Wang Lin-tch'ouan, chap. 9.

lui répondait que ce n'était pas son idée propre qu'il exposait, mais celle de son ami Wan Ngan-che. Chen-tsong voulut alors connaître ce dernier. A peine monta-t-il sur le trône qu'il nomma Wang Ngan-che gouverneur de Kiang ning. Quelques mois plus tard, il le nomma membre de l'Académie (Han-lin hio-che).

En mars de la 2^e année *hi-ning* (1069), Wang Ngan-che fut nommé Vice-ministre (Ts'an-tche-tcheng-che) et devint ministre (T'ong-p'ing-tchang-che) à la 3^e année (1070).

Wang Ngan-che qui avait l'entière confiance de l'empereur Chen-tsong décida de créer un Bureau Tche-tche-san-sseu-t'iao-li-sseu pour étudier les réformes financières. Il se servit des travaux préparés par ce Bureau pour l'exécution de ses réformes concernant le prêt sur récolte (ts'ing-miao), le transport des marchandises (kiun-chou), l'organisation du commerce (che-yi), etc., etc...

Dès le commencement, les conservateurs s'opposèrent aux réformes de Wang Ngan-che. Mais ce dernier, soutenu par Chen-tsong, n'hésita pas à les appliquer. La 7^e année *hi-ning* (1074) il offrit sa démission à Chen-tsong, mais ce dernier la refusa. Il exposa dans une lettre les motifs qui le poussaient à offrir sa démission. Il invoquait d'abord que sa santé avait été affaiblie depuis qu'il assumait tout seul la direction des affaires militaires et civiles dans l'empire; ensuite que son œuvre était énergiquement combattue par les hauts dignitaires de

l'empire et qu'il préférerait vivre dans la retraite pour atténuer les critiques de ses adversaires et enfin il faisait remarquer que les réformes ayant été accomplies, dans le cas où son successeur continuerait à les appliquer sous la haute direction de l'Empereur, les nouvelles lois ne pourraient être ébranlées (1). Chen-tsong comprit que la décision de Wang Ngan-che était irrévocable et le nomma gouverneur de Kiang-ning. Profitant des loisirs que lui laissait sa vie dans le repos, Wang Ngan-che acheva un ouvrage intitulé : *Nouveaux commentaires des trois livres classiques* (San-king-Sin-yi).

En février de la 8^e année *hi-ning* (1075) il fut rappelé à la Cour et nommé de nouveau ministre. Mais un an plus tard, sa santé s'affaiblit, il tomba malade et il voulut quitter sa lourde charge. Comme l'Empereur n'avait pas donné une suite favorable à sa demande, il pria son collègue Wang Kouei d'intervenir auprès de l'Empereur pour obtenir sa démission.

Ayant épuisé les moyens pour le faire rester au pouvoir, Chen-tsong fut obligé d'accepter et le nomma gouverneur de Kiang-ning avec le titre de commissaire impérial au commandement des armées de Tchen nan et de fonctionnaire chargé d'examiner et de régler les affaires avec les présidents du grand secrétariat impérial (Tchen-nan kiun-tsie-tou-che-t'ong-p'ing-tchang-che). Ces titres accordaient au titulaire comme faveur spéciale le droit de résider en dehors de la Cour.

1. Voir *Œuvres complètes* de Wang Lin-tchou'an, ch. 10.

Même pendant les périodes où Wang Ngan-che n'était pas au pouvoir les nouvelles lois introduites par lui restèrent en vigueur.

Le 9 mai de la 1^{re} année *yuan-yeou* (1086) sous le règne de Tche-tsong (7^e empereur des Song, 1080-1093) Wang Ngan-che mourut à l'âge de 66 ans, à Kiang-ning. Le souverain lui donna le titre posthume de grand précepteur (T'ai-fou).

Comme écrivain, Wang Ngan-che est très estimé en Chine. Par le style de sa poésie, il est le précurseur de l'Ecole de Kiang-si (1).

Son œuvre générale.

Nous parlerons maintenant de l'œuvre générale de Wang Ngan che, en nous basant principalement sur l'ouvrage de Leang K'i-tchao (2) intitulé *La Biographie de Wang King-kong*. Nous laisserons de côté pour l'instant le prêt sur récolte (ts'ing-miao) qui est l'objet principal de notre travail et que nous traiterons spécialement plus tard.

1. L'Ecole de Kiang-si fut réputée sous la dynastie des Song. Ce nom vient de ce que son chef Houang Chan-kou était originaire de la province de Kiang-si.

2. Leang K'i-tchao, surnommé Tchouo-jou, était originaire de Sin-hou ei dans la province de Kouang-tong. Ce fut un novateur qui joua un grand rôle dans le Coup d'Etat de 1898 sous la dynastie des Mandchous. Il mourut en 1928.

1^o LA POLITIQUE COMMERCIALE DE WANG NGAN-CHE.

a) *Le transport des marchandises* (1) (*Kiun-chou*).

Le système de transport des marchandises (*Kiun-chou*) fut établi par Sang Hong yang sous la dynastie des Han. Wang Ngan-che s'en inspira et le rétablit.

La 2^e année *hi-ning* (1069), le Bureau des Réformes (*Tche-tche-san-sseu-t'iao-li-sseu*) fit un exposé dans lequel il disait : Les dépenses de l'Empire ne laissent aucun excédent. Ceux qui dirigent les finances suivent de mauvaises méthodes. La capitale et la province ne se connaissent pas ; et le plein ne remplace pas le vide. Le chiffre annuel des impôts que chaque province fournit au gouvernement est déterminé d'avance. Dans les années d'abondance il est facile de faire verser beaucoup, mais on ne peut pas faire verser en plus ; dans les années de disette en raison de la cherté des choses il est difficile de fournir les impôts au gouvernement mais on n'ose pas ne pas fournir la quantité fixée. Les pays lointains fournissent à un prix double ou quintuple des marchandises qui sont vendues dans la capitale à moitié prix. Les riches commerçants et les grands

1. La 2^e année *yuan-fong* (115 av. J. C.) des Han, l'Empereur Wou, adoptant la proposition de Sang Hong-yang, institua la charge de *Kiun-chou*. Ce fonctionnaire dépendait du ministre de l'Agriculture. Les 2 mots qui servent à désigner la charge signifient égaliser et transporter. Son rôle était, en effet, d'équilibrer les prix en transportant les denrées des lieux où elles étaient abondantes dans ceux où elles étaient rares.

négociants profitent de la détresse publique et privée pour spéculer. Maintenant le Commissaire des transports (Fa-yun-che) centralise en effet les taxes des six provinces. Sa fonction consiste à administrer les impôts sur le thé, le sel, l'alun et le vin. Ces impôts couvrent la plus grande partie des sommes nécessaires pour les dépenses de l'Etat et le paiement de la solde des soldats. Il convient de lui faire des prêts et de subvenir à ses dépenses pour qu'il puisse s'informer de ce que possèdent ces six provinces ou de ce qui leur manque et assurer les échanges entre elles. En ce qui concerne toutes les choses qui sont achetées, fournies comme impôt ou présentées au gouvernement, le commissaire peut faire transporter ce qui est cher là où c'est bon marché, et échanger ce qui est produit dans un pays voisin contre ce qui est produit dans un pays éloigné. Comme le commissaire sait ce qui doit être fourni d'après le chiffre fixé actuellement pour les dépenses annuelles des magasins de la capitale, il pourra échanger ou acheter ou vendre selon la commodité, en attendant l'ordre impérial. Le pouvoir de spéculation retournera au gouvernement qui gouvernera le marché et selon la convenance exécutera les transports, diminuera les frais de travail, supprimera les lourdes taxes et soulagera les paysans. Alors, les dépenses de l'Etat seront assurées et la richesse du peuple ne sera pas épuisée.

A la suite de cet exposé, un décret ordonna au

Bureau des Réformes (Tche-tche-san-sseu t'iao-li-sseu) d'élaborer un programme et nomma Sie Hiang, Commissaire des transports (Fa-yun-che), à la direction de ces travaux, en lui accordant 5.000.000 de sapèques et 3.000.000 *che* de riz. A cette époque, l'opinion publique était opposée à la réforme craignant qu'elle causât des troubles parmi le peuple. Lorsque Sie Hiang prit la direction de l'affaire, il demanda aux fonctionnaires de lui présenter les chiffres des impôts que les six provinces devaient payer chaque année, ainsi que ceux des dépenses annuelles de la capitale et des réserves actuelles avec indication du temps jusqu'où elles pourraient durer. On devait indiquer d'avance aux fonctionnaires tous les achats qui devaient être faits. L'empereur approuva cette proposition.

Plus tard, Lieou K'i, Ts'ien K'ai, Sou Tche (1) Fan Chouen-jen (2) et Li Tchang adressèrent plusieurs fois des requêtes dans lesquelles ils indiquaient que la nouvelle loi était incommode et ils portaient des accusations contre Sie Hiang. Mais l'empereur ne les écouta pas. Il donna l'ordre de récompenser Sie Hiang. Pourtant la loi sur le transport des marchandises (Kiun-chou) finit par être abolie.

On se demande pourquoi elle fut abolie peu de

1. Sou Tche dont le surnom était Tseu-yeou était le frère cadet de Sou Che. Il vécut de 1039 à 1112 et fut l'un des principaux adversaires de Wang Ngan-che.

2. Fan Chouen-jen, fils de Fan Tchong-yen, homme d'Etat, ami dévoué de Sseu-ma Kouang, était l'un des principaux adversaires de Wang Ngan-che. Il mourut en 1101.

temps après avoir été créée. Wang Ngan-che et Chen-tsong ne se laissèrent certainement pas ébranler par les arguments des adversaires de la réforme. Peut-être cette loi fut-elle abolie à la suite de la nouvelle organisation du Commerce (Che-yi) qui la rendait inutile.

b) *Organisation du commerce (Che-yi).*

La loi sur l'organisation du commerce (Che-yi) fut introduite après le système P'ing-tchouen (1). Également créée sous la dynastie des Han, elle avait pour but de fixer les prix, d'en régler la hausse et la baisse en vue d'établir un équilibre qui facilitât la circulation des marchandises. C'était en réalité, une sorte de monopole. Nous allons exposer son origine et son caractère.

La 3^e année *hi-ning* (1070), Wang Chao un des officiers subalternes du gouvernement militaire de Pao-p'ing (Pao-p'ing Kiun-tsie-tou-t'ouei-kouan) prit l'initiative d'une proposition qui avait pour but d'organiser le commerce à la frontière et de demander un emprunt d'argent au Trésor de l'Etat pour constituer le capital nécessaire à cette organisation. Un décret ordonna au gouverneur civil et militaire de la province de Ts'in fong (Ts'in-fong lou King-lïo che)

1. P'ing-tchouen est le nom d'une charge qui existait à l'époque des Han, et fut établie également par Sang Hong-yang en 110 av. J. C. Le nom est composé de deux mots qui signifient égaliser, rendre exact. Le but dans lequel cette charge avait été créée était d'assurer la stabilité des prix et de contrebalancer leurs fluctuations.

de lui donner les marchandises obtenues en échange du papier monnaie de Sseu-tch'ouan, appelé Kiao-tseu (1) et chargea Wang Chao de diriger l'affaire. Wang Chao voulut transférer le siège de l'administration à Kou-wei. Li Jou-yu prétendit que, accumuler les marchandises près de la frontière c'était tenter la convoitise des Tartares. Wen Yen-pouo, Tch'en Cheng-tche, Tseng Kong-leang, Fong King et Han Kiang donnèrent tous raison à Li Jou-yu. Wang Ngan-che déclara alors que parmi les familles de Fan (2) les riches possédaient à ce moment souvent deux ou trois cent mille sapèques. Ils ne craignaient pourtant pas d'être pillés. La Cour était-elle donc si faible qu'elle devait le craindre ? Si à ce moment on voulait lier des rapports avec les Cheng K'iang (3) il fallait fortifier la situation chinoise et rendre les communications plus faciles. Kou-wei et les postes frontières étaient facilement accessibles. Les marchands et les voyageurs s'y réunissaient et la population qui y résidait était nombreuse, par conséquent il fallait y établir une garnison, puis on augmenterait le nombre des soldats et des chevaux et l'on choisirait une personne pour

1. D'après le Ts'eu-yuan, sous le règne de Jen-tsong dans la province de Sseu-tch'ouan, on fabriqua en secret des billets pour remplacer la monnaie de fer en circulation qui était trop lourde. On donna aux billets le nom de Kiao-tseu. Plus tard on établit une administration des billets Kiao-tseu à Yi-tcheou.

2. Sous le règne de T'ai-tsong et de Tcheng-tsong tous les soldats étrangers qui s'étaient rendus aux Song et s'étaient réunis à la frontière, s'appelaient « Fan ».

3. K'iang est le nom d'une ancienne peuplade formée par les Tartares occidentaux.

défendre le territoire, la situation serait ainsi fortifiée. De plus, si la population de Fan pouvait faire le commerce avec les mandarins, les peuples aux frontières n'auraient plus de dette. Cela suffirait à s'attacher ces peuples. Par la suite on pourrait exploiter les terres incultes où on pourrait un jour grouper les soldats.

Il ressort de ce texte que le caractère originaire de la loi sur l'organisation du commerce résulte de la politique coloniale de Wan Ngan-che. Après que ce système fût appliqué avec succès à la frontière Wang Ngan-che le mit en vigueur à l'intérieur de l'Empire.

Antérieurement, Wei Ki-tsong avait adressé un rapport au gouvernement dans lequel il disait : dans la capitale les marchandises n'ont pas de prix fixe. Les riches et les grandes familles profitent du besoin du peuple pour en tirer de multiples profits. Les richesses appartiennent irrégulièrement à des centaines de personnes. Les ressources du trésor national sont aussi épuisées. Nous vous demandons l'autorisation d'emprunter une somme d'argent au tribunal du commerce (Kiao-houo-wou) pour établir un tribunal du commerce sur les marchés (Tchang-p'ing-che-yi-sseu) et de choisir ensuite les fonctionnaires dont la charge consisterait à réglementer la circulation des richesses ; et de chercher des marchands honorables pour que le tribunal puisse connaître les prix courants. En cas de baisse, le tribunal achèterait les marchandises en augmentant

leurs prix ; en cas de hausse le tribunal les vendrait en diminuant leurs prix. Le tribunal tirerait ainsi un profit net qui reviendrait à l'Etat. Le ministère central (Tchong-chou) adressa alors à l'empereur une requête demandant que l'on établisse dans la capitale un tribunal de l'organisation du commerce sur les marchés (Che-yi wou). Ce tribunal achèterait, en équilibrant leurs prix, toutes les marchandises dont le peuple n'aurait pas besoin et qui par suite, ne trouveraient pas d'acheteur. Si l'on voulait échanger certaines marchandises contre les marchandises officielles, le tribunal pourrait accepter le troc. Le tribunal pouvait, en outre, fournir une somme d'argent à tout homme pouvant présenter trois garants, en acceptant une hypothèque sur son domaine, son argent ou son or (1). Selon que le terme était long ou court on pourrait prendre un intérêt de 10 % ou de 20 %.

Le projet du ministre reçut l'approbation de l'Empereur et le tribunal fut établi.

Cette institution subit certaines modifications sous le règne de Chen-tsong et fut abolie au commencement du règne de Tche-tsong.

1. A cette époque, en effet, les monnaies d'échange étaient le cuivre, les étoffes et la soie. L'or et l'argent n'étaient pas monnayés.

2. LA POLITIQUE SOCIALE DE WANG NGAN-CHE.

a) *Le service rétribué (mien-yi).*

Le service obligatoire (tch'ai-yi) qui était de vigueur en Chine à cette époque causait de graves préjudices au peuple. Wang Ngan-che décida de remplacer le service obligatoire par un service rétribué (mien-yi) et institua en compensation du service obligatoire un impôt spécial.

La 2^e année *hi-ning* (1069), un décret ordonna au bureau des réformes (Tche-tche-san-sseu-t'iao-lisseu) de délibérer au sujet de la loi sur les corvées. Ce bureau après avoir pris connaissance de l'opinion publique, déclara que faire payer au peuple une somme d'argent pour couvrir les frais du service rétribué était commode et que c'était l'idée de la loi des anciens rois d'après laquelle on recueille la richesse nationale pour donner un traitement aux fonctionnaires qui assument des charges publiques.

Puis Tchao Tseu-ki, directeur des affaires publiques de K'ai-fong fou (T'i-tien Fou-kiai-kong-che) présenta à l'Empereur le règlement qu'il avait appliqué dans la sphère de sa juridiction. L'Empereur renvoya le règlement au ministère de l'agriculture (Sseu-nong-che) et ordonna à Teng Wan (1) et Ts'eng Pou de délibérer à ce sujet de nouveau.

Ces derniers proposèrent le projet suivant. A l'in-

1. Teng Wan surnommé Wen-yo était originaire de Tchang-tou. Il était novateur mais opportuniste.

térieur du territoire de l'Empire, en ce qui concerne les terres qui appartiennent aux familles de paysans on distingue cinq classes d'après la fortune plus ou moins élevée du propriétaire. Chaque année, en été et en automne, les familles versent une somme d'argent selon la classe à laquelle elles appartiennent. Les familles villageoises au-dessous de la 4^e classe, et les familles citadines au-dessous de la 6^e classe ne doivent pas verser cet impôt. Si quelqu'un possède des propriétés dans deux sous-préfectures, dans le cas où il appartient à une classe supérieure, il versera l'impôt pour chaque propriété dans chaque sous-préfecture et s'il appartient à la classe moyenne, il ne paiera que dans une seule sous-préfecture. Si quelqu'un vit séparément de sa famille, le gouvernement fixera la classe à laquelle il appartient selon les biens qu'il possède en propre. Les familles de mandarins, les familles où il n'y a que des femmes, les monastères bouddhiques et taoïques et les mineurs ne payent que la moitié de l'impôt. Les sommes d'argent versées sont toutes employées pour engager des serviteurs à la place des contribuables de la 3^e classe et au-dessus. Suivant que le service est lourd ou léger, on fixera la solde. Dans la sous-préfecture de K'ai-fong, il y a plus de 22.600 familles. Chaque année, elles payeront 12.900 sapèques dont 10.200 seront dépensées pour le paiement de la solde et dont 2.700 seront réservées pour les cas de calamité et de retards du paiement de l'impôt. Les autres sous-préfectures se conformeront à ce modèle.

D'après les dispositions du règlement sur le service rétribué, dit l'histoire des Song (ch. 177), trois personnes prenaient réciproquement la responsabilité de celui qui était chargé de la corvée. Les corvéables du *Ya-ts'ien* continuaient à fournir leur propriété comme gage. Les archers devaient passer un concours sur l'art militaire ; les employés *tien-li* devaient passer un concours d'écriture et de comptabilité. Ils étaient libérés après deux ou trois ans.

Après que le projet avait été publié pendant un mois si le peuple n'avait manifesté aucune protestation on le mettait en vigueur comme loi. Les sommes d'argent payées par les familles corvéables en raison de la classe [de leur fortune] étaient appelées mien-yi ts'ien. Quant aux familles de la ville, les mineurs, les familles où il n'y a qu'une seule personne et celles où il ne reste que des femmes ainsi que les monastères bouddhiques et taoïques et les familles de mandarins comme autrefois ils évitaient la corvée mais payaient une somme d'argent. C'était ce qu'on appelait : l'argent pour subvenir au service public (tsou-yi ts'ien). En général, on percevait de l'argent après avoir préalablement examiné combien les préfectures et les sous-préfectures avaient à dépenser pour engager les serviteurs à gage et après avoir ensuite réparti cette somme proportionnellement à la classe des familles. Lorsque les recettes pour payer le service à gage étaient assurées on prélevait en plus 20 % sur ce chiffre en

prévision des temps de calamité, d'inondations ou de sécheresse ou de retards dans les paiements. Mais cette augmentation ne devait pas dépasser 20 %. On l'appelait : l'argent réservé pour éviter la corvée (Mien-yi K'ouan-tchen ts'ien).

Wang Ngan-che introduisit encore de nombreuses réformes dont nous dirons ici quelques mots.

b) *Réformes agricoles (nong-t'ien) et introduction d'une nouvelle méthode d'irrigation (chouei-li).* — Dès son accès au pouvoir, Wang Ngan-che délégua des fonctionnaires spéciaux dans chaque province pour s'occuper spécialement de l'agriculture et de l'irrigation. Tout fonctionnaire et tout homme du peuple qui était versé dans l'agriculture et les travaux d'irrigation et d'endiguement des eaux pouvait donner son avis. Si l'application de la méthode proposée offrait quelques avantages on le récompensait suivant son mérite. Pendant toute la durée de son pouvoir Wan Ngan-che consacra toutes ses forces à la solution de ces questions. L'histoire raconte que de la 3^e à la 9^e année *hi-ning* (1070-1076) le nombre d'endroits dans la métropole et dans les provinces où l'on établit l'irrigation pour améliorer la culture des champs s'éleva à 107.93 et la surface des rizières augmenta de 361.178 *k'ing*.

On ne peut pas énumérer tous les travaux d'irrigation qui furent faits sous Wang Ngan-che. Nous ne parlerons que des plus grands : l'approfondissement du lit du Fleuve jaune et le nettoyage du Fleuve Pien. En ce qui concerne le Fleuve jaune, Wang

Ngan-che disait : si le courant du Nord n'est pas obtenu, l'eau envahira de nombreux champs appartenant à l'Etat et aux particuliers ; de plus, l'eau débordera et plus tard, le fleuve sera encombré de nouveau. Autrefois, on a fait des travaux dans le fleuve Eul-kou. Les dépenses furent peu considérables, et cependant les terres non cultivées devinrent toutes des terres fertiles.

Le projet de nettoyer le Fleuve Pien avait déjà longtemps occupé Wang Ngan-che. Après avoir pris sa retraite, la 1^{re} année *yuan-fong* (1078) il commença à le mettre en pratique et réussit après y avoir travaillé pendant quarante-cinq jours.

c) *Le système du Champ carré (fang-t'ien) et l'impôt Kiun.* — L'introduction du système du Champ carré (fang-t'ien) et de l'impôt Kiun étaient une mesure politique que Wang Ngan-che établit en vue de réformer l'impôt foncier. L'histoire raconte comme suit la mise en vigueur de ces deux réformes.

En août de la 5^e année *hi-ning* (1072) le gouvernement ordonna au ministre des finances (sseu-nong) de publier dans tout l'empire la formule et les articles de l'impôt Kiun. Mille pieds (pou) carrés sont égaux à 41 k'ing, 66 meou ; 160 pou carrés forment un grand carré (fang). Le 9^e mois de chaque année, le sous-préfet délègue spécialement des fonctionnaires subalternes pour mesurer les terrains. Ceux-ci déterminent les terres suivant qu'il y a des collines, des sources, des plaines ou des marécages et distinguent la nature de la terre sui-

vant qu'elle est formée par des alluvions rouges ou par de la boue noire. Après avoir mesuré la terre, on évalue sa fertilité ou sa stérilité, d'après sa topographie et sa nature, et on divise les différentes terres en cinq classes qui serviront de classement qu'on fait afficher jusqu'au 3^e mois. Si dans le délai d'un an à partir du 7^e mois, aucune contestation n'avait été faite le gouvernement délivrait une carte de famille (Hou-t'ie) et de Tchouang-tchang au propriétaire de la terre comme titre officiel de propriété.

Le système de l'impôt Kiun consiste en ce que chaque sous-préfecture prélève le fermage ou l'impôt d'après un chiffre fixe. Jadis, on prélevait l'impôt en arrondissant en haut la somme due. Ainsi si le montant de riz dû à titre d'impôt était inférieur à dix *ho* on prélevait un *cheng* ; si le montant de soie était inférieur à dix *fen* on prélevait un *ts'ouen*, etc... Après la réforme de Wang Ngan-che on ne pouvait arrondir le chiffre en l'augmentant ni dépasser le chiffre de l'ancien impôt. De plus, on ne prélevait pas d'impôt sur les terres infertiles ou stériles ni sur les terres d'où la communauté tirait des profits, tels que : les forêts dans les montagnes, les digues, les canaux des champs et les tombeaux. Au coin de chaque camp carré *fang* on élevait un tertre de boue ; à la campagne, on plantait un arbre. En cas de séparation de biens ou de transfert de la propriété, les autorités devaient donner un acte officiel et la sous-préfecture l'enregistrait en se basant sur le champ carré actuel.

d) *Le transport des grains par le grand canal (ts'ao-yun).* — A partir du moment où les dynasties avaient établi leur capitale au nord, le transport des grains par le grand canal avait acquis une importance politique très grande, particulièrement sous la dynastie des Song. Avant cette dynastie, les fonctionnaires chargés du transport du grain accaparaient et volaient ce grain ou en faisaient le commerce; de plus, ils faisaient couler des bateaux dans le canal en attribuant ce fait au vent et à l'eau afin de faire disparaître les traces de leur méfait. Chaque année, le riz transporté était diminué de ce fait d'environ 200,000 *ho*. La 2^e année *hi-ning* (1069) Wang Ngan-che nomma Sié Hiang commissaire des transports (Fa-yun-che) de la province de Kiang-Houei. Ce dernier commença à louer des bateaux de commerce pour transporter le riz du tribut concurremment avec les bateaux officiels. Ils se surveillaient réciproquement et ainsi les anciens abus furent évités et la quantité de riz fixée fut atteinte; même on compte un excédent de plus de 260,000 *che* qui furent transportés par des bateaux de commerce.

3. LA POLITIQUE MILITAIRE DE WANG NGAN-CHE.

A. *Les mesures militaires.*

a) *Le licenciement.* — La dynastie des Song avait plus de 1.000.000 de soldats. Les dépenses militaires atteignaient un tiers du chiffre des recettes

de l'Etat. Wang Ngan-che décida de dissoudre les troupes inutiles.

La première année *hi-ning* (1068) l'Empereur Chen-tsong, conseillé par Wang Ngan-che, ordonna aux inspecteurs de chaque province de faire une inspection des troupes de leur district. Ceux qui ne pouvaient pas remplir la charge d'un soldat impérial (King-kiun) devaient être renvoyés dans une garnison de préfecture (Siang-kiun) ; celui qui ne pouvait pas remplir la charge d'un soldat d'une garnison de préfecture devait être relevé du service militaire et retourner à la condition civile. Les militaires âgés de plus de 50 ans qui désiraient quitter l'armée pouvaient le faire. D'après l'ancien système, un soldat pouvait prendre sa retraite à l'âge de 61 ans, et sa mise à la retraite encore ne pouvait être accordée immédiatement. A la suite des nouvelles dispositions de Wang Ngan-che, un certain nombre de soldats se retirèrent du service militaire et par suite, le chiffre des troupes inutiles fut considérablement réduit. La deuxième année *hi-ning* (1069), un décret ordonna de licencier les troupes ou de réduire leurs effectifs. A Chen-si, par exemple, le nombre des camps d'infanterie et de cavalerie fut réduit de 327 à 270. Le chiffre d'homme par camp fut fixé à 400 soldats pour l'infanterie et de 300 pour la cavalerie. Postérieurement le nombre des camps de cavalerie et d'infanterie fut réduit de 545 à 355. En ce qui concerne les troupes de la garnison de la capitale, elles furent en général licen-

ciées. Quant aux troupes métropolitaines, provinciales et préfectorales, on réunit toutes les fractions et on fixa leurs effectifs constants. De la période *hi-ning* à la période *yuan-fong*, il y eut, chaque année, des licenciements en nombre. Cependant on augmenta la garde impériale (Wou-wei kiun) et on l'instruisit et l'exerça sévèrement si bien que quelques années plus tard, cette armée devint une armée d'élite (1).

b) *Etablissement des corps d'armée*. — La septième année *hi-ning* (1074), Wang Ngan-che fixa à 93 le nombre des corps d'armée dans tout l'Empire. Il fit placer les généraux et les soldats provinciaux sous la direction du commandement de l'armée impériale dont l'Empereur devint le chef (ta-yuan-chouai). En temps de paix les soldats devaient être instruits et exercés et n'avaient plus à subir les inconvénients de changements de résidence. Ils ne devaient être déplacés que pour les besoins de la guerre. Telle fut la réforme militaire de la dynastie des Song (2).

c) *Association de dix familles (Pao-kia)*. — La troisième année *hi-ning* (1070), l'Empereur promulgua la loi dite Pao-kia c'est-à-dire sur l'association de dix familles. En voici le résumé :

1° Dix familles forment un *pao*, 50 familles forment un *ta-pao*; dix *ta-pao* forment un *tou-pao*. Si dans un même *pao*, le nombre des familles n'at-

1. *Histoire des Song*, ch. 187.

2. *Histoire des Song*, ch. 188.

teint pas cinq, ces familles entreront dans un autre *pao*, si quelqu'un du dehors entre dans un *pao*, on le recevra comme membre du même *pao*, jusqu'à ce qu'il y ait dix familles, alors on établit un nouveau *pao*;

2° A la tête de chaque *pao*, se trouve un chef de *pao* (*pao-tchang*) ; à la tête de chaque *ta-pao* se trouve un grand chef de *pao* (*ta-pao-tchang*). On emploiera une personne capable choisie dans la famille la plus importante pour remplir ces fonctions. A la tête de chaque *tou-pao* se trouve un président (*tou-pao-tchang*) et un vice-président (*fou-tou-pao-tchang*). Ceux qui sont respectés par la majorité rempliront ces fonctions. En général, les présidents, les vice-présidents et les chefs des *pao* sont tous nommés par élection ;

3° Chaque famille qui a plus de deux hommes devra choisir l'un d'entre eux comme membre du *pao* ;

4° Tout membre de *pao* est autorisé à s'exercer dans les armes qui ne sont pas interdites ;

5° Cinq membres d'un *ta-pao* sont chargés chaque nuit de se relever dans la garde pour prévenir les brigandages. Le butin des voleurs arrêtés qu'ils ont dénoncés leur est donné comme récompense ;

6° En général, si un membre du *pao* s'est rendu coupable de brigandage, d'homicide, d'incendie volontaire, de viol, de rapt, de propagande de fausses doctrines et de fabrication du poison *kou-*

tou ou d'une autre infraction, tout membre du même *pao* qui aura eu connaissance de l'infraction et n'aura pas dénoncé le coupable sera puni. Si ce n'est pas une personne qui est autorisée par la loi à intervenir elle ne devra pas dénoncer le coupable ;

7° Si un *pao* recèle trois brigands ou plus pendant trois jours ou plus, le *pao* voisin, même s'il n'a pas eu connaissance du fait sera aussi punissable pour sa négligence.

Cette loi appliquée d'abord dans la capitale, fut ensuite étendue à toutes les provinces (1).

d) *L'élevage des chevaux par les paysans (Pao-ma).*
— L'Etat faisait élever les chevaux qui servaient à la cavalerie par les paysans. Wang Ngan-che encouragea les paysans à en élever pour leurs propres besoins. En cas de besoin éventuel de l'Etat, il pouvait s'en servir moyennant une indemnisation du paysan. Sous la dynastie des Song on manquait de chevaux, cet auxiliaire si important en temps de guerre. Avant Wang Ngan-che, on avait établi un office de l'élevage des chevaux (K'iun-meou kien) à la direction duquel se trouvait un grand dignitaire du Haut Conseil de Guerre et des affaires secrètes (Tchou-mi yuan). Mais en raison de nombreux abus, les dépenses étaient très considérables et sans utilité. C'est pourquoi la cinquième année *hi-ning* (1072) Wang Ngan-che publia une loi sur l'élevage

1. *Histoire des Song*, ch. 192.

des chevaux par les paysans d'après laquelle l'office d'élevage devait donner un cheval à chaque famille pao-kia qui désirait l'élever. Si une famille était capable d'élever deux chevaux on les lui donnait ou on lui donnait de l'argent pour qu'elle achetât elle-même des chevaux. Dans le cas où le cheval mourait, la famille du pao chargée de l'élever remboursait le montant de sa valeur toute seule. Chaque année, on devait examiner l'état des chevaux pour juger de leur grosseur ou de leur maigreur (1).

e) *Arsenal* (*Kiun-k'i-kien*). — Sous la dynastie des Song, à partir du règne de Jen-tsong, les armes étaient toutes en mauvais état et inutilisables. La sixième année *hi-ning* (1073), l'Empereur, sur la proposition de Wang P'ang, fils aîné de Wang Ngan-che établit l'Arsenal qui devait diriger toute la politique concernant les armements à l'intérieur et à l'extérieur de la métropole. Ceux qui connaissaient les avantages et les inconvénients des armes étaient autorisés à donner leur avis à la direction de l'arsenal (2).

B. *Les résultats.*

Si Wang Ngan-che s'était donné pour but l'organisation militaire, c'est qu'il avait voulu réprimer tout d'abord les petits rebelles et ensuite faire la guerre aux grands ennemis. Reconquérir les bassins du Fleuve Jaune et du Wang pour contenir les Hia

1. *Hist. des Song*, ch. 198.

2. *Hist. des Song*, ch. 197.

occidentaux et contenir les Hia occidentaux pour affaiblir les K'i-tan, fut le dessein qui occupa Wang Ngan-che pendant toute sa vie.

a) *La lutte pour le Fleuve Jaune et pour le Fleuve Wang.* — Le fleuve Jaune et le fleuve Wang forment actuellement les districts de T'ao et de Min se trouvant à l'Ouest de Kong-tch'ang et le long de la rivière de T'ao, dans la province actuelle de Kan-sou. A partir du milieu de la dynastie des T'ang, ce pays avait été abandonné aux Tibétains (T'ou-fan); jusqu'à la dynastie des Song, personne ne pensait à le reconquérir. La deuxième année *hi-ning* (1069); Wang Chao proposa un plan qui avait pour but de conquérir les bassins du fleuve Jaune et du fleuve Wang en vue de soumettre ensuite les Hia occidentaux. L'Empereur admira son exposé et Wang Ngan-che approuva lui aussi son projet.

Après avoir été nommé commandant des troupes et administrateur de la province de Hi-ho (Hi-ho king-liao Ngan-fou sseu) Wang Chao pendant deux ans agrandit ce pays de plus de 2.000 li et soumit plus de 300.000 habitants de Fan. Quand l'annonce de la grande victoire arriva, l'Empereur reçut les bons souhaits de ses sujets dans la salle de Tse-chen et donna une ceinture de jade qu'il avait portée lui-même à Wang Ngan-che comme récompense.

b) *La guerre contre les barbares du sud-ouest* (*Si-nan-yi*). Pour faire la guerre contre les barbares du sud-ouest (*Si-nan yi*) Wang Ngan-che envoya deux armées. L'une commandée par Tchang-

Touen (1) avança vers la province actuelle de Hounan ; l'autre, commandée par Hiong Pen (2) vers la province actuelle de Sseu-tch'ouan. Après plus de trois ans, Tchang Touen soumit une dizaine de grands chefs. Pendant ce temps, il occupa plus de quarante districts.

Quant à Hiong Pen, la sixième année *hi-ning* (1073) il recevait l'ordre impérial d'attaquer les barbares qui étaient au delà de la frontière du Sseu-tch'ouan. Il remporta plusieurs grands succès. Alors tous les barbares se rendirent. La huitième année *hi-ning* (1075), Mou-teou se déclara rebelle. Un décret ordonna à Hiong Pen de l'obliger à la soumission. Hiong Pen attaqua l'armée de Mou-teou. Ce dernier n'osa pas lutter et se rendit avec un territoire de cinq cents li.

c) *La guerre contre Kiao-tche.* — Enfin nous devons dire quelques mots de la guerre de Kiao-tche (3). La huitième année *hi-ning* (1075), le roi d'Annam Li Kien-tô envahit notre pays. Wang

1. Tchang Touen, surnommé Tseu-heou était originaire de P'ou-tch'eng. Il fut l'un des lieutenants de Wang Ngan-che. En 1080, il fut nommé vice-ministre, et fut disgracié peu de temps après. Sous le règne de Tche-tsong, il revint au pouvoir et rétablit toutes les réformes introduites par Wang Ngan-che mais supprimées par Sseu-ma Kouang. Au début du règne de Houei tsong, il fut disgracié et mourut en 1101 à Lei-tcheou dans la province actuelle de Kouang-tong.

2. Hiong Pen dont le surnom était Pei-t'ong était originaire de Pou-yang. Il fut partisan des réformes et un des lieutenants de Wang Ngan-che.

3. Kiao-tche est un nom de lieu. Sous la dynastie des Han, on établit la commanderie de Kiao-tche. Le Kiao-tche forme actuellement la partie septentrionale de l'Annam.

Ngan-che forma une armée de 80.000 hommes, commandée par les généraux Kouo K'ouei et Tchao Sie afin d'arrêter l'avance des troupes annamites. Ces deux généraux remportèrent des victoires et obtinrent la cession à la Chine de Kouang-yuan tcheou, de Men-tcheou, de Sseu-lang-tcheou, de Sou meou tcheou et de Kouang-lang-hien. A partir de cette guerre, les Annamites n'envahirent plus la Chine sous la dynastie de Song et payèrent régulièrement un tribut à l'Empereur chinois.

4. LA POLITIQUE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE DE WANG NGAN-CHE.

a) *Réorganisation des Ecoles.*

Wang Ngan-che s'occupa également de l'instruction publique. La troisième année *kia-yeou* (1058) il présenta une lettre (Wan-yen-chou) au trône dans laquelle il expliquait comment on développait et cultivait les aptitudes de l'homme dans l'antiquité. Autrefois, dit-il, de l'Etat aux villages, il y avait des écoles. L'empereur ou les seigneurs nommaient les fonctionnaires chargés de l'enseignement et les choisissaient d'une manière sévère. Toutes les affaires de la Cour impériale, des rites, de la musique, du gouvernement et du droit pénal étaient enseignées à l'école. Ce que les lettrés étudiaient, c'étaient les paroles conformes à la loi des anciens rois, leurs actions vertueuses et leurs conceptions du gouvernement de l'Empire. De nos jours, dans

toutes les préfectures et sous-préfectures, quoi qu'il y ait des écoles, il n'en existe de fait que les murs. Il n'y a pas de fonctionnaires chargés de l'enseignement. Seulement, à l'école supérieure (t'ai-hio) il y a des fonctionnaires chargés de l'enseignement, mais leur choix n'est pas sévère. Les affaires de la Cour, les rites, la musique, le gouvernement et le droit pénal ne sont pas enseignés à l'école. Les professeurs, eux aussi, considèrent que les rites, la musique, le gouvernement et le droit pénal sont des affaires de magistrats, mais qu'ils ne sont pas obligés à les connaître. Ce qui est enseigné par les lettrés sont des explications de textes et c'est tout.

Lorsque Wang Ngan-che arriva au pouvoir, il s'occupa naturellement de l'organisation des écoles. La 1^{re} année *hi-ning* (1068), il augmenta le nombre des étudiants de l'école supérieure (t'ai-hio). La 4^e année *hi-ning* (1071), il fit transformer deux salles en amphithéâtre de l'école supérieure. Les étudiants se divisèrent en trois classes : les chambres extérieures, les chambres intérieures et les chambres supérieures. La même année, il établit une école (hio) dans les cinq provinces de King-tong, de King-si, de Ho-tong, de Ho-pei et de Chen-si. Plus tard, chaque province, chaque sous-préfecture et chaque préfecture fonda également une école. Ce qu'on enseignait dans ces écoles, c'était principalement les livres classiques. Chacun devait étudier spécialement un livre classique. La 8^e année *hi-ning* (1075), l'empereur donna à chaque école un livre

intitulé : *Nouveau commentaire des trois livres classiques* (San-king sin-yi) fait par Wang Ngan-che.

La 5^e année *hi-ning* (1072), il établit une école militaire, dont le nombre des élèves était fixé à 100. Des fonctionnaires qui avaient étudié la science militaire furent choisis comme professeurs.

La 6^e année *hi-ning* (1073), il créa quatre chaires de droit. En outre, il créa, dans l'école supérieure, des chaires de médecine. Le nombre des étudiants de médecine était fixé à 300.

b) *Réforme des concours publics.*

En ce qui concerne le choix des lettrés, Wang Ngan-che s'opposa au système des concours. Nous pouvons résumer ses critiques à ce sujet faites dans la lettre que nous venons de citer comme suit : On choisit des lettrés, dit-il, au moyen de concours. Ceux qui ont lu certains livres, les ont appris par cœur, et écrivent sans faute, s'appellent les hommes de talent extraordinaire et les hommes excellents. Ceux qui sont moins forts que ces derniers mais ont étudié la poésie et les *fou* s'appellent les littérateurs. Ces deux sortes de lettrés peuvent devenir ministres — souvent par ces deux voies, des hommes capables d'être ministres, parce qu'ils ont épuisé leurs efforts en études inutiles, finissent par mourir à la campagne. Le gouvernement choisit, en outre, ceux qui ne font qu'apprendre par cœur les livres classiques, mais ceux qui comprennent l'idée des anciens rois et peuvent l'appliquer dans l'Em-

pire ne peuvent pas être choisis au moyen des concours publics.

Bien que Wang Ngan-che ne fût pas satisfait du système des concours, il l'appliqua en le modifiant toutefois. La 4^e année *hi-ning* (1071), on décida d'abolir les concours sur la poésie et sur les *fou*. Les objets sur lesquels on examinait les lettrés étaient l'explication des livres classiques (*king*) et des dissertations.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DU PRÊT SUR RÉCOLTE. (TS'ING-MIAO).

Le prêt sur récolte (ts'ing-miao) est un point essentiel de la politique sociale et financière de Wang Ngan-che qui, pour appliquer ce système, eut à soutenir une lutte acharnée contre ses adversaires. C'est pourquoi, nous étudierons spécialement cette réforme et diviserons cette partie en trois chapitres où nous exposerons les faits les plus importants qui la concernent.

L'histoire du prêt sur récolte (ts'ing-miao) se peut diviser en trois périodes.

La première période s'étend de la 2^e année *hi-ning* (1069) sous le règne de Chen-tsong jusqu'à la 7^e année *hi-ning* (1074), c'est-à-dire jusqu'à la retraite de Wang Ngan-che.

Dans cette période, on établit le prêt sur récolte et on l'applique avec énergie malgré une opposition très vive.

La 2^e période, dure depuis la 7^e année *hi-ning* (1074) jusqu'à la dernière année *yuan-fong* (1085), c'est-à-dire jusqu'à la mort de Chen-tsong.

Dans cette période, le prêt sur récolte (ts'ing-miao)

était toujours appliqué, mais il avait subi certaines modifications.

La 3^e période se prolonge depuis la 1^{re} année *yuán-yeou* (1086) sous le règne de Tche-tsong, jusqu'au milieu du règne de Houei-tsong, car on ignore la date exacte où le prêt sur récolte fut définitivement aboli.

Cette période est une période de flottement. Le Gouvernement tantôt abolit le système et tantôt le rétablit.

L'origine

Souvent on a confondu le prêt sur récolte (*ts'ing-miao*) créé sous la dynastie des Song avec une sorte d'impôt, appelé l'argent de la moisson verte (*ts'ing-miao ts'ien*) créé sous la dynastie des T'ang. Fan Tchen dit : le système de « l'argent de la moisson verte » (*ts'ing-miao ts'ien*) appliqué au moment critique de la dynastie des T'ang, ne pouvait être imité par la suite » (1). De même, Tchao Tchen déclara à Chen-tsong : le système de l'argent de la moisson verte (*ts'ing-miao ts'ien*) était appliqué dans les années troublées de la dynastie des T'ang. En temps de bouleversement, il est vraiment facile de spolier le peuple, maintenant pour maintenir le bon ordre perpétuel et le bonheur du peuple, ce système est vraiment incommode » (2). Ces deux personnages assimilent le prêt sur récolte (*ts'ing-miao*) de leur

1. *Histoire des Song*, ch. 337.

2. *Histoire des Song*, ch. 341.

époque à l'impôt qui portait le même nom de *ts'ing-miao* sous la dynastie des T'ang. Mais, si ces expressions sont semblables, les choses sont tout à fait différentes (1).

D'après la nouvelle histoire de la dynastie des T'ang (2) au mois d'août de la 2^e année *Yong t'ai* (764) sous le règne de T'ai-tsong (9^e empereur des T'ang 763-779) on établit le système de « l'argent de la moisson verte » (*ts'ing-miao-ts'ien*) pour payer le traitement des fonctionnaires. Car depuis le règne de Sou-tsong (8^e empereur des T'ang 756-762) les guerres n'avaient cessé de troubler le pays et le trésor public avait par conséquent besoin d'argent. Le gouvernement ordonna alors de prélever quinze sapèques par arpent chinois. Le nom de ce système vient de ce que le gouvernement qui n'avait pas la patience d'attendre la saison d'automne pour encaisser l'impôt, prélevait une somme d'argent au moment où les moissons étaient encore vertes. En outre, le gouvernement prélevait l'impôt appelé *t'i-t'cou*, de vingt sapèques par arpent chinois auquel on donne également le nom « d'argent de la moisson verte (*ts'ing-miao ts'ien*) » (3). En réalité ces deux impôts sont une sorte d'imposition vexatoire qui est en dehors du système des impôts réguliers. Quant au prêt sur récolte (*ts'ing-miao*) créé sous la dynastie des Song, il n'en était pas ainsi.

1. Voir Tchao Yi, *Notices diverses sur les vingt-deux histoires dynastiques*, ch. 26.

2. La *Nouvelle histoire de la dynastie des T'ang* a été écrite par Ngeou-yang Sieou en 1072, sous les Song.

3. Voir la *Nouvelle histoire de la dynastie des T'ang*, ch. 51.

Le prêt sur récolte (ts'ing-miao) consiste dans le prêt de sommes d'argent fait au printemps et en été par le gouvernement et que le peuple devait rendre avec un taux d'intérêt léger.

Ce serait également une erreur que de croire que le prêt sur récolte fut créé par Wang Ngan-che. Sans doute, Wang Ngan-Che l'avait appliqué avec succès, avant son arrivée au pouvoir, dans la sous-préfecture de Kin (dans la province actuelle de Tche-Kiang), la 7^e année *king-li* (1047) sous le règne de Jen-Tsong. Mais, avant lui, ce système existait déjà. Nous laissons de côté les systèmes voisins, demeurés sans relation avec le prêt sur récolte et sans effet sur lui. Mais nous devons citer le système dont le prêt sur récolte avait subi directement l'influence.

Ce fut Li Ts'an intendant des transports de la province de Chen-si (Tchouan-yun che) qui traça la première esquisse du prêt sur récolte. En raison du nombre des garnisons et de l'insuffisance des approvisionnements Li ts'an ordonna au peuple d'évaluer personnellement d'une manière approximative la récolte future et autorisa l'emprunt des sommes d'argent nécessaires avec faculté de rembourser au temps de la récolte. Ce système était également désigné sous le nom « d'argent de la moisson verte » (ts'ing-miao ts'ien). Quelques années plus tard, les greniers avaient des approvisionnements en abondance (1).

1. Voir l'*Histoire des Song*, ch. 330.

Ce système fut pourtant interdit par un décret de la 5^e année *t'ien-cheng* (1027) sous le règne de Jen-tsong.

A son arrivée au pouvoir, Wang Ngan-che hésita à appliquer le prêt sur récolte. Il consulta Sou Tche. Ce dernier répondit : « On prête au peuple et on lui fait rendre avec un intérêt de 20 %. L'idée originale n'est pas de tirer un profit. Mais à l'occasion de la distribution et de la perception [de l'argent], les fonctionnaires pourront enfreindre la loi sans qu'on puisse l'interdire. Lorsque l'argent vient dans la main d'un homme, même s'il est un bon citoyen, il n'évitera pas des dépenses irraisonnables et au moment du remboursement, même s'il est riche, il n'évitera pas de différer le paiement. Ainsi, il est certain que [le gouvernement] devra le punir par le fouet et le bâton ; et il y aura beaucoup de procès dans le pays. Lieou Yen (1) chargé de la direction des finances de l'Etat, n'avait jamais fait des prêts au peuple. Il y

1. Lieou Yen, haut fonctionnaire, sous les règnes de Tai-tsong et de Sou-tsong des T'ang. A ce moment-là, la guerre troublait le pays et le trésor de l'Etat était épuisé. C'est lui qui fut chargé des fonctions de ministre des finances. La politique financière de Lieou Yen consista surtout à améliorer la politique relative au sel. Il supprima toutes les fonctions inutiles et institua seulement des fonctionnaires aux endroits où l'on produisait le sel. Ces fonctionnaires étaient chargés d'acheter tout le sel qui avait été fabriqué par le peuple et de le vendre aux marchands qui le revendaient au peuple. L'Etat ne vendait le sel, à un prix modéré, que dans les localités qui n'étaient pas fréquentées par les marchands. L'Etat tirait ainsi un bénéfice considérable sans que le peuple eut à se plaindre de la cherté du sel. Lieou Yen institua en outre des agents pour saisir le sel de contrebande. A

avait des personnes qui le lui avaient reproché. Yen dit : laisser le peuple obtenir l'argent par chance, ce n'est pas un bonheur pour l'Etat ; laisser les fonctionnaires appliquer arbitrairement la loi dans la perception de l'argent, ce n'est pas un intérêt pour le peuple. Je connais sans retard l'état d'abondance ou de disette ; de cherté ou de bon marché [des denrées] dans le pays entier. Quand le prix est bas, j'achète le grain ; quand le prix est haut, je le vends nécessairement. Par conséquent, il n'y a ni excès de cherté, ni excès de bon marché, dans aucune part du pays. A quoi bon prêter ? Les paroles de Lieou Yen préconisent le système des greniers régulateurs (tchang-p'ing) des-Han. Maintenant, si l'on développe ce système, on pourra avoir tout de suite le même mérite que Lieou Yen » (1).

En face de l'opposition de Sou Tche, Wang Ngan-che suspendit l'exécution de son projet. Justement à ce moment-là, appelé à la Cour, Wang Kouang-lien, intendant des transports (Tchouan-yun che) de la province de Ho-péi, demanda la permission d'appliquer le système qui était déjà en vigueur officieusement à Chen-si sous son autorité. Il demanda au gouvernement de lui donner plusieurs milliers de patentes de bonze (2) (Tou-tie)

son arrivée au pouvoir, les recettes provenant du sel n'atteignaient que 400.000 sapèques, alors qu'à la fin de la période t'ai-li (779) elles s'élevèrent à plus de 6.000.000 de sapèques.

1. Voir l'*Histoire des Song*, ch. 176.

2. Si un bonze se sépare définitivement de sa famille, c'est-à-dire fait l'abandon absolu de ses droits de fils, de frère et de citoyen, le fonctionnaire lui donne une patente appelée *tou-tie*, et en tire une taxe.

pour constituer des capitaux qu'il distribuerait au printemps et récupérerait en automne. L'idée essentielle à la base de ce système cadrait avec le projet envisagé par Wang Ngan-che. Wan Ngan-che décida d'appliquer le prêt sur récolte dans tout l'Empire.

D'après la version donnée dans la biographie de Wang Kouang-yuan, au chapitre 329 de l'histoire des Song, les faits s'étaient passés comme suit : Wang Kouang-yuan aurait prétendu qu'au printemps, au moment des semailles, les cultivateurs étant gênés, les usuriers profitent de leur détresse pour en tirer profit. Pour cette raison Wang Kouang-yuan aurait demandé à l'empereur l'autorisation de mettre en réserve de l'argent et de la soie pour une valeur de 500.000 sapèques destinés à être prêtés au peuple. Pour son compte, le gouvernement pourrait chaque année en tirer 250.000 sapèques d'intérêt. Le gouvernement aurait approuvé cette mesure qui était conforme au système du prêt sur récolte et Wang Ngan-che aurait affirmé qu'elle pouvait être appliquée immédiatement et aurait fait venir Wang Kouang-yuan à la capitale.

En septembre de la 2^e année *hi-ning* (1067) le jour *ting-mao*, le prêt sur récolte fut établi. Les annales principales consacrées à l'Empereur Chen-Tsong dans l'histoire des Song disent à ce sujet que l'on établit à cette date le nouveau système *tchang-p'ing* (Tchang-p'ing kei-lien fa) Mais l'histoire générale de la Chine à la section des

Song dit plus nettement que, en septembre, on établit le prêt sur récolte.

Et le lendemain, l'Empereur fait sortir 1.000.000 de sapèques du trésor impérial pour acheter les grains des greniers de la province de Ho-péi. Désormais le système des greniers régulateurs (tchang-p'ing) était remplacé par le prêt sur récolte.

Un exposé fut présenté au gouvernement à ce sujet par le bureau des réformes (Tche-tche-san-sseu t'iao-li sseu) dans les termes suivants :

« L'argent et le grain dans les greniers régulateurs (tchang-p'ing ts'ang) et dans les greniers de bienfaisance (kouang-houei ts'ang) des différentes provinces sont évalués approximativement à près de quinze millions de *kouan* et de *che*. Parce que le recouvrement et la distribution ne se font pas comme il conviendrait, le bienfait n'est pas grand. Maintenant nous désirerions employer les quantités qui existent actuellement [de telle manière que] dans une période de hausse on abaissât les prix du marché en vendant le grain et que dans une période de baisse on élevât les prix du marché en achetant le grain. On pourra employer généralement pour verser l'impôt *miao* à l'intendant des transports (Tchouan-yun che) de l'argent ou des boisseaux [de grains] qui sont faciles à transporter et l'intendant, avec les espèces, accordera des prêts. Suivant le précédent concernant « l'argent de la moisson verte » (ts'ing-miao ts'ien) appliqué dans la province de Chen-si, à ceux qui désirent en emprun-

ter. En même temps que l'impôt, [les emprunteurs] versent le montant de leur emprunt dont la moitié sur la récolte d'été et l'autre moitié sur la récolte d'automne. Si quelqu'un parmi eux demande des matières premières et qu'au moment du remboursement, le prix [de ces matières] étant élevé, il désire payer en argent, il fera à son gré. En cas de calamité, on permettra d'ajourner le remboursement jusqu'au jour où la prochaine récolte est mûre et abondante. Non seulement, [cette mesure] suffit pour prévenir les malheurs qui suivent une calamité, mais attendu que le peuple reçoit des emprunts, les accapareurs ne peuvent profiter du moment où la nouvelle récolte n'est pas encore faite et où la dernière récolte est déjà épuisée pour exiger un intérêt double. De plus, les objets dans les greniers régulateurs (tchang-p'ing ts'ang) et les greniers de bienfaisance (kouang-houei ts'ang) recueillis (cheou), conservés (ts'ang), accumulés (tsi) et immobilisés (tcheu) doivent nécessairement attendre que la récolte soit maigre et les denrées chères pour qu'ils soient vendus. Ceux qui en bénéficient ne sont que des désœuvrés de la ville. Maintenant suivant que, dans une province, il y a abondance ou manque [de grain] on distribuera quand le prix est élevé et on prélèvera quand le prix est bas afin de développer l'économie et d'équilibrer les prix pour que les cultivateurs puissent travailler en conformité avec la saison et que les accapareurs ne puissent profiter de leur détresse. En général, tout cela est favorable

au peuple et l'Etat n'en tire aucun profit. C'est aussi conforme à l'esprit des anciens rois que de répandre les bienfaits et d'exploiter la richesse afin de secourir les laboureurs et les moissonneurs. Si l'on veut évaluer la quantité d'espèces et de grains dans chaque province, on délèguera un fonctionnaire qui fera une inspection. Chaque district choisit l'un des secrétaires des assistants d'un préfet (t'ong-pan) pour diriger le transport des déboursements et des versements. Ce système devait être appliqué d'abord dans les trois provinces de Ho-péi, de King-tong et de Houei-nan. Dès qu'il serait organisé, on devrait l'étendre à toutes les provinces. Quant aux greniers de bienfaisance (kouang-houei ts'ang) en dehors de ce qui est réservé pour être donné aux vieillards, aux malades et aux pauvres, le reste sera affecté à l'application du système des transports tchang-p'ing (tchang-p'ing-tchouan-yun-fa) (1).

L'Empereur approuva cette proposition. Le bureau des réformes (Tche-tche-san-sseu-t'iaou-li sseu) fit un nouveau rapport disant : le règlement sur les greniers régulateurs et les greniers de bienfaisance a été d'abord mis en vigueur dans les trois provinces de Ho-péi, de King-tong, et de Houei-nan ; on a consulté la population et la majorité a exprimé le désir d'emprunter. Nous vous prions d'ordonner aux intendants de transport (tchouan-yun che) de toutes les provinces d'appliquer [ce règlement].

1. Voir l'*Histoire des Song*, ch. 176.

L'empereur approuva également cette proposition (1).

Dans chaque province, on établit un poste d'administrateur (t'i-kiu) confié à un fonctionnaire appelé *Tch'ao-kouan* et un autre de directeur (kouan-tang) confié à un fonctionnaire appelé *King-kouan* (2). Dans la préfecture de première classe de Kai-fong, on institua un seul fonctionnaire. Au total, il y en avait quarante et un.

La différence entre le prêt sur récolte (ts'ing-miao) et le système des greniers régulateurs (tchang-p'ing) consiste en ce que dans le système des greniers régulateurs le gouvernement met en réserve le grain pour le vendre à un bas prix au peuple au temps de mauvaises récoltes tandis que dans le système du prêt sur récolte le gouvernement dispose d'une somme d'argent pour des prêts à intérêt accordés au peuple.

L'idée du système des greniers régulateurs (tchang-p'ing) s'inspire des théories soutenues par Kouan Tchong (3) et par Li Kouei (4) à l'époque des

1. Voir l'*Histoire des Song*, chap. 176.

2. D'après la section de l'administration de l'histoire des Song, les fonctionnaires de la 1^{re} classe et au-dessous qui sont ordinairement reçus en audience par l'Empereur s'appellent *Tch'ao-kouan*; les fonctionnaires du titre de Pi-chou lang et au-dessous qui ne sont ordinairement pas reçus en audience s'appellent *King-kouan*.

3. Kouan Tchong dont le surnom était Yi-wou, fameux politicien et légiste, fit à partir de 655 ans avant J.-C. la fortune du marquis Houan de Ts'i. Il mourut en 645 avant J.-C.

4. Li Kouei, légiste du marquis Wen de Wei entre 420 à 400 avant J.-C., instruisit le peuple à cultiver entièrement le sol et fit une loi sur la stabilisation des prix du riz qui contribua à enrichir Wei.

Royaumes Combattants (Tchan-kouo). Mais le nom Tchang-p'ing ne fut donné à ce système que sous la dynastie des Han.

C'est sous le règne de l'Empereur Siuan à la 4^e année *wou-fong* (54 av. J.-C.) que sur la proposition de Keng Cheou-tch'ang, ministre de l'agriculture, ont été établis pour la 1^{re} fois des greniers régulateurs (tchang-p'ing) dans tout le pays. Lorsque le grain était bon marché, le gouvernement achetait à un prix plus élevé que le prix courant. Lorsque le grain était cher, il le vendait à un prix plus bas que le prix courant. C'est ce qu'on appelait le système des greniers régulateurs. Le peuple était satisfait de cette réforme.

La 3^e année *chouen-houa* (992) de la dynastie des Song, la récolte dans la métropole fut abondante. Le gouvernement délégua spécialement des fonctionnaires aux quatre portes de la capitale pour acheter le grain à un prix plus élevé que le prix courant et fit mettre en réserve ce grain dans des greniers *tchang-p'ing*. Dans les années de disette, le gouvernement le mit en vente au profit des pauvres à un prix bas. Le gouvernement ordonna aux intendants du transport (tchouan-yun che) des différentes provinces de nommer des subalternes compétents à la direction des greniers régulateurs qui furent placés sous l'autorité du ministre des Finances. Depuis lors, le gouvernement établit, peu à peu, des greniers régulateurs dans tout l'empire.

Quant aux greniers de bienfaisance *kouang-houei ts'ang*, ils furent établis pour la première fois la 2^e année *kia-yeou* (1057) sous le règne de Jen-tsong. Autrefois, le gouvernement vendait pour son propre compte les champs qu'il avait confisqués. Sur la proposition de Han K'i, on cessa de vendre des champs et on appela le peuple à les cultiver. Le gouvernement prélevait une partie de la récolte à titre de fermage et la mettait en réserve dans des greniers dits de bienfaisance (*kouang-houei*) parce que le grain qui y était conservé était distribué aux vieillards, aux enfants, aux pauvres et aux malades. Ces greniers de bienfaisance (*kouang-houei t'sang*) étaient administrés par des juges provinciaux (*t'i-tien hing-yu*).

Nous avons dit que d'après le projet du Bureau des réformes (*Tche-tche-san-sseu-t'iao-li sseu*) adopté par le gouvernement, une partie des grains conservés dans des greniers de bienfaisance était réservé aux distributions qui continuaient à être faites aux vieillards, aux malades et aux pauvres. Or, au mois de février de la 4^e année *hi-ning* (1071), Wang Ngan-che proposa de vendre tous les champs que possédaient les greniers de bienfaisance de l'empire pour constituer ainsi les capitaux nécessaires aux greniers régulateurs (*tchang-p'ing ts'ang*) de la province de King-tong et de trois autres provinces. La proposition de Wang Ngan-che reçut l'approbation de l'Empereur.

Difficulté d'application.

Le décret originaire concernant l'institution du prêt sur récolte (ts'ing-miao) laissait à la volonté du peuple de faire ou non un emprunt sur la récolte future. Mais les administrateurs des greniers provinciaux (t'i-kiu) cherchèrent souvent pour être aimables à Wang Ngan-che et pour s'acquérir quelques mérites à ses yeux, le moyen de répandre autant que possible les prêts. Les paysans riches ne voulaient pas faire d'emprunts tandis que les pauvres les acceptaient. Par conséquent, les administrateurs des greniers (t'i-kiu) ordonnèrent de répartir les prêts selon la fortune des familles. En outre, ils organisèrent des groupes de dix personnes (pao) où les pauvres et les riches étaient réunis. Wang Kouang-yuen divisa, par exemple, les familles dans la province de Ho-péi en cinq classes. Il prêtait 15.000 *kouan* à la 1^{re} classe, 10.000 à la 2^e classe, 5.000 à la 3^e, 1.500 à la 4^e et enfin 1.000 à la 5^e classe.

Heou Chou-hien, administrateur des greniers de la préfecture de 1^{re} classe de K'ai-fong, ordonna à maintes reprises, à l'inspecteur Liu King de distribuer des prêts. Ce dernier objecta que la population avait déjà à fournir 500.000 sapèques pour la constitution du capital destiné aux prêts sur récolte et qu'il était à craindre qu'elle ne puisse supporter cette charge supplémentaire. Le gouvernement renvoya ce rapport au Bureau des Réformes

et fit venir l'administrateur au ministère pour lui faire des reproches.

Wang Ngan-che protesta en disant que, si l'on agissait ainsi, les administrateurs des différentes provinces seraient nécessairement dans l'hésitation et la crainte d'appliquer le nouveau système. Il fallait ordonner simplement au Bureau de publier un avis. Cette proposition fut écoutée et le décret suivant fut promulgué le 25 mars de la 3^e année *hi-ning* (1070) :

« Actuellement [le gouvernement] craint que les fonctionnaires titulaires dans les différentes localités ne se conforment pas à l'idée fondamentale du gouvernement et ne s'inquiètent pas si le peuple désire ou ne désire pas profiter [des prêts] ; souvent ils procèdent par force ou distribuent le prêt d'après la classification [des familles] de telle manière qu'ils causent des troubles au peuple. Actuellement nous ordonnons aux juges des différentes provinces (t'i-tien hing-yu) et aux fonctionnaires de prendre uniformément en considération [ce décret] et de faire une enquête [à ce sujet]. En cas d'infraction, il faut prendre à l'égard de la personne [de l'infractionneur] des mesures d'interdiction et prendre le nom de famille et le prénom du fonctionnaire afin d'en informer [le gouvernement] qui devra délibérer à son sujet et appliquera rigoureusement la loi (1). »

1. On peut trouver le texte dans le *Commentaire de l'œuvre de Sou Tong-p'o*, ch. 29.

La même année l'office des greniers régulateurs (Ti-kiu tchang-p'ing sseu) envoya l'avis suivant :

« Pour distribuer le prêt sur récolte (ts'ing-miao) il faut que dix foyers au moins forment une association (pao). Une personne de la troisième classe et au-dessus (1) sera le chef (kia-t'eu). En ce qui concerne les emprunts faits par chaque famille, celles de la cinquième classe ainsi que les familles étrangères de la localité ne pourront pas dépasser la somme de 1.500 sapèques ; celles de la quatrième classe ne pourront pas dépasser la somme de 3.000 sapèques ; celles de la troisième classe ne pourront pas dépasser la somme de 6.000 sapèques ; celles de la deuxième classe ne pourront pas dépasser la somme de 10.000 sapèques et celles de la première classe ne pourront pas dépasser la somme de 15.000 sapèques. S'il y a un excédent, on chargera le sous-préfet intéressé de délivrer une augmentation d'après son jugement aux familles de la troisième classe et au-dessus ; s'il y a encore un excédent, les familles citadines qui possèdent une propriété ou des gages et qui désirent faire un emprunt [se réuniront en] cinq familles pour former une association (pao) conformément au règlement du prêt sur récolte. Les différents sous-préfets ne devront pas éviter des déboursements et des encaissements fréquents, [car il peut] arriver [autrement] que quelqu'un excite une famille à déclarer qu'elle ne désire pas deman-

1. Le texte donne le mot *hia* (au-dessous) que je propose de corriger en *chang* (au-dessus).

der un emprunt. Si quelqu'un ne désire pas faire un emprunt, on dressera un procès-verbal et on enverra un rapport par relais [au gouvernement] qui s'appuiera sur cette pièce pour choisir un fonctionnaire [chargé] d'expliquer [au peuple] les avantages du prêt. Si [après les explications de ce délégué] quelqu'un exprime le désir de faire un emprunt les agents coupables de la sous-préfecture permuteront à une autre charge. Si l'affaire est assez grave [le fonctionnaire délégué] adressera un rapport à ce sujet au gouvernement. Si au moment où la récolte d'été ou d'automne a été faite, le prix des denrées est assez élevé et quelqu'un désire rembourser [le prêt] en espèces il y aura lieu de prendre en considération la réduction du prix du marché [pour le calcul du remboursement] par rapport au prêt primitif. [La somme remboursée] ne devra pas dépasser 30 % [d'augmentation]. Par exemple, si une famille a demandé un emprunt de 1.000 sapèques, la somme remboursée ne devra pas dépasser 1.300 sapèques (1).

Han K'i (2) commissaire impérial chargé de pacifier le Kiang-nan (Kiang-nan ngan-fou sseu) présenta aussitôt une requête dans laquelle il critiquait vivement le prêt sur récolte (ts'ing miao) et particu-

1. Liu Tsou-k'ien. *Recueil des œuvres des lettrés des Song*, chap. 44.

2. Han K'i dont le surnom était Tche-kouei, était originaire de Ngan-yang. Ministre sous trois empereurs, il succomba dans la lutte contre Wang Ngan-che en 1069; envoyé à Ta-ming-fou en 1070, il y mourut en 1075.

lièrement le prêt accordé aux familles citadines.

L'Empereur montra cette requête à ses ministres et dit : « K'i est vraiment un sujet loyal. Au commencement je pensais que cette réforme était avantageuse pour le peuple. Je ne pense pas cependant qu'elle soit si nuisible au peuple. D'ailleurs, dans les villes, comment pourrait-on obtenir la moisson verte et, de même, comment les agents pourraient-ils imposer le prêt sur récolte ? » Wang Ngan-che riposta que si l'on accordait le prêt selon le désir du peuple, cela ne serait pas nuisible, même dans les villes. Il critiqua ensuite la requête de Han K'i et demanda que sa majesté réformât le système du tchang-p'ing afin de soulager le peuple. Il fit remarquer que le prélèvement d'un intérêt était un système qui remontait au duc de Tchéou.

L'Empereur sous l'influence de la requête de Han K'i, délibéra à ce sujet ; Ts'eng Kong-leang et Tch'en Cheng-tche furent d'accord pour dire qu'il ne fallait pas distribuer de prêt sur récolte (ts'ing-miao) au peuple de la ville. Aussi le lendemain Wang Ngan-che resta chez lui sous prétexte de maladie. L'Empereur ordonna au ministre de supprimer le prêt sur récolte. Ts'eng Kong-leang et Tch'en Cheng-tche étaient disposés à appliquer tout de suite cet ordre. Seul Tchao Pien soutint qu'il fallait attendre Wang Ngan-che pour qu'il l'abolit lui-même. Cette question resta en suspens durant plusieurs jours pendant lesquels l'Empereur hésita à prendre une décision.

Quand Wang Ngan-che reprit l'exercice de ses fonctions et revint à la Cour pour remercier l'Empereur, ce dernier le réconforta en lui disant qu'il avait failli être ébranlé par l'opinion publique au sujet du prêt sur récolte, mais que, maintenant, il pensait que cette mesure ne présentait aucun inconvénient. Tout au plus, l'argent de l'Etat serait-il perdu. On ne devait pas le regretter. Wang Ngan-che demanda qu'on appliquât tous ses efforts pour l'exécution de la réforme. Il ne fallait pas laisser les hommes vulgaires briser volontairement la loi.

La 7^e année *hi-ning* (1074), l'Empereur exprima sa crainte que les fonctionnaires chargés de distribuer le prêt sur récolte n'aient pu appliquer cette loi. Wang Ngan-che proposa d'établir un fonctionnaire spécial appelé *Tchou-pou* (Préposé aux registres) dans chaque sous-préfecture et de le charger de distribuer les salaires aux fonctionnaires et des prêts sur récolte. A son avis, le nombre des Préposés aux registres ne devait pas être supérieur à 300 et la dépense ne dépasserait pas 300.000 *kouan*. L'Empereur approuva son projet.

Conséquence de la grande sécheresse.

Depuis le mois d'août de la 6^e année *hi-ning* (1073) jusqu'au mois d'avril de la 7^e année *hi-ning* (1074) une grande sécheresse sévit dans tout l'Empire. L'Empereur fut pris d'inquiétude Han Wei

l'informa alors que dans les sous-préfectures voisines de la capitale, les fonctionnaires pressaient très sévèrement le peuple de rembourser les prêts. Ils infligeaient le fouet au peuple afin de le forcer à rembourser complètement ses emprunts. De plus, en raison de la sécheresse, les cultivateurs étaient contraints à vendre les mûriers comme bois de chauffage pour se procurer l'argent nécessaire à la vie.

Sseu-ma Kouang (1) présenta lui aussi, au mois de mai de cette même année, un rapport dans lequel il disait : Votre sujet sait que le ministre a confiance en soi, qu'il est hostile aux critiques de ses adversaires et nomme à la charge de censeur ses favoris et ses parents. De plus, votre sujet sait que le ministre envoie dans tout l'Empire des administrateurs qui ont pour mission de se renseigner auprès du peuple sur les avantages et les inconvénients des lois nouvelles. Ces fonctionnaires intimement aux sous-préfets de dire, pour complaire au ministre, que les nouvelles lois sont très bonnes et peuvent être appliquées perpétuellement. Votre sujet sait encore qu'il accroît le nombre des règlements cherchant sans cesse la nouveauté. Tout est

1. Sseu-ma Kouang dont le surnom était Kiun-che était originaire de la campagne de Sou-chouei et vécut de 1019 à 1068 après J.-C. D'abord ministre, il fut l'âme du parti conservateur, le principal antagoniste de Wang Ngan-che, et se retira devant lui en 1070. A la mort de l'Empereur Chen-tsong en 1086, il redevint ministre et abolit toutes les innovations introduites par Wang Ngan-che, mais bientôt mourut à la suite de surmenage.

modifié. Il charge, en outre, les administrateurs d'exercer une pression sur les trésoriers (Kien-sseu) et les sous-préfets qui sont à leur côté pour qu'ils appliquent d'une façon rigoureuse les lois nouvelles. Dans le cas où un fonctionnaire les applique avec peu de zèle, l'administrateur considère qu'il empêche l'application de la loi et le révoque immédiatement. Si un fonctionnaire par négligence agit contrairement aux lois nouvelles, il est puni sans qu'une disposition de grâce n'intervienne en sa faveur comme pour un mandarin vénal. L'administrateur envoie secrètement des agents (lo-tsou) en vue de surveiller et d'arrêter ceux qui font la critique du gouvernement. Il donne, en outre, une récompense en argent à ceux qui dénoncent les adversaires de la politique actuelle. Votre sujet ignore si la politique des saints empereurs et des sages rois était la même (1) ?

Tch'eng Hia, élève de Wang Ngan-che, mais opposé à ses réformes, présenta, à son tour, à l'Empereur un tableau représentant des sinistrés (lieou-min-t'ou) obligés à l'émigration. Touché profondément par les malheurs décrits dans ce tableau, Chen-tsong ordonna que l'exécution de toutes les lois nouvelles et parmi elles le prêt sur récolte fut provisoirement suspendues. Pourtant les partisans des réformes tels que Teng Wan, Liu Houei-

1. Kou Tong-kao, *Chronique de la vie de Sseu-ma Wen-kong*, ch. 6.

king (1) prièrent l'Empereur de les rétablir. Ce dernier accepta et toutes les lois nouvelles, sauf celle du Champ carré (fang-t'ien) furent rétablies.

L'Impératrice intervint alors auprès de l'Empereur pour demander l'abrogation des nouvelles lois en prétextant des malheurs causés au peuple par leur introduction.

Comme l'Empereur hésitait, Wang Ngan-che présenta plusieurs suppliques à l'Empereur pour obtenir son congé. Au mois d'avril de la 7^e année *hi-ning* (1074) il fut nommé gouverneur de Kiang-ning. Il recommanda Han Kiang et Liu Houei-king pour le remplacer dans sa fonction. Ces deux derniers continuèrent à appliquer la politique de Wang Ngan-che.

DEUXIÈME PÉRIODE

Modification de la distribution des prêts.

Au mois de juillet de la 7^e année *hi-ning* (1074) l'Empereur avait été informé que la famine sévissait dans certaines provinces à la suite de la sécheresse et que l'Etat n'était pas à même de secourir les malheureux. En l'absence de Wang Ngan-Che, l'Empereur ordonna aux Ministres de distribuer la

1. Liu Houei-king, surnommé Ki-fou était originaire de Tsin-kiang dans la province actuelle de Fou-kien. Recommandé par Wang Ngan-che, il fut nommé fonctionnaire subalterne du Bureau des Réformes en 1069 et vice-ministre en 1074. Mais à peine arriva-t-il au pouvoir qu'il trahit Wang Ngan-che. Il fut alors disgracié et nommé gouverneur de Kiang-ning. A partir de cette époque, il n'exerça plus de fonctions publiques qu'en dehors de la Capitale.

moitié des réserves conservées dans les greniers régulateurs (tchang-p'ing) à titre de prêt et de vendre l'autre moitié à un prix moins élevé que le prix du marché. A la suite de cet ordre, un décret fut publié et distribué aux sous-préfets des différentes provinces pour que la moitié des réserves fût conservée dans les greniers et que l'autre moitié fut distribuée au peuple.

Ce décret prouve que si le gouvernement continuait à appliquer le prêt sur récolte il maintenait néanmoins l'ancien système des greniers régulateurs (tchang-p'ing).

Modification du remboursement.

La 9^e année *hi-ning* (1074), l'Empereur annonça au Ministère des Finances que, à partir de ce jour, ceux qui seraient en retard à deux reprises pour le remboursement du prêt, ne pourraient plus emprunter ni argent ni grains.

L'Empereur faisait remarquer que 70 % à 80 % du capital engagé dans les greniers régulateurs (tchang-p'ing) avait été distribué au peuple ; et que, à la suite des sécheresses des années précédentes, un grand nombre d'emprunteurs avaient retardé leurs paiements. Les fonctionnaires ne pensaient qu'à distribuer des prêts pour avoir un mérite aux yeux du gouvernement, mais ils ne pensaient pas aux difficultés qu'il y avait à se faire rembourser par le peuple. Non seulement les

réserves étaient perdues, mais le peuple devait encore de ce fait subir la peine du fouet.

La 10^e année *hi-ning* (1077) l'administrateur (t'i-kiu) des greniers régulateurs de la province de Leang-Tche (1) constatait dans un rapport que depuis plusieurs années, des calamités sévissaient dans la province et que le nombre des habitants avait diminué. Il demandait un délai pour le paiement exigé aux familles qui suppléaient aux emprunteurs ayant pris la fuite jusqu'à la prochaine récolte afin de faciliter la liquidation. En outre, il demandait l'établissement de nouveaux règlements pour le cas où le remboursement n'avait pas encore été complètement effectué par une association (pao) ainsi que pour le cas où il n'existait dans l'association aucune famille pour l'assuré ou il n'en existait qu'une ou deux. Le gouvernement donna suite à son rapport.

La 1^{re} année *yuan-fong* (1078) ; un décret autorisa le remboursement par des hypothèques sur des objets ou des domaines dans le cas où les ressources de l'emprunteur étaient insuffisantes. Le remboursement devait se faire dans les délais fixés par le règlement des greniers régulateurs. Pour ceux qui manifestaient le désir d'effectuer le remboursement, soit en grains, soit en or, soit en soie, le fonctionnaire devait établir un prix moyen qui devait être notifié au peuple. Si le prix des objets donnés comme remboursement n'équiva-

1. Leang-Tche : le Tche oriental et le Tche occidental, ces deux régions sont séparées par un fleuve appelé Ts'ien-t'ang.

lait pas au total des sommes prêtées, l'emprunteur devait suppléer pour le restant. Si la valeur de ces objets dépassait le total des sommes prêtées, le gouvernement devait restituer l'excédent. En outre, on laissait le peuple libre d'échanger l'or ou la soie contre du grain, mais le fonctionnaire devait faire une retenue sur la valeur de l'or et de la soie. La moitié de tout l'argent et de tout le grain vendu ou distribué devait être employé à constituer les réserves des greniers régulateurs, conformément à la loi de la 9^e année *hi-ning* (1076).

Statistique.

La 6^e année *yuan-fong* (1083), le Ministère des finances (Hou-pou) fit un rapport à l'Empereur disant que pour le rassemblement et la disposition des réserves des greniers régulateurs (*tchang-p'ing*) le fonctionnaire de chaque province devait prendre comme nombre, le chiffre moyen annuel de rassemblement et de distribution des trois années précédentes et à la fin de l'année devait calculer s'il y avait augmentation ou diminution par rapport à ces chiffres. Actuellement, avec l'argent, les grains, la soie, on obtenait d'après ce rapport, pour la distribution un total de 11,037,772, supérieur de 2,148,342 à celui de la 3^e année *yuan-fong* (1080) et pour le remboursement un total supérieur de 1,034,963 à celui de la dite année. Le chiffre des distributions était également supérieur de 379,964 à celui de la 4^e année (1,081) alors que le chiffre des

remboursements était inférieur de 1,986,515 à celui de la dite année. Un décret ordonna au Ministère des Finances de faire présenter par les administrateurs un exposé détaillé des pays où la distribution était importante mais où le remboursement l'était moins ; et de ceux où la distribution était également peu importante.

TROISIÈME PÉRIODE.

La première abolition (1086)

Si le prêt sur récolte (ts'ing-miao) fut constamment appliqué pendant tout le règne de Chen-Tsong, il n'en fut pas ainsi pendant le règne de Tche-tsong. Dès que ce souverain monta sur le trône, Tchou Kouang-ting, censeur, lui présenta un rapport dans lequel il disait : le capital du prêt sur récolte (ts'ing-miao) de tout l'Empire, en dehors de la partie déjà distribuée, est actuellement encore important. Votre sujet prie d'utiliser ce capital pour acheter des grains qui pourront être conservés. Dans les années d'abondance, le gouvernement augmentera le prix pour ses achats ; dans les années de disette, le gouvernement diminuera le prix pour ses ventes ; et dans les années de famine, il prêtera au peuple et attendra pour le remboursement la récolte d'une année d'abondance sans exiger d'intérêt (1).

Au mois de février de la première année *yuan-*

1. Ma Touan-lin, son encyclopédie intitulée *Wen-hien t'ong-k'ao*, chapitre 21.

yeou (1086), le gouvernement ordonna d'appliquer de nouveau l'ancien système des greniers régulateurs (*tchang-p'ing*) qui consistait à acheter à un prix plus élevé que le prix courant dans les années d'abondances et à vendre à un prix inférieur dans les années de disette. Le gouvernement ordonna également à tous les administrateurs des greniers régulateurs (*t'i-kiu*) de remettre l'argent et les grains que les greniers possédaient aux juges provinciaux (*t'i-tien hing-yu*).

Le premier rétablissement. — En juin de la première année *yuan-yeou*, 1086, le prêt sur récolte (*ts'ing-miao*) fut abrogé. Mais peu de temps après, Fan Chouen-jen, en raison de l'insuffisance des recettes publiques, pria l'Empereur de rétablir le prêt. A la suite de cette requête, le 12 juin de la première année *yuan-yeou* (1086), un décret fut publié pour rétablir le système de prêt sur récolte en le modifiant toutefois un peu : Le gouvernement fixait la date pour les distributions au premier ou au deuxième mois et ces distributions devaient porter sur la moitié de ce qui avait été emprunté. Si la récolte de soie et de blé avait été abondante, le peuple devait verser la moitié de ce qu'il avait précédemment versé en même temps que l'impôt d'été. Si le peuple voulait rembourser le tout, il ne payait qu'un taux d'intérêt de 10 % (1).

Sseu-ma Kouang, tout en étant partisan de la

1. Ma Touan-Lin, son encyclopédie intitulée *Wen-hien Tong-k'ao*, chapitre 21.

réforme, demanda l'interdiction du prêt imposé. Voici l'exposé de ses motifs : l'idée originaire de l'Empereur défunt avait été de distribuer le prêt sur récolte pour le bien du peuple. C'est pourquoi, l'ordonnance qui introduisait le prêt, recommandait de se conformer à la volonté du peuple et interdisait le prêt imposé. Mais les administrateurs (t'i-kiu) pour obtenir quelques mérites aux yeux de leurs supérieurs, cherchèrent le moyen de développer le système de prêts autant que possible en conseillant ou en ordonnant aux sous-préfets de ne pas appliquer l'ordonnance. Sous une apparence de liberté, c'était en réalité le prêt imposé. Car le sous-préfet poussait aux prêts soit dans des assemblées qu'il organisait à la sous-préfecture, soit par voie d'affiche. En outre, des fils ou des frères irrespectueux empruntaient de l'argent à l'insu de leurs parents et ne versaient pas les sommes à leur famille. Il y avait aussi des hommes qui au nom d'autrui demandaient un emprunt. Au moment du remboursement, le paiement était exigé de la famille sous le nom de laquelle l'emprunt avait été contracté. Aussi le gouvernement qui connaissait très bien ces abus, devait pour la tranquillité du peuple supprimer complètement la charge d'administrateurs (t'i-kiu) des greniers et ne devait plus établir de devis sur les prêts. Le décret, paru le 12 juin, avait autorisé la distribution de l'argent et des grains des greniers régulateurs seulement pendant le premier et le deuxième mois. Ainsi la

famille qui désirait faire un emprunt pouvait l'obtenir à temps. Ce décret ordonna de conserver la moitié dans les greniers et de distribuer seulement l'autre. La distribution ne devait donc dépasser ce chiffre. Il ordonnait également de se conformer au désir du peuple et interdisait le prêt imposé en suivant l'idée originaire de l'empereur précédent. Les sous-préfets ne comprenaient pas l'intention du gouvernement, lorsqu'ils prétendaient que celui-ci désirait distribuer un grand nombre de prêts sur la récolte, prélever un fort intérêt, imposer le prêt au peuple, presser d'une manière sévère l'emprunteur au remboursement. Tout cela ressemblait aux pratiques qui existaient au temps des administrateurs (t'i-kiu).

Et Sseu-ma Kouang terminait sa requête en demandant un nouveau règlement du prêt sur récolte qui serait publié par les juges provinciaux (t'i-tien hing-yu) et transmis aux sous préfets et qui fixerait que pour obtenir un prêt sur la récolte les familles devraient se présenter à la sous-préfecture, porteurs d'une pièce en règle et présenter une caution. Dans ce cas seulement, le fonctionnaire pourrait accorder un prêt conformément au règlement ; il ne devrait pas imposer des prêts en réunissant les familles à la sous-préfecture ou en affichant des avis comme auparavant. Il fallait, de plus, ordonner que les juges provinciaux (t'i-tien hing-yu) veillassent constamment à ce que les fonctionnaires ne troublassent pas le peuple en raison de ce sys-

tème. Le gouvernement devrait immédiatement, le cas échéant, faire une enquête et punir ceux qui seraient signalés comme coupables. Dans le cas où le juge provincial (t'i-tien hing-yu) n'aurait pas exercé la surveillance avec zèle, le gouvernement déléguerait un commissaire impérial chargé de pacifier une région et de transporter des denrées (Tchouan-yun-ngan-fou-sseu) afin qu'il enquêtât à ce sujet et en informât l'Empereur (1).

La deuxième abolition (septembre de la 1^{re} année yuan-yeou 1086).

Le rétablissement du prêt sur récolte ne fut pas d'une longue durée. La réforme se heurta à l'opposition de Wang Yen-seou, Lieou Tche, Sou Tche et surtout Sou Che (2) et autres. Ce dernier dit : La loi de *hi-ning* a déjà interdit le prêt imposé et cependant les abus sont considérables. Si le peuple règle ses dépenses d'après ses recettes, bien qu'il soit pauvre, ses recettes seront suffisantes. Si on lui fait avoir de l'argent en plus de ses besoins, ses dépenses seront bien supérieures [à ses besoins]. D'ailleurs, des enfants et des frères trompent leurs parents, des personnes prennent le nom d'autrui

1. Ma Tonan-lin, son encyclopédie intitulée *Wen-hien-T'ong-k'ao*, chapitre 21.

2. Sou Che dont le surnom était Tseu-tchan, originaire de Mei-chan, vécut de 1036 à 1101. Il était le fils aîné de Sou Sing et le frère de Sou Tché. Entré en service à la Cour, il fut remarqué et poussé par Ngeou-yang et occupa divers postes importants, mais, plus tard, désapprouvant la politique de Wang Ngan-che, il tomba en disgrâce et fut envoyé à Houang-tcheou. A la chute de Wang Ngan-che, il fut rappelé et jusqu'à sa mort, continua à exercer de hautes fonctions.

pour demander un emprunt ; tout cela, en réalité, n'est pas le prêt imposé. Votre sujet prétend que la distribution de la moitié des réserves est une mesure identique à celle de la loi de *hi-ning*. Actuellement on autorise ces gens à emprunter selon leur désir, c'est, comme si l'on établissait la loi pour prendre le peuple dans un filet, on le pousse à des dépenses irraisonnables selon le désir du moment sans craindre les malheurs à venir au moment du remboursement. Ni l'une ni l'autre ne sont de bonnes lois. Il n'y a pas entre ces deux de grande différence. Actuellement on a mis en vigueur le système d'achat et de vente du grain dit *tchang-p'ing*. En dehors des bienfaits qu'il donne au peuple, le gouvernement en tire également certains profits. Pourquoi applique-t-on le taux d'intérêt de 20 % pour s'attirer la haine indéfinie du peuple (1).

En face de cette opposition, le 17 septembre de la 1^{re} année *yuan-yeou* (1086) sous le règne de Tche-Tsong, un décret fut publié pour ordonner le rétablissement de l'ancien système des greniers régulateurs et la suppression du prêt sur récolte.

Voici le résumé de ce décret :

Le système des greniers régulateurs est une bonne mesure. Il consiste à acheter des grains à un prix plus élevé dans les années d'abondance et à le vendre à un prix plus bas dans les années de disette, afin que le prix du grain

1. Voir, l'*Histoire des Song*, ch. 176.

soit toujours stable et que le gouvernement et le peuple en soient réciproquement satisfaits. C'est vraiment une bonne mesure qu'avaient appliquée les trois anciennes dynasties. Au début de la période de *hi-ning*, le gouvernement utilisa tous les capitaux avec lesquels on achetait le grain et les distribua aux familles pour que ces dernières payent un taux d'intérêt de 20 %. En outre, on créa des administrateurs (*t'i-kiu*) chargés du contrôle des prêts. C'est pourquoi, plus l'argent garde de valeur, plus le grain en perd. Le gouvernement a compris clairement l'abus de cet état de choses. Il supprime donc la charge d'administrateur et ordonne de transformer à nouveau toutes les réserves des années précédentes en capitaux pour les greniers régulateurs et de remettre en vigueur l'ancien système (*tchang-p'ing*). Maintenant, par décret particulier, il ordonne aux juges provinciaux (*t'i-tien hing-yu*) de profiter du moment favorable pour acheter du grain dans leur district et aux sous-préfets d'augmenter les réserves de capital pour acheter le plus possible de grain. Dans le midi où le niveau de la terre est bas, et le climat humide, les grains ne peuvent pas être conservés longtemps, lorsque le prix du grain augmente un peu, on doit le vendre tout de suite et ne pas attendre qu'il soit mis en réserve et qu'il se gâte. Le juge est chargé d'aviser les préfets et les sous-préfets de fixer le prix du grain en trois classes, d'après le prix payé pendant

les dix années précédentes ; si le prix du grain correspond à la classe inférieure et que le fonctionnaire n'achète pas ou si le prix atteint celui de la classe supérieure et que le fonctionnaire ne vende pas ; si les réserves de grains ne sont pas conformes aux règles et si les transports ne se font pas à temps de telle sorte que le grain se gâte, ou encore si les contrôleurs ne vont pas au marché chaque jour et qu'un rapport sur les achats et les ventes faits par les familles n'est pas donné au gouvernement ; il faudra faire une enquête et frapper d'une sanction le fonctionnaire coupable. Si le fonctionnaire fait les achats et les ventes de grains au temps dû, il faudra le récompenser selon son mérite. Nous espérons que chaque fonctionnaire travaillera avec zèle et que chaque district et chaque sous-préfecture aura des réserves. Malgré les années de disette, le peuple ne montrera pas un visage amaigri et souffrant. En outre, si une partie des capitaux mis en réserve par l'administration est distribuée parmi le peuple, la circulation des richesses sera réalisée (1).

Le deuxième rétablissement (La deuxième année chao-cheng, 1095). — La deuxième année *chao-cheng* (1095), T'sai King (2), Ministre des Finances

1. Kou Tong-kao, *Chronologie de la vie de Sseu-ma Wen kong*, ch. 8.

2. Ts'ai-king, surnommé Yuan-tchang, conservateur jusqu'en 1085, devint novateur et se dressa contre le parti conservateur. Il fut l'auteur de la stèle qui, établie en 1104, flétrit 309 conservateurs. Il mourut disgracié en 1126.

(Hou-pou chang-chou), pria l'Empereur d'ordonner aux fonctionnaires de rassembler tous les règlements relatifs au prêt sur récolte parus sous les périodes *hi-ning* et *yuan-fong*, afin d'établir un règlement définitif.

Tchouang Kong-yo, vice-intendant des transports (Tchouan-yun fou-che) de Houei-nan, dit que depuis que le gouvernement avait supprimé, pendant la période *yuan-yeou*, la charge des administrateurs (t'i-kiu) des greniers régulateurs, les autres administrations empruntaient les grains contenus dans les greniers régulateurs qui y restaient encore, de sorte que les quantités étaient peu considérables. Nous demandons, dit-il, de faire rendre par ces administrateurs le grain dont ils s'étaient emparés ou qu'ils avaient emprunté et d'ordonner aux fonctionnaires titulaires d'en distribuer une partie en temps voulu pour soulager les pauvres et sauver ceux qui en manquent. En même temps que l'impôt d'été ou celui d'automne, l'emprunteur devra rembourser le grain emprunté. Si le gouvernement n'établit pas un chiffre minimum, il n'y aura pas d'abus venant de l'obligation d'emprunter ou de la perte de l'argent (1).

Tong Tsouen présenta aussi son avis sur ce système du prêt sur récolte, pour demander qu'on prélevât un taux d'intérêt de 10 %. Les fonctionnaires distribuaient l'argent sans que le montant fût fixé par le tribunal et en suivant le

1. *Histoire des Song*, ch. 176,

désir du peuple et le gouvernement supprimait les gratifications accordées aux fonctionnaires. Si le taux d'intérêt était moins élevé, pensait-il, on pourrait limiter les agissements des usuriers ; si les gratifications étaient supprimées, on pourrait écarter les fonctionnaires qui cherchent à se faire un mérite en distribuant une grande quantité de prêts (1).

L'ABOLITION DÉFINITIVE DU PRÊT SUR RÉCOLTE ?

Après avoir étudié tous les documents relatifs au prêt sur récolte dans les ouvrages qui étaient à notre disposition, nous n'avons pu trouver la date exacte à laquelle il fut aboli définitivement.

La cinquième année *tsong-ning* (1106), sous le règne de Houei-Tsong, le mouvement réactionnaire se développa. Les conservateurs furent réhabilités et Ts'ai King, Ministre novateur, reçut son congé. Les réformes de Wang Ngan-che furent abolies.

Pourtant peu de temps après, Ts'ai King revint au pouvoir et toutes les lois précédemment abolies furent rétablies. Sans doute le prêt sur récolte le fut-il aussi.

D'ailleurs, nous avons trouvé d'autres documents sur ce sujet qui nous permettent de penser que le prêt sur récolte continuait à être appliqué après l'an 1106. Voici ces documents.

1. MaTouan-lin, son encyclopédie intitulée *Wen-hien t'ong-k'ao*, ch. 21.

La huitième année *tchang-ho* (1118), l'Empereur Houei-Tsong rédigea personnellement un décret qui déclarait que le système de distribution et de recouvrement dit *tchang-p'ing* était très favorable au peuple. Mais pendant ces dernières années, en raison de l'insuffisance des recettes dans les différents pays, le gouvernement avait fait verser au peuple le chiffre fixé avant le terme *ce qui était tout à fait contraire à l'idée originaire de l'Empereur Chen sur laquelle se fondait ce système*. Aussi, l'office de Tchang-p'ing devait-il se conformer strictement aux règles et faire les distributions et les recouvrements en temps fixé. En cas d'infraction, le coupable serait justiciable du crime *ta-pou-king* (l'un des dix crimes odieux) (1).

En outre la cinquième année *siuan-ho* (1123), sous le règne de Houei-tsong, un décret ordonna aux fonctionnaires de tout l'Empire d'établir immédiatement, après avoir distribué l'argent et le grain, une liste des demandeurs et des chiffres demandés et d'afficher cette liste pendant un mois afin d'empêcher l'abus qui consistait à *contracter un emprunt sous le nom d'autrui* (2).

L'histoire dit que la première année *chao-sin* (1132) sous le règne de Kao-tsong, l'office Tchang-p'ing fut réuni au tribunal de justice et que la neuvième année *chao-sin* (1139) à la demande de

1. Ma Touan-lin, son encyclopédie intitulée *Wen-hien t'ong-k'ao*, chapitre 21.

2. *Ibid.*, chapitre 21.

Tcheng Ko, le gouvernement ordonna aux fonctionnaires d'employer tout l'argent qu'avaient possédé les greniers régulateurs à l'achat de grains, avant la date fixée pour le versement de l'impôt.

De ce texte, nous pouvons conclure que le prêt sur récolte et le grenier régulier étaient tous deux supprimés à cette date.

CHAPITRE II

CRITIQUE DES ADVERSAIRES

Immédiatement après la promulgation de la loi du prêt sur récolte (ts'ing-miao), les conservateurs essayèrent d'empêcher l'application de ce système et prièrent l'Empereur Chen-tsong de le supprimer. Si ardente qu'elle fût, la campagne contre le prêt sur récolte ne donna pas le résultat escompté. Cependant cette opposition mérite d'être remarquée. C'est pourquoi nous exposerons dans ce chapitre les arguments mis en avant par les adversaires de Wang Ngan-che.

Le prêt est impopulaire.

D'une manière générale, les conservateurs considéraient le prêt sur récolte comme une mesure impopulaire et même nuisible au peuple.

Dès la publication de la loi sur le prêt sur récolte Fou Pi (1) déclara que par la promulgation de cette

1. Fou Pi, dont le surnom était Yen-kouo, était originaire de la province de Ho-nan. Il fut envoyé comme ambassadeur chez les K'i-tan en 1042. Ennemi de Wang Ngan-che, il se retira en 1068 et mourut en 1083.

loi le gouvernement gagnait de l'argent, mais perdait le peuple (1).

Tchao Pien critiqua aussi ce système en disant que l'argent avait peu d'importance tandis que la population avait une grande importance. Actuellement, continuait-il, on ne s'occupe pas de la chose importante. Ce n'est pas heureux pour l'Etat (2).

Fan tchen dit à Chen-tsong : Votre Majesté, qui hait les riches, parce qu'ils prélèvent un taux d'intérêt trop élevé, prélève un taux moins élevé. Or, ce n'est qu'une question de proportion comme entre cinquante pas et cent pas. S'il y a deux personnes qui font du commerce et si l'une d'elles manifeste l'intention de diminuer ses prix afin de faire échec à l'autre, personne ne l'approuve. Comment le gouvernement peut-il faire ce qu'un commerçant ne pourrait faire sans être blâmé ? Il ajoutait que si l'on soutenait que le prêt sur récolte apporte des avantages, c'était seulement parce que l'on espérait obtenir 1.000.000 de sapèques. Or, cette somme ne vient ni du ciel ni de la terre, ni des familles de ceux qui avaient proposé cette mesure, mais du peuple. Le peuple ressemble au poisson et l'argent à l'eau. Le gouvernement traite le peuple en épuisant ses ressources comme si l'on élevait le poisson en épuisant l'eau (3).

Sseu-ma Kouang adressa à Chen-tsong, le 16 mai

1. *Histoire des Song*, ch. 313.

2. *Histoire des Song*, ch. 316.

3. *Histoire des Song*, ch. 337.

de la 7^e année *hi-ning* (1074) une requête dans laquelle il disait au sujet du prêt sur récolte :

Votre sujet pense qu'il y a en ce moment six mauvaises lois dont l'une est le prêt sur récolte. Le peuple s'endette plus lourdement de jour en jour et le gouvernement n'en tire vraiment aucun avantage. En ce qui concerne la force, le peuple la possède dès sa naissance ; il peut obtenir des grains et de la soie, s'il cultive la terre ou plante des mûriers ; quant à l'argent, le peuple ne peut pas le fabriquer secrètement, mais c'est l'empereur qui fond le métal. Depuis l'antiquité le peuple ne paye l'impôt qu'en grain et en soie. A partir de la fin de la dynastie des T'ang, en temps de guerre, on commença à faire payer l'impôt au peuple en espèces. C'est pourquoi, dit Pei Kiu-yi (1) dans une poésie, le particulier ne possède pas de fourneau d'argent et la plaine ne possède pas de montagne de cuivre. Cela veut dire que le gouvernement oblige le peuple à donner ce qu'il n'a pas. Maintenant le gouvernement n'établit les lois que pour chercher de l'argent. Dans les années d'abondance le peuple vendra ses grains à un prix bas pour verser l'argent au gouvernement et dans les années de disette puisqu'il n'aura pas de grain à vendre et que le gouvernement le pressera sans cesse de verser de l'argent, il sera obligé de cou-

1. Pei Kiu-yi dont le surnom était Lo-t'ien originaire de T'ai-yuan, vécut de 771 à 846 ap. J.-C. Dans sa vieillesse, il se retira de la vie publique et se consacra à la poésie. Il est surtout connu comme poète.

per les mûriers et le jujubier, de détruire la maison ou de tuer son bœuf et de les échanger contre de l'argent pour le verser au gouvernement. S'il y a une année de misère, comment le peuple pourra-t-il vivre dans les années suivantes ? Si depuis la promulgation des lois nouvelles, le paysan est le plus misérable entre tous, c'est, sans doute, la faute du percepteur. A présent, la sécheresse sévit déjà depuis quelques années. Le blé ne peut pas être semé, le peuple cherche des fruits ou des racines pour subsister une journée de plus. Or les sous-préfets sont en train de presser le peuple à rembourser le prêt sur récolte et pensent seulement à contraindre ceux qui ne remboursent pas au moyen du fouet, du bâton et du ligottement. Des femmes et des enfants le cœur brisé, souffrent comme s'ils étaient dans de l'eau bouillante ou dans du feu. Ils invoquent le ciel et n'ont plus d'espoir de vivre. Telle est la situation !

Or, la Cour prétend calmement que les 8/10 de son œuvre en vue d'établir un ordre perpétuel sont déjà réalisés. C'est pourquoi votre sujet a l'esprit et le cœur également troublés et ne peut plus ni se coucher ni manger. J'espère que désormais on ne distribuera plus le prêt sur récolte. Pour le prêt sur récolte déjà distribué, il faudra exiger le remboursement par le peuple, en le répartissant sur plusieurs années et sans exiger d'intérêt (1).

1. Liu Tsou-kien, *Recueil des œuvres des lettrés de la dynastie des Song*, ch. 50.

Les accapareurs.

Un des buts du prêt sur récolte avait été de réprimer les abus des accapareurs. Les adversaires de la réforme contestaient que ce but ait été atteint.

Ainsi, Han K'i observait que, autrefois, les usuriers appartenaient à la classe supérieure villageoise et aux familles de la ville qui possédaient des propriétés. Maintenant, le gouvernement oblige la population de faire des emprunts et pour 1.000 sapèques qu'il a donnés il ordonne d'en rembourser 1.300. C'est, en réalité, le gouvernement qui fait des prêts à intérêt. Cela est absolument contraire à l'idée essentielle du premier décret (1).

Tch'en Chouen-yu, soutenait une thèse encore plus virulente. D'après lui, le prêt sur récolte non seulement ne pouvait pas réprimer les abus des accapareurs, mais, au contraire, les encourageait. Voici qu'elle était son argumentation. L'ordonnance qui introduisit le prêt sur récolte dit qu'il consiste à secourir les pauvres et à réprimer les accapareurs. Puisque le gouvernement groupe dix familles en association (*kia*), les gens sans résidence ne peuvent emprunter; par conséquent, les pauvres sont privés de cet avantage. De plus, cette loi est favorable aux accapareurs. Avec le système des greniers régulateurs (tchang-

1. Liu Tsou-kien, *Recueil des œuvres des lettrés de la dynastie des Song*, ch. 44.

p'ing), on ne pouvait distribuer les grains par tête, mais on pouvait équilibrer le prix du riz, et les accapareurs ne pouvaient pas le cacher pendant longtemps pour en tirer un bénéfice illicite. Maintenant le gouvernement distribue le tout. Mais, si un jour, une calamité nous frappe, certainement il y aura des gens qui, à cette occasion, vendront le grain à un prix élevé. Votre sujet ne sait pas comment le gouvernement pourra les en empêcher ? Parce que le gouvernement fait des prêts à intérêt, certaines familles riches cachent leur argent, au moment où leurs voisins doivent rembourser, elles exigent pour leur argent, les domaines, les champs, les femmes, les enfants de ces derniers selon leur gré. La loi n'est-elle pas favorable aux accapareurs ? Maintenant on divise les prêts en deux catégories : le prêt sur la récolte d'automne et le prêt sur la récolte d'été. Le prêt sur la récolte d'automne est distribué juste au moment où le peuple rembourse le prêt fait en été et le prêt sur la récolte d'été est distribué juste au moment où le peuple rembourse le prêt fait en automne. En réalité, le gouvernement ne prélève qu'un taux d'intérêt sur un fonds de roulement. Il recueille l'argent grâce à son système de distribution de sorte que les familles et leurs descendants payent sans cesse, deux fois par an, un taux d'intérêt. Autrement dit, c'est créer une imposition dans le but de ruiner le peuple. Ce n'est pas conforme au devoir d'un prince (1).

1. Voir l'*Histoire des Song*, chap. 331.

Sseu-ma Kouang, objectait, lui, que le gouvernement prélevait un taux d'intérêt plus élevé que les usuriers.

Au commencement, disait-il, dans un rapport adressé le 22 février de la 4^e année *hi-ning* (1071) à Chen-tsong : le décret de promulgation de la loi du prêt sur récolte n'autorisait pas le prélèvement d'un taux d'intérêt supérieur à 20 %. Maintenant, l'office des greniers régulateurs (*t'i-kiu tchang-p'ing sseu*) d'après le prix courant de cette année de disette, distribue au peuple les vieux grains que possèdent les greniers régulateurs en les évaluant en argent. Chaque boisseau (*teou*) de riz, blanc et vieux, est évalué à soixante-quinze sapèques. L'office fixe, en outre, d'avance le prix du riz et du blé à l'époque du remboursement. Chaque boisseau (*teou*) de riz est évalué à vingt-cinq sapèques, chaque boisseau (*teou*) de blé à quarante sapèques. C'est ainsi que si un pauvre emprunte un *che* de riz blanc et vieux, au 1^{er} ou au 2^e mois, il payera au moment du remboursement, un *che*, huit *teou*, trois *cheng*, cinq *ho* de blé, neuf et supérieur, ou trois *che* de riz. S'il rembourse en argent, il sera obligé de vendre le blé ou le riz à un prix bas. Ainsi le gouvernement trouve un moyen habile de faire payer au peuple, en dehors de la taxe légale et du supplément en cas de manque d'argent le capital et les intérêts. Il est clair que ce système est vraiment nuisible au peuple. Votre sujet pense que l'idée originelle de ce système a été suscitée par des usuriers

qui prêtent au peuple dans le but de s'approprier son bien. Maintenant, le gouvernement prélève un taux d'intérêt à peu près égal au capital prêté. Si le prix augmente encore, il en tire un bénéfice supplémentaire. C'est un résultat auquel les accapareurs eux-mêmes n'arrivaient pas (1).

La question de l'intérêt.

Les adversaires de la politique de Wang Ngan-che considéraient le prélèvement d'un taux d'intérêt comme une mesure particulièrement vexatoire.

Parmi ces adversaires nous signalons en premier lieu Fan Tchen qui objectait en ces termes : le décret dit que le gouvernement ne tire aucun profit du prêt sur récolte or, maintenant il prélève un taux d'intérêt de 30 %. L'opinion publique fait de vives critiques.

Han K'i, adressait à l'Empereur, la 3^e année *hining* (1070), une première requête dans laquelle il employait des termes catégoriques. Maintenant, disait-il, le gouvernement prête au peuple 1.000 sapèques et lui ordonne de rembourser 1.300 sapèques. C'est en réalité, le gouvernement qui fait des prêts à intérêt. Cela est absolument contraire à l'idée essentielle du décret qui introduisit le prêt sur récolte et qui était de réprimer les accapareurs et de secourir les pauvres. On prétend

1. Kou Tong-kao, *Chronologie de la vie de Sseu-ma Wen-Kong*, ch. 6.

que cette loi fut appliquée pendant longtemps au Chen-si, le gouvernement en tirait des avantages et le peuple en était satisfait. En effet, l'intendant des transports (Tchouan-yun sseu), en raison de l'insuffisance de recettes pour assurer le paiement de la solde aux troupes appliquait ce système à partir de l'hiver jusqu'au printemps, à l'époque de la neige et de la pluie, et où le blé et l'orge étant déjà levés on peut prévoir ce que sera la récolte. Il est certain que l'on peut l'appliquer à un moment donné. Or, actuellement on a établi un office et institué des fonctionnaires afin d'appliquer régulièrement et chaque année ce système et de prélever 20 %. Est-ce que l'on peut comparer cette mesure à celle qui avait été prise par convenance dans la province de Chen-si (1).

Peu de temps après, il adressa une seconde requête dans laquelle il critiquait de nouveau l'affirmation faite par Wang Ngan-che que le duc de Tcheou avait prélevé un taux d'intérêt d'après les besoins de l'Etat.

« Votre sujet prétend que la loi du *t'ai-p'ing* établie par le duc Tcheou n'a jamais spolié le peuple pour en tirer un profit. Les commentaires des lettrés de la dynastie des Han sont d'un esprit différent. D'après le Tchcou li, « sur les enclos et terrains de dégagement, le taux est le vingtième du produit, on ne prélève cinq vingtièmes que pour le

1. Liu Tsou-kien, *Recueil des œuvres des lettrés de la dynastie des Song*, ch. 44.

taux des marais et des bois ». Tch'eng K'ang-tch'eng (1) interprétait ce système en disant que si le peuple qui avait reçu des enclos et des terrains de dégagement empruntait au gouvernement, 10.000 sapèques, il devait payer un intérêt de 5 %. Kia Kong-yen élargit le sens de ces paroles en disant que « sur les terres de la banlieue voisine, on perçoit un dixième », c'est-à-dire que l'emprunteur doit payer un intérêt de 1.000 s'il emprunte 10.000 ; et « sur les terres de la banlieue éloignée, on perçoit trois vingtièmes, c'est-à-dire que l'emprunteur doit payer un intérêt de 1.500, s'il emprunte 10.000 ; sur les terres hors de la banlieue, les domaines affectés, les dépendances et les apanages l'intérêt ne dépasse pas deux dixièmes, le peuple doit payer un intérêt de 2.000, s'il emprunte 10.000 ; seulement si les familles se trouvent dans des terres de marais et de bois, elles devront payer un intérêt de 2.500 si elles empruntent 10.000. A l'époque, il n'en était pas nécessairement ainsi. Or, actuellement, le gouvernement, en faisant un prêt sur récolte (ts'ing-miao) pour un prêt de 10.000 accordé au printemps pour une demi-année perçoit un intérêt de 2.000. En automne s'il accorde un nouveau prêt de 10.000 jusqu'à la fin de l'année, il perçoit encore un bénéfice de 2.000. Ainsi pour un prêt de 10.000 sans tenir compte de la distance, le gouvernement fait

1. Tch'eng K'ang-tch'eng, élève de Ma Yong, était originaire de Kao-mi, c'est un des plus célèbres commentateurs des livres classiques. Il vécut de 127 à 200 ap. J.-C.

payer un intérêt de 4.000 par an. D'après le Tcheou-li, même dans les contrées les plus éloignées, l'emprunteur ne payait qu'un intérêt de 2.000; actuellement avec le prêt sur récolte on prélève un intérêt deux fois plus fort que celui du Tcheou-li. Le Bureau des Réformes dit que par rapport aux intérêts prélevés dans le Tcheou-li, le taux d'intérêt actuel n'est pas élevé. C'est qu'il trompe l'Empereur, parce qu'il croit que personne ne peut distinguer la différence. D'ailleurs, la situation dans l'antiquité et celle d'aujourd'hui sont différentes. De tout ce qui est dit dans le Tcheou-li, ce n'est pas la seule chose qui ne puisse pas être appliquée de nos jours. Si l'on prétend que le règlement de *Ts'iu-an-fou* peut être appliqué de nos jours, pourquoi le Bureau des Réformes n'applique-t-il que le prêt à intérêt, d'après un commentaire qui est en opposition avec l'opinion publique? [Tch'eng] K'ang-tch'eng dit encore dans son commentaire : à l'époque de Wang Mang (1), si l'emprunteur travaillait pour la production, le gouvernement ne prélevait qu'un intérêt dont le taux ne dépassait pas un dixième de son bénéfice net. [Kia] Kong-yen explique dans son commentaire que, à l'époque de [Wang] Mang, quoique le taux d'intérêt fut fixé d'après le capital, néanmoins au moment du remboursement, l'intérêt était

1. Wang Mang dont le surnom était Kiu-kiun, usurpa le pouvoir en l'an 9 ap. J.-C. et fut finalement battu et tué en l'an 23, à Tchang-nan. Wan Mang, novateur fébrile, était un utopiste du genre antique.

fixé d'après le bénéfice obtenu par l'emprunt. Par exemple, si le montant de l'emprunt est de 10.000 et le bénéfice également de 10.000, le gouvernement prélevait un intérêt de 1.000 ; si le bénéfice était de 50.000 le gouvernement ne prélevait que 500 et ainsi de suite. Ainsi, si le bénéfice est peu considérable, l'intérêt perçu est également diminué. Par rapport au bénéfice tiré dans le prêt sur récolte il était encore extrêmement petit. En dehors de l'époque de Wang Mang, depuis la dynastie des Han et jusqu'à la dynastie des T'ang, votre sujet ne sait pas que l'on ait appliqué le système du prêt à intérêt. Maintenant, en face d'un Empereur comme Yao et Chouen, le Bureau des Réformes n'applique pas la doctrine des deux Empereurs (Yao et Chouen) et des rois des trois dynasties (Yu, T'ang, Wen Wang et son fils Wou) pour faciliter la sainte politique, alors qu'il prélève un taux d'intérêt plus élevé qu'à l'époque de Wang Mang. Le peuple chinois ne peut pas ne pas désigner ceci comme un crime et votre vieux sujet ne peut pas ne pas faire une comparaison entre ces deux époques. D'ailleurs, de nos jours, l'impôt foncier de l'empire est déjà lourd. Il est différent de l'impôt de 10 % qui est mentionné dans le Tchcou-li. En outre, il existe d'autres taxes appelées « taxes diverses », telles que celles sur les instruments agricoles, sur les peaux de bœuf, sur le sel, sur les boissons fermentées, sur les sabots, etc. Chaque été et chaque automne, le gouvernement

fait payer au peuple en remplacement de ces diverses taxes de la soie, de la lustrine, des grains dont il évalue le prix à un bas cours. De plus, le gouvernement distribue au peuple du sel officiel, appelé « *sel à vers à soie* » (ts'an-yen).

Pour verser la lustrine et la soie, il y a des systèmes de *yu-mai* et de *ho-mai* et autres qui sont tous prélevés en dehors de l'impôt de 10 % du Tcheou-li. Le bénéfice qu'on tire de cet impôt est déjà important et gêne considérablement les laboureurs. Comment peut-on encore citer la phrase du Tcheou-li : « prélever l'intérêt d'après les besoins de l'Etat » et prétendre que prélever le taux d'intérêt du prêt sur récolte est conforme au système du *t'ai-p'ing* du duc Tcheou. Celui qui agit ainsi donne une fausse explication des livres classiques et trompe Votre Majesté. Votre vieux sujet ne peut pas ne pas pousser un soupir et pleurer amèrement. Le Bureau des Réformes dit en outre que l'ancien système des greniers régulateurs permet également de vendre les grains aux familles de la ville. En fait les familles des faubourgs qui possèdent des biens n'ont jamais acheté en détail des grains aux greniers régulateurs (tchang-p'ing). Sans doute le Bureau qui a l'intention de faire de nombreux prêts d'argent aux familles de la ville qui possèdent des domaines afin de tirer des bénéfices considérables, fausse-t-il le sens du Tcheou-li et prétend pour cacher sa fausse interprétation qu'il ne fait pas de diffé-

rence entre la ville et la campagne. Votre sujet prie Votre Majesté d'examiner à fond cette question (1).

Dès la promulgation du prêt sur récolte l'Empereur dit à Souen Kio : « l'auteur du nouveau système prétend que d'après le système *ts'iuan-fou* des Tchéou, celui qui empruntait de l'argent devait payer un taux d'intérêt de 25 %. Les dépenses d'Etat auraient été couvertes par ces recettes. » Kio répondit : « Sous les Tchéou, les crédits et les emprunts avaient pour but de porter secours au peuple en cas de besoin éventuel. Ne pouvant lui donner l'argent gratuitement on prélevait un intérêt d'après les besoins de l'Etat. Mais prélever un intérêt d'après les besoins de l'Etat est une expression obscure. Tch'en K'ang-tch'eng s'est basé dans son commentaire pour expliquer cette phrase des livres classiques sur l'application de ce système faite par Wang Mang qui prélevait un taux d'intérêt d'après le bénéfice net et sans dépasser un taux de 10 %. Votre sujet prétend que le duc de Tchéou ne devait pas prélever un taux d'intérêt plus fort que celui prélevé à l'époque de Wang Mang. D'ailleurs si le Préposé au travail (*tsai-che*) prélevait la taxe la plus forte sur les marais et les bois c'est que l'on méprisait les ouvriers et les commerçants. Actuellement les paysans sont gênés, on doit venir en aide aux laboureurs et soutenir les moissonneurs. Comment pourrait-on considérer les pay-

1. Voir l'*Histoire des Song*, ch. 176.

sans comme des commerçants ou des ouvriers et exiger d'eux un taux d'intérêt ?... De plus si les dépenses d'Etat sont entièrement couvertes par le « *ts'iu-an-fou* » à quoi servent les neufs autres taxes que perçoit le grand administrateur général (1) ?

La 3^e année *hi-ning* (1070) ; Ngeou-yang Sieou pria l'Empereur de supprimer le taux d'intérêt pour montrer que le gouvernement est absolument désintéressé en accordant les prêts.

« Le peuple de la campagne, dit Ngeou-yang Sieou ne sait pas ce que c'est que le *ts'iu-an-fou* du Tchéou Kouan. Il voit seulement que le gouvernement prête 100 sapèques et exige un taux d'intérêt... Votre sujet pense que interdire de percevoir un taux d'intérêt de 30 % et le remplacer par un taux d'intérêt de 20 % c'est agir d'après le mot du maître Mong (Mencius) comme celui qui s'enfuit à cinquante pas et qui se moque de celui qui s'enfuit à cent pas. Votre sujet pense que, pour prouver au peuple que l'intérêt n'est pas le mobile de la cour, il est préférable de supprimer l'intérêt de 20 % ; le peuple ne rembourserait ainsi que ce qu'il a emprunté. Ainsi le gouvernement, comme il l'a prétendu, ne tirerait vraiment aucun profit du système (2).

La même année, il disait dans un second rapport.

Depuis que l'on distribue le prêt sur récolte tout le monde déclare que c'est une faute de pré-

1. *L'Hist. des Song*, ch. 103.

2. Voir *Ngeou-yang Sieou*, ch. 113.

lever un taux d'intérêt. La cour profondément courroucée par ces paroles ordonna aux fonctionnaires d'expliquer le sens du nouveau règlement. Bien que les explications de ces fonctionnaires fussent nombreuses, ils ne peuvent pas éviter la phrase « tirer un bénéfice » quoiqu'ils disent que l'idée originaire était de favoriser le peuple. A mon avis, lorsque le prêt sur la récolte d'été est distribué au milieu du printemps c'est le moment où la nouvelle récolte ne peut encore remplacer l'ancienne qui est épuisée (*ts'ing-houang pou-tsie*). Quoique les familles ne manquent pas toutes d'argent, certaines d'entre elles peut-être en sont insuffisamment, pourvues. On peut encore considérer ce prêt comme une politique en faveur du peuple. Le prêt pour la récolte d'automne est distribué au 5^e mois, c'est justement le moment où le blé est mûr et où le vers à soie a achevé son cocon, les familles ne manquent pas d'argent, comment peut-on alors dire que le prêt à intérêt a pour but de secourir la détresse. Si les deux sortes de blé ne sont pas mûres, le prêt pour la récolte d'été est remboursé avec retard. Faut-il distribuer encore le prêt sur la récolte d'automne en faisant augmenter le montant de la dette des familles et en faisant retarder le remboursement. Donc la distribution du prêt sur la récolte d'automne peut être abolie (1) ».

1. *Œuvres complètes de Ngeou-yang Sicou*, ch. 114.

Le prêt imposé.

Une autre critique était faite au système du prêt sur récolte à cause de son caractère de prêt imposé. Le rapport du Bureau des Réformes disait qu'on prête « à ceux qui désirent emprunter au printemps ». Il ressort de ce texte que le gouvernement n'avait aucunement l'intention de distribuer le prêt de force. Mais les fonctionnaires se conformaient-ils toujours à l'esprit de la loi dans son application ? Certainement pas. Aussi les conservateurs menèrent-ils une campagne contre cet abus.

La lutte sur cette question fut des plus âpres. Voici les critiques faites par Han K'i.

Dans les villages, il faut mettre à la tête de chaque association (*pao*) une famille qui possède des biens. Quoique le décret interdise d'imposer le prêt et que les familles des classes supérieures qui possèdent des biens, ne désirent certainement pas faire des emprunts, les fonctionnaires craignant que les familles des classes inférieures de l'association ne soient incapables de rembourser, imposent aux familles des classes supérieures de devenir chefs de l'association pour qu'elles garantissent le remboursement du prêt. D'ailleurs, le décret ordonne aux sous-préfets d'adresser un procès-verbal au gouvernement, si quelqu'un ne désire pas faire un emprunt. Si après les expli-

cations du délégué du gouvernement quelqu'un exprime le désir de faire un emprunt, les agents coupables de la sous-préfecture permuteront à une autre charge. Si l'affaire est assez grave, le fonctionnaire délégué adressera un rapport à ce sujet au gouvernement. Redoutant l'influence de l'administrateur des greniers régulateurs (ti-kiu) qui peut le faire disgracier et craignant qu'au moment où le fonctionnaire délégué vient faire son exposé, des pauvres, des vagabonds expriment le désir d'emprunter, le sous-préfet pour éviter d'être puni, sera obligé de distribuer des prêts. De plus, parmi les familles des classes inférieures qui voient le gouvernement distribuer des prêts, il n'y aura personne qui ne désirera emprunter... Le peuple stupide emprunte facilement à un moment donné mais arrivé au terme il lui est difficile de rembourser. C'est pourquoi, dès la publication de l'ordonnance, les fonctionnaires hésitent, troublés, se disant que si le gouvernement n'imposait pas le prêt, les classes supérieures ne désireraient jamais emprunter. Quant aux classes inférieures, aux étrangers du pays et aux sans travail, ils manifestaient le désir d'emprunter. Le remboursement de ces sommes serait difficile. A l'avenir, il est certain que l'on devra forcer les emprunteurs à rembourser au moyen de peines et que l'on devra imposer aux agents d'affaires (chou-cheou), au chef des vieillards (k'i-tchang), au chef des familles (hou-tchang) et aux garants (pao-jen) de res-

tituer les sommes dont ils s'étaient portés garants (1).

Ngeou-yang Sieou, de son côté demandait avec force la suppression de l'abus du prêt imposé, et voulait que les charges d'administrateur (ti-kiu) et de directeur (kouan-keou) des greniers régulateurs fussent supprimées. Voici sa thèse.

Certains disent que le prêt imposé est un abus. C'est pourquoi le gouvernement, à mainte reprise donna l'ordre d'intimer aux fonctionnaires des sous-préfectures de ne pas prendre des mesures de pression sur le peuple. Mais dans chaque province, il y a des fonctionnaires tels que l'administrateur (ti-kiu) et le directeur (kouan-keou) des greniers régulateurs qui vont et viennent et poussent à la distribution obligatoire de tout l'argent qu'ils possèdent. Or, le gouvernement ordonne aux sous-préfets et préfets de ne pas contraindre le peuple à l'emprunt, alors que l'administrateur (t'i-kiu) les pousse de distribuer tout ce qu'ils possèdent. Aussi les administrateurs (t'i-kiu) considèrent le fait de n'être pas capable de faire distribuer entièrement l'argent comme une faute professionnelle, et les employés des préfectures et des sous-préfectures attribuent également le fait que l'argent n'a pas été complètement déboursé à l'inactivité, la paresse et le manque de talent. Si le supérieur et l'inférieur doivent se surveiller ainsi mutuellement, c'est parce que les circonstances leur imposent de le faire.

1 Liu Tsou-kien, *Recueil des œuvres des lettrés de la dynastie des Song*, ch. 44.

A cause de cela, il est naturellement difficile de rendre seulement les préfets et les sous-préfets responsables des mesures de contrainte. Votre sujet demande la suppression des postes d'administrateurs (t'i-kiu) et de directeurs (kouan-keou) pour qu'ils ne puissent exercer une contrainte. Après quoi, le gouvernement pourra interdire aux préfets et sous-préfets d'imposer le prêt au peuple. Il distribuera ce que le peuple désirera emprunter. Le gouvernement chargera spécialement les préfets et les sous-préfets d'accorder les prêts selon le désir du peuple sans obligation de distribuer le montant total et sans que chaque famille soit obligée d'emprunter. Ainsi, il va de soi que l'abus du prêt imposé n'existera pas (1).

Sseu-ma Kouang dit un jour à Chen-tsong, quoique la 1^{re} ordonnance interdise le prêt imposé, les envoyés conseillent secrètement aux fonctionnaires d'employer la contrainte. Prenons un exemple, parmi les dix-sept sous-préfectures de la préfecture de K'ai-fong, le sous-préfet de Tch'en-lieou, appelé Kiang Ts'ien seul a publié l'ordonnance à la porte de son tribunal et aux quatre portes de la ville laissant le peuple venir de lui-même vers lui pour demander le prêt et le donnant par lui-même. Alors personne ne vint chez lui. De là, votre sujet conclut que les seize autres sous-préfets ne pourront pas éviter d'appliquer la contrainte (2).

1. Voir *Œuvres complètes de Ngeou-yang Sieou*, ch. 114.

2. Ma Touan-lin, son encyclopédie intitulée, *Wen-hien t'ong-k'ao*, ch. 21.

Sseu-ma Kouang déclara en outre : certains disent que le prêt sur récolte est incommode et prétendent que les envoyés, bien qu'ils soient très jeunes et que leur charge soit peu élevée, intimident les sous-préfets et troublent le peuple en s'appuyant sur le gouvernement. Ce ne sont que les inconvénients d'aujourd'hui. Ce qui inquiète votre sujet, c'est l'avenir. Dans dix ans, la situation diffèrera de l'état actuel. Si, dans le peuple, il y a des riches et des pauvres, c'est parce que leur capacité, leur nature, leur connaissance ne sont pas les mêmes. Les riches dont l'intelligence est plus développée, la pensée plus profonde, les projets plus vastes, préfèrent fatiguer le corps, s'habiller avec simplicité, manger peu, plutôt que d'emprunter aux autres. C'est pourquoi, ils ont toujours des économies, ne tombent jamais dans une situation très embarrassée. Au contraire, les pauvres, paresseux, vivent sans travailler, ne pensent pas à l'avenir, dépensent chaque jour ce qu'ils gagnent pour s'enivrer et ne mettent rien de côté. En cas d'embarras, ils empruntent aux autres. S'ils ne peuvent rembourser, ils sont obligés de vendre leurs femmes et leurs enfants. Ils ont froid, faim et vont mourir dans les fossés sans se repentir de leurs fautes. C'est pourquoi, les riches prêtent souvent aux pauvres pour s'enrichir et les pauvres empruntent pour vivre. Quoique leur situation soit inégale, ils s'entraident cependant pour vivre. Maintenant, le gouvernement fait lui-même des prêts à intérêt au peu-

ple au printemps et en automne, les riches ne veulent pas en recevoir tandis que les pauvres en acceptent. Les administrateurs (t'i-kiu) pour acquérir quelques mérites cherchent le moyen de répandre le plus possible le prêt sur récolte. C'est pourquoi, ils ne se demandent pas si les gens sont riches ou pauvres ils leur distribuent bon gré mal gré d'après la classe à laquelle ils appartiennent. Les riches empruntent beaucoup et les pauvres peu. Le chiffre est fixé à 15.000 sapèques au plus ; à 1.000 au moins. Les sous-préfets, craignant que les pauvres ne les remboursent pas, ordonnent au peuple de former entre riches et pauvres des associations (*pao-kia*) dont le chef est un riche. Ayant reçu une somme d'argent, les pauvres la dépensent tout de suite. Si, dans l'avenir, le riz et le blé, ne sont pas en abondance, ils ne pourront pas payer les deux sortes d'impôts. Certainement ils ne pourront non plus rembourser le prêt avec intérêt. Si le fonctionnaire l'exige trop sévèrement ils se disperseront dans tout l'Empire. Les riches resteront et seront obligés de rembourser ce qu'ont emprunté les autres familles. Si les riches sont, à leur tour, incapables de payer, les remboursements seront en retard. La dette du printemps ne sera pas encore liquidée que la dette d'automne arrivera. D'année en année, la dette sera plus lourde. Dans les années de disette le peuple sera errant ou perdu ; dans les années d'abondance, les sous-préfets obligeront le peuple à rembourser tout ce qu'il aura emprunté

depuis plusieurs années sans qu'il puisse tirer de son abondance un soulagement. Le pauvre sera écrasé, le riche deviendra pauvre à son tour. Votre sujet craint que dans dix ans, le nombre des riches soit bien diminué (1).

En effet, le prêt imposé n'est pas un abus de la loi elle-même, mais c'est un abus de ceux qui l'appliquent. Ici nous devons citer un autre abus qu'avait souligné Ngeou-yang Sieou dans son 1^{er} rapport fait la 3^e année *hi-ning* (1070) c'est l'abus d'un droit d'après lequel on permettait au peuple, dans les années de disette, de rembourser à la récolte suivante : Voici ce qu'avait dit Ngeou-yang Sieou.

D'après la 1^{re} ordonnance, si une calamité cause des dégâts qui atteignent plus de la moitié [de la récolte], le prêt sur la récolte d'été peut être remboursé en automne, et le prêt sur la récolte d'automne peut être remboursé à l'été suivant. Votre sujet pense que l'on ne peut pas fixer avec certitude d'avance les années d'abondance ou les années de disette. D'une manière générale, les années de disette sont fréquentes, mais les années d'abondance sont rares. Maintenant, l'ordonnance ne semble prévoir qu'une année de disette. Si deux ou trois calamités telles que l'inondation, la sécheresse se succèdent, le montant du prêt que le peuple ne rembourse pas se trouvera augmenté. Si le peuple vient à obtenir une récolte abondante, le gouverne-

1. Ma Touan-lin, son encyclopédie intitulée *Wen-kien T'ong-k'ao*, ch. 21.

ment le pressera immédiatement de rembourser le total de ce qu'il doit, le laboureur ne pourra jamais profiter d'une année d'abondance. Dans les années où la récolte est moyenne ou mauvaise, le peuple devra rembourser le prêt, puisque le montant des dégâts qu'a subis la récolte n'atteint pas le chiffre fixé ; ou bien, le peuple est incapable de rembourser, ou par un moyen détourné il parvient à retarder le remboursement. Dans le cas où le gouvernement lui permet d'emprunter à nouveau pour les semailles suivantes, le montant de sa dette sera augmenté et il lui sera plus difficile de rembourser le prêt. Votre sujet vous prie maintenant de ne pas distribuer de prêt à ceux qui n'ont pas encore remboursé (1).

**Le prêt sur récolte (ts'ing-miao)
et les greniers régulateurs (tchang-p'ing).**

Les partisans du système des greniers régulateurs proclamaient ce système meilleur que le prêt sur récolte.

Les articles du Règlement des greniers régulateurs (tchang-p'ing), dit Sou Tche, existent dans leur détail. On regrette que ce système ne soit pas appliqué, car cette loi n'a donné lieu à aucun abus, si le gouvernement veut améliorer l'ancien système, il suffira de faire la perception des grains selon la saison, afin d'avantager les paysans et de faire la distribution selon la saison afin d'avantager les com-

1. *Œuvres complètes de Ngeou-yang Sieou*, ch. 114.

merçants et les ouvriers. Si la constitution des stocks et la distribution sont faites dans des conditions convenables, le prix des vivres sera naturellement équilibré. De la différence des prix, le gouvernement pourra également tirer quelques profits. Actuellement, le gouvernement modifie le système déjà établi sous le nom de prêt sur récolte (ts'ing-miao), crée des administrateurs (t'i-kiu) dans toutes les provinces qui récompensent ou punissent pour l'augmentation ou la diminution des prêts. Pourquoi les règlements sont-ils si confus? D'ailleurs, lorsque l'argent est distribué au dehors, puisqu'on ne peut pas prévoir les années de sécheresse, d'inondation, de famine, le gouvernement en faisant rembourser l'emprunteur, s'attirera la haine du peuple ; et si le gouvernement abandonne le prêt, sur quoi pourra-t-il s'appuyer (1)?

Pour défendre le système des greniers régulateurs (tchang-p'ing), Sseu-ma Kouang apporta des arguments les plus importants.

Les greniers régulateurs disait-il, constituent un système que les saints rois des trois dynasties nous ont laissé. Ce n'est pas seulement Li Chouei, Keng Cheou-tch'ang qui pouvaient l'appliquer. Avec ce système, si le blé est bon marché, cela n'est pas nuisible aux paysans; si le blé est cher, cela ne l'est pas non plus au peuple (commerçants et ouvriers). Grâce à ce système, le peuple peut vivre et le gouvernement a un profit. C'est le

1. *Œuvres de Sou Tche*, ch. 4.

meilleur de tous les systèmes. De nos jours, les abus, s'il y en a, viennent de ce que l'on ne peut trouver des fonctionnaires dévoués et non du système lui-même. Maintenant votre sujet sait que le Bureau des Réformes (tche-tche-san-sseu-t'iao-li sseu) transforme tout l'argent qu'ont possédé les greniers régulateurs en capitaux pour le prêt sur récolte (ts'ing-miao) et qu'il échange leurs grains contre l'argent qu'a reçu l'intendance des transports (tchouan-yun sseu). C'est vraiment un signe que le Bureau a l'intention de détruire complètement les greniers régulateurs et d'appliquer seulement le prêt sur récolte. Les recettes de l'Etat dans les années de disette, ne seront certainement pas suffisantes pour le paiement de la solde aux troupes. Certainement, il ne restera pas de réserve pour secourir les sinistrés. Ce que ces derniers espèrent, ce n'est que les grains et l'argent qu'ont possédés les greniers régulateurs (tchang-p'ing ts'ang), si, dès à présent, on réalise toutes les réserves de ces greniers pour constituer en un seul jour, des capitaux du prêt sur récolte et qu'on les distribue, avec quel argent pourra-t-on acheter du riz à un prix modeste dans les années d'abondance, et dans les années de disette avec quels grains pourra-t-on faire des bienfaits ? Votre sujet sait que l'Empereur précédent a fait sortir 1.000.000 de sapèques du trésor impérial, pour constituer les capitaux des greniers régulateurs (tchang-p'ing) de tout l'Empire. Tout récemment, on a estimé approximativement que ce

capital s'élevait à 1.000.000 de *kouan* et de *che*. Maintenant, on distingue le tout sans raison. Si, un jour, l'on se souvient du système des greniers régulateurs et que l'on veuille l'introduire, quand pourra-t-on obtenir ce chiffre ? Votre sujet prétend que distribuer le prêt sur récolte, c'est un petit mal, mais que détruire les greniers régulateurs, c'est vraiment un grand mal (1).

En mars de la 4^e année *hi-ning* (1071), Sou Che fit à l'Empereur des représentations dans le même sens (2).

Le crédit privé et le crédit gouvernemental

À la place du prêt fait entre particuliers, Wang Ngan-che voulut instituer le prêt officiel. Ses adversaires firent une comparaison de ces deux systèmes de prêt.

Han K'i dit que d'une manière générale, les accapareurs prélèvent un taux d'intérêt un peu lourd, mais si l'emprunteur ne rembourse pas, le fonctionnaire repousse la demande de saisie du créancier. Souvent le peuple dont le prêt antérieur n'est pas encore remboursé, emprunte à nouveau. Les accapareurs puisqu'ils sont riches en capitaux, peuvent faire rembourser par fraction et accorder des délais. Maintenant il n'en est pas ainsi pour le prêt gouvernemental sur la récolte. L'emprunteur doit rembour-

1. Ma Touan-lin, son encyclopédie intitulée *Wen-hien-t'ong-K'ao*, ch. 21.

2. *Œuvres littéraires* de Sou Toung-p'o, ch. 24.

ser en même temps qu'il paie l'impôt d'été et celui d'automne. C'est seulement dans le cas où les dégâts causés par la calamité dépassent les 50 % que le gouvernement permettra de rembourser à la récolte suivante. Si la calamité continue, le gouvernement manquera de capitaux et ne pourra continuer à prêter au peuple. Les capitaux gouvernementaux seront par conséquent perdus. Les inconvénients de ce système sont évidents (1).

Sou Tche, de retour de Ts'i tcheou, présenta une lettre où il faisait la critique de la politique de son temps.

Le prêt du gouvernement, dit-il, n'est pas le même que le prêt entre particuliers. Le créancier particulier prélève parfois un taux plus élevé, mais parfois il prête aussi par amitié sans rien exiger en échange. Si, une année, l'emprunteur est gêné, il pourra ajourner le remboursement jusqu'à l'année suivante. Si le riz n'est pas suffisant pour rembourser la dette, l'emprunteur pourra suppléer par de la paille. De même, les poules, les porcs, les chiens, etc... pourront être employés pour le remboursement. Il n'y a pas de terme fixé ni de dépense supplémentaire pour les présents [donnés aux fonctionnaires]. Trouvant des ressources sans sortir de son village, l'emprunteur n'éprouve aucune gêne dans ses travaux de culture. Il emprunte ou rembourse comme il veut. Ce n'est pas comme un prêt du gouvernement qui

1. Liu Tsou-kien, *Recueil des œuvres des lettrés des Song*, ch. 44.

fixe certaines règles auxquelles l'emprunteur peut facilement contrevenir. Ainsi le gouvernement accorde le prêt sur récolte (ts'ing-miao) en exigeant le remboursement au moment où l'emprunteur acquitte les deux sortes d'impôts et en exigeant la garantie des voisins. Lorsque le peuple présente une demande certifiée d'un prêt, si une famille n'arrive pas, les neuf autres familles doivent l'attendre. Les déplacements en ville entraînent beaucoup de dépenses. La fuite d'une famille entraîne pour les autres membres de la même association (*pao*) un accroissement des frais. Les riches et les pauvres s'unissent jusqu'au moment où ils sont tous épuisés. C'est en vain que le gouvernement cherche les moyens d'écarter ces abus (1).

Tch'en Chouen-yu présenta également un rapport où il exprimait les mêmes critiques que Sou Tche.

Certaines gens font des prêts, dit-il, en argent ou en nature et ne prélèvent au plus qu'un taux d'intérêt égal à la somme prêtée. Bien que l'emprunteur s'engage à rembourser en sapèques, le prêteur accepte en paiement également diverses choses telles que : du grain, du riz, des étoffes, des poissons, du sel, de la paille, de quoi couvrir un semis, des pioches, des marmites, etc. Lorsque le gouvernement permet au peuple d'emprunter, les fonctionnaires ne peuvent accepter le remboursement avec d'autres choses en fixant le prix d'après la demi-récolte de l'année, ainsi qu'il peut se faire

dans les prêts entre particuliers. C'est pourquoi, un certain nombre de personnes vendent leurs champs, ou leurs domaines, donnent en garantie leurs femmes ou leurs enfants. Les vieillards expérimentés qui donnent des conseils aux enfants et aux jeunes gens de leur pays exposent souvent les inconvénients du prêt. De même d'après les lois de nos ancêtres, les prêts des valeurs ou des objets sont régis par [les stipulations] du contrat et les autorités n'interviennent pas. Leur idée essentielle était de défendre les intérêts du peuple. Dès à présent, la commodité tente le peuple, mais les sanctions, dans le cas où il ne rembourse pas, l'intimident. C'est tout à fait différent de l'ancien système (1).

1. *L'histoire des Song*, ch. 331.

CHAPITRE III

ARGUMENTS EN FAVEUR DU PRÊT SUR RÉCOLTE

Nous allons examiner dans ce chapitre pourquoi Wang Ngan-che et ses amis voulurent faire des réformes financières et sociales, quelles mesures ils proposèrent, comment ils justifiaient leur point de vue et quels résultats ils obtinrent.

Raison d'être des réformes sociales et financières.

Les historiens et les lettres qui critiquèrent Wang Ngan-che le considéraient, en général, comme un exacteur. Ils avaient tort.

A son arrivée au pouvoir, Wang Ngan-che exposa pourquoi il allait faire des réformes financières et sociales. Voici en quels termes.

« La dynastie des Tchéou, dit-il, établit la charge de « trésorier de la monnaie » (*ts'iuan-fou*). Par le moyen du monopole, ce fonctionnaire réprime les accapareurs, secourt les pauvres et fait circuler les richesses de tout l'Empire. Dans les générations postérieures, seuls Sang Hong-yang et Lieou Yen

comprirent un peu l'idée de ce système. Les lettrés ne furent pas capables de comprendre clairement l'esprit des lois édictées par les anciens rois ; de plus ils considéraient que l'empereur ne devait pas disputer le gain à ses sujets. Si l'on veut maintenant améliorer les finances, il faudra réformer le système *ts'iuan-fou* pour obtenir des bénéfices (1). »

En mars de la 3^e année *hi-ning* (1070), Han K'i fit un exposé dans lequel il reprocha à Wang Ngan-che de prélever un taux d'intérêt et de rendre le prêt obligatoire. Wang Ngan-che lui répondit que sa Majesté avait réformé le système des greniers régulateurs, en vue de secourir le peuple. Prélever un taux d'intérêt était conforme à la politique du duc de Tcheou. Sang Hong-yang, qui accapare les marchandises et les denrées de tout l'Empire et les offrait à son maître qui les dépensait personnellement pouvait être considéré comme un exacteur. Maintenant, sa majesté avait rétabli le système laissé par le duc de Tchéou pour réprimer les accapareurs et secourir les pauvres mais non pas pour couvrir ses dépenses personnelles, comment pouvait-on la considérer comme un exacteur ?

Pour améliorer les finances, Wang Ngan-che avait l'intention, d'une part, de mettre fin aux abus résultant de la mauvaise application de la loi par les fonctionnaires et d'autre part, au lieu d'augmenter les impôts qui pesaient sur le peuple, de lui prêter

1. Tch'en Pang-tchan, *L'histoire générale de la Chine*, section des Song, ch. 3.

une somme d'argent pour qu'il puisse travailler pour la production et que par conséquent l'état puisse accroître ses richesses.

En ce qui concerne les abus résultant de la mauvaise application de la loi par les fonctionnaires, l'encyclopédie de Ma Touan-lin intitulée *Wen-hien t'ong-k'ao*, chapitre 24, cite un exposé fait par Sou Tche, la 1^{re} année *yuan-yeou* (1086) : « [Au début de la période *hi-ning*] on a examiné dans les trois commissions (*San-sseu*) tous les comptes (*tchang*) que chaque pays de l'Empire avait présentés ; il y avait certains comptes qui n'avaient pas été décachetés et même certains comptes (*tchang*) étaient arrivés dans le ministère déjà depuis vingt ou trente ans. Car chaque district envoyait son compte (*tchang*) simultanément avec des présents (*houei-lon*) dont le chiffre était fixé. Si ce chiffre était atteint le compte (*tchang*) n'était pas décacheté. S'il n'était pas atteint, on élevait des obstacles par toutes sortes de moyens, jusqu'à ce que le fonctionnaire intéressé donnât les présents. »

On peut voir par là, une partie des abus de l'ancienne organisation financière.

Comment supprimer ces abus ?

Wang Ngan-che créa un Bureau des Réformes (*tche-tche-san-sseu t'iao-li sseu*) et chargea des spécialistes d'examiner à fond les questions qui concernaient ces réformes. La 2^e lune de la 2^e année *hi-ning* (1069), ce Bureau présidé par Tch'en Cheng-tche et Wang Ngan-che fut établi par un décret.

« Nous déclarons, dit le décret, que nous voulons faire régner l'ordre dans l'Empire ; pour cela, il est nécessaire, d'abord, d'accroître la richesse du peuple. Actuellement, les dépenses publiques ne sont pas assurées et la richesse nationale est très amoindrie. C'est pourquoi, nous ordonnons particulièrement aux ministres de créer au sein du cabinet un organe en vue de réformer ces abus. Or, si l'on ne s'occupe que de ce que l'on étudie, on pourra saisir les causes du succès ou de l'échec [des différents systèmes]. Nous confions maintenant l'administration des finances aux fonctionnaires. S'ils sont capables d'étudier à fond ces questions, ils arriveront à un résultat qui sera nécessairement parfait et leurs paroles seront nécessairement excellentes. Il y aura des réserves et les demandes seront satisfaites. C'est vraiment le moyen d'enrichir le peuple. Quant aux mesures vexatoires qui spolient le peuple et font naître la haine contre le gouvernement, nous ne voulons pas en entendre parler. Il convient d'ordonner aux officiers subalternes (*p'an-kouan*) des trois commissions et aux inspecteurs (*kien-sseu*) de la métropole et de la province de nous informer deux mois après avoir reçu ce décret sur les avantages et les inconvénients de cette politique financière (1). »

Lorsque le Bureau des Réformes (*tche-tche-san-sseu t'iao-li sseu*) fut établi, il examina tous les registres des trois commissions en délibérant sur ce qu'il devait abolir ou, au contraire, sur ce qu'il

1. Leang K'i-tchao, *Biographie de Wang King-kong*, chap. 10.

devait maintenir d'une façon permanente. Toutes les dépenses annuelles et les grands frais de sacrifices étaient inscrits sur une liste fixée (Pien-tchou ting-che). C'est ainsi que ce Bureau réduisit de 40 % les dépenses inutiles.

L'histoire dit encore que ces trois commissions ont étudié les chiffres des traitements des fonctionnaires qu'ils ont augmentés de plus de 413,400 sapèques pour la capitale et de plus de 689,800 sapèques pour les préfectures.

Réduire les dépenses inutiles pour augmenter les traitements des fonctionnaires, c'est vraiment une base de réorganisation du pouvoir administratif. Les autres améliorations qu'apporta le Bureau des Réformes (tche-tche-san-sseu-t'iao-li-sseu) sont peut-être nombreuses, mais il nous est difficile de les rechercher parce que l'histoire néglige d'en parler.

Pour équilibrer le budget, les financiers appliquent, en général, une méthode plus simple : l'augmentation des impôts. Wang Ngan-che ne voulut pas suivre ce chemin. L'histoire raconte que Wang Ngan-che avait discuté à la Cour avec Sseu-ma Kouang des moyens d'améliorer la politique financière. « Un bon financier, dit Sseu-ma Kouang, ne perçoit les impôts que par tête ». « Non, répondit Wang Ngan-che, il n'augmente pas les impôts et pourtant les recettes d'Etat peuvent être suffisantes ». Comment, dit Kouang, et y a-t-il un pareil moyen dans le monde ? Toutes les richesses sont consti-

tuées par les produits du ciel et de la terre. Si elles n'appartiennent pas au peuple, elles appartiendront au gouvernement. S'emparer des richesses du peuple présente des inconvénients plus graves qu'augmenter les impôts. Par ces paroles, Sang Hong-yang trompait l'empereur Wou de la dynastie des Han. Sseu-ma Ts'ien nous les rapporte pour montrer que l'empereur Wou ne comprenait pas la politique financière ». Les controverses à ce sujet ne cessèrent pas (1). L'histoire ne raconte que cela. Ce que Wang Ngan-che avait répliqué à Sseu-ma Kouang n'y est pas mentionné. Nous pensons qu'il dut émettre encore quelques idées. Nous regrettons de ne pas les connaître. Pourtant, de cette discussion, nous pouvons tirer une conclusion : la politique financière de Wang Ngan-che ne consistait pas à augmenter les impôts.

Il établit une série de lois nouvelles dont l'une est le prêt sur récolte (ts'ing-miao) pour répandre l'abondance parmi le peuple et accroître les richesses de l'Empire.

Le prêt sur récolte (ts'ing-miao) est-il favorable au peuple ?

L'idée du prêt sur récolte (ts'ing-miao) est née chez les lettrés. Nous devons insister sur l'énergie

1. Kou Tong-kao, *Chronologie de la vie de Sseu-ma Wen-kong*, ch. 4.

avec laquelle Sou Tche qui l'approuvait d'abord, s'opposa plus tard à son application.

« Si un homme de l'Empire, dit-il, n'a pas de champ pour travailler, ni de capital pour faire le commerce et qu'on lui interdit d'emprunter une somme d'argent, il ne pourra pas éviter de mourir et de rouler au fond des canaux et des fossés. Mais quand le riche lui prête une somme, il emploie un procédé inhumain consistant à prélever un intérêt de plus de la moitié de la somme prêtée. Celui qui ne paie pas ces intérêts est obligé de se dépouiller et de céder sa maison pour la donner en gage. Le peuple souffre mais le gouvernement n'en tire aucun avantage. Le système de Tcheou-kong permet au peuple qui emprunte de l'argent, de fixer avec le chef officier la valeur du prêt et de payer un intérêt d'après les besoins de l'Etat. Maintenant on peut ordonner à chaque district et à chaque sous-préfecture de prêter tout ce qu'ils possèdent au peuple et aux indigènes contre une garantie pour prévenir leur fuite(1). »

Wang Ngan-che, lui-même, avait, pendant longtemps, médité cette politique. Il avait exprimé cette idée dans une métaphore :

« Quelqu'un manque-t-il d'argent pour le mariage ou les funérailles ?

Je le lui prête pour dissiper son inquiétude ;

Quelqu'un a-t-il une récolte insuffisante ?

1. Voir *Œuvres* de Sou Tche, ch. 17.

Je lui donne tous les grains [que je possède] pour l'aider à vivre.

Si la moisson est en abondance, je la recueille.

Si la moisson n'est pas suffisante, je distribue [ce que je possède] pour que l'on puisse travailler.

De nos jours, on ne s'en occupe pas, moi, j'ai l'intention de réprimer les accapareurs (1) ».

Comment réprimer les accapareurs ? Wang Ngan-che le dit dans une autre poésie.

« Les trois dynasties considéraient le peuple comme leur enfant.

Elles ne faisaient pas de distinction entre les biens publics et les biens privés.

L'Empereur détenait le pouvoir comme le ciel qui tient le manche du boisseau ;

Toute la répartition était faite par lui. L'accapareur était traître et le traître devait être condamné par la loi.

Et ainsi il était mis dans l'impossibilité de se manifester (2). »

Wang Ngan-che n'est pas un homme de pensée mais un homme d'action. Lorsqu'il fut nommé sous-préfet de Kin, dit son biographe, il prêta les grains au peuple et fit rembourser le prêt avec intérêt de manière que les vieux grains pussent être remplacés par les nouveaux. Le peuple était satisfait.

Il l'a raconté lui-même dans une poésie intitulée :

Distribuer les grains (Fa-Lin).

1. Voir *Œuvres complètes* de Wang Lin-tch'ouan, ch. 2.

2. *Ibid.*, ch. 1^{er}.

« Je gouvernai pendant trois ans une malheureuse sous-préfecture.

(Dans les années de disettes) on trouvait au marché des enfants abandonnés qui avaient faim.

J'ordonnai de distribuer les réserves pour sauver ceux qui sont seuls et les hommes d'un âge mûr qui n'ont pas de femmes » (1).

L'empereur Chen-Tsong disait à Sseu-ma Kouang : « Il y a déjà longtemps que ce système est établi dans le Chen-si et je n'ai pas entendu dire que le peuple en ait souffert » (2).

L'empereur dit, en outre, à l'impératrice : « Ce système est favorable au peuple et ne le rend pas misérable » (3).

Arrivé à la capitale, Lou T'ien déclara à Wang Ngan-che que la loi n'était pas mauvaise, mais que l'application n'était pas conforme à ce que l'on pensait au début. Elle troublait encore le peuple ».

Wang Ngan-che envoya alors Li Tch'eng-tche dans le Houei-nan pour faire une enquête. Lorsque ce dernier fut de retour, il « trompa » Wang Ngan-che en déclarant que le peuple n'était pas mécontent de ce système (5).

L'accusation de tromperie est faite par l'historien qui a relaté le fait. Mais elle n'est qu'un jugement personnel ; qui nous assure qu'il soit juste ?

1. Voir *Œuvres complètes de Wang Lin-tch'ouan*, ch. 2.

2. Tch'en Pang-tchan, *Histoire générale de la Chine*, section des Song, ch. 3.

3. *Ibid*, ch. 3.

5. Voir *L'Histoire des Song*, ch. 343.

Or, nous savons que Tch'en Chouen-yu qui s'était opposé au début à l'application du prêt sur récolte adressa, en avril de la 4^e année *hining* (1071) un rapport dans lequel il disait que le système du prêt sur récolte était vraiment favorable au peuple. L'esprit troublé, ajouta-t-il, je n'avais pas pu le comprendre au commencement (1).

Le maître Tchou (2) dans l'*Histoire des greniers de village à King-houa* écrit qu'en lisant les dissertations des anciens sages, il critiqua le prêt sur récolte dans les circonstances actuelles, alors qu'il considérait que l'idée originaire de cette loi n'était en réalité pas mauvaise... Le maître Tch'eng (Tch'eng Hao), avait déjà dit qu'il ne pouvait pas sans regret se souvenir de ses critiques exagérées (3).

Nous voyons ainsi que l'opinion des contemporains n'était pas aussi défavorable au prêt sur récolte que le dit l'histoire.

Nous pouvons même citer des textes d'après lesquels le prêt sur récolte était non seulement commode mais même populaire.

Wang Kouang-yuan, intendant des transports (tchouan-yun che) de la province de Ho-pé, lorsqu'il arriva à la capitale, adressa une lettre à l'Em-

1. Voir Tch'en Pang-tchan, *Histoire générale de la Chine*, sect. des Song, ch. 3.

2. Tchou Hi dont le surnom était Yuan-houei était originaire de Wou-yuan. C'est un philosophe néo-confucéiste, très renommé en Chine. Il vécut de 1130 à 1200 ap. J.-C.

3. Voir *Œuvres complètes* du maître Tchou, ch. 77.

pereur dans laquelle il écrivait que le peuple faisait éclater sa joie et montrait des sentiments de reconnaissance au sujet de l'application du prêt sur récolte (1).

Teng Wan, assistant du préfet (*t'ong p'an*) de Ning disait dans une lettre : « Votre Majesté, aidée par un ministre aussi sage que Yi Ying et Liu Chang, a créé le prêt sur récolte; le service rétribué (*mien-yi*), etc... Le peuple manifeste par ses danses et par ses chants la joie que lui causent ces bienfaits. D'après ce que j'ai vu dans la préfecture de Ning, je sais que toute la province éprouve les mêmes sentiments et par conséquent, il en est de même dans tout l'empire. C'est vraiment une loi excellente, sans pareille ; nous espérons que Votre Majesté n'est pas ébranlée par les critiques sans fondement mais qu'elle continuera l'application de cette loi avec encore plus d'énergie (2). »

Li Ting, étant arrivé à la capitale, Li Tchang le rencontra et lui demanda : « Vous venez du midi, que dit le peuple au sujet du prêt sur récolte ? Le peuple en est satisfait, répond Ting. Il n'y a personne qui n'aime cette loi. Tous les fonctionnaires, dit encore Tchang, sont en train de discuter à ce sujet, vous, ne dites pas ces paroles. Ting déclara à Wang Ngan-che : je ne sais que parler en m'appuyant sur la vérité, mais je ne me rends pas

1. Voir *L'Hist. des Song*, ch. 176.

2. Voir *L'Histoire des Song*, ch. 329.

compte de l'opinion de la capitale qui ne permet pas d'en parler » (1).

Arguments en faveur du prélèvement d'un intérêt

La question d'intérêt a donné lieu à de nombreuses controverses. Nous avons déjà vu les critiques des adversaires de la réforme. Ici, nous citerons les arguments des partisans du prélèvement d'un taux d'intérêt.

D'après les textes cités par Sou Tche, les partisans du taux d'intérêt disaient que les riches profitaient de ce qu'ils prêtaient aux pauvres pour prélever sans travail un intérêt égal au montant du prêt. C'est pourquoi, les riches s'enrichissaient de jour en jour, tandis que les pauvres s'appauvrirent. Maintenant, le gouvernement distribue le prêt sur récolte en prélevant un taux d'intérêt de 20 %. Il rétablit le pouvoir qu'avaient usurpé les riches pour secourir les pauvres dans leur détresse. Le prêt, ne diffère pas de celui qui est fait entre particuliers, mais l'intérêt n'atteint pas le montant du prêt ; c'est le système le plus favorable à la fois au gouvernement et au peuple (2).

Wang Ngan-che, lui même, avait déclaré que le prélèvement d'un taux d'intérêt était conforme aux idées du duc de Tcheou. Il avait écrit à Ts'eng

1. Voir *L'Histoire des Song*, ch. 329.

2. Voir *Œuvres de Sou Tche*, chap. 2.

Kong-li pour expliquer pourquoi il prélevait ce taux d'intérêt de 20 %.

« J'ai reçu votre lettre au sujet du prêt sur récolte. Le moyen d'établir le bon ordre est trouvé, les méchants ne profiteront pas. Dès que quelqu'un s'engage dans l'opposition, la foule le suit aveuglément. Mais ce n'est pas de la loi qu'elle s'occupe. Si le maître Mong (Mencius) détestait ceux qui lui parlaient de profits, c'est parce que ces hommes parlaient d'enrichir l'Etat ou de s'enrichir personnellement. Lorsque les chiens et les porcs mangent ce que mangent les hommes, c'est alors qu'il faut économiser ; et lorsqu'il y a des hommes morts de faim dans la campagne, c'est alors qu'il faut distribuer les grains. C'est ce qu'on appelle gouverner. Le devoir du gouvernement, c'est d'améliorer les finances, c'est ce que l'on appelle l'équité. La moitié du Tcheou-li est consacré à l'amélioration des finances. Le duc de Tcheou avait-il donc en vue le profit ? Les méchants, profitant de la ressemblance entre le nom et la chose, veulent créer une confusion pour troubler les rapports entre les supérieurs et les inférieurs. Mais est-ce là le sentiment du peuple ? Ils ont commencé par dire que le peuple ne demande pas à emprunter. Or, le gouvernement n'a pas pu empêcher les demandes ; ils ont fini par dire que le peuple ne veut pas accepter de prêts, or, le gouvernement n'a pu forcer les emprunteurs à les refuser. C'est lorsque quelque chose est profitable au peuple que c'est un profit ; il ne peut pas en

être autrement. Sans doute, un taux d'intérêt de 20 % est moins avantageux que celui de 10 % ; un taux d'intérêt de 10 % est moins avantageux qu'un prêt sans intérêt ; le prêt sans intérêt est moins avantageux que le don gratuit. Mais si au lieu de donner, on exige un intérêt de 20 %, c'est parce que l'on ne pourrait pas continuer d'appliquer un pareil système dans l'avenir. Le système qui ne pourrait être appliqué continuellement, serait de la bienfaisance, mais non de la bonne administration. Puisqu'il n'existe pas de politique qui consiste à faire de la bienfaisance, sans dépenses, il faut donc prêter. D'ailleurs, il y a les traitements des fonctionnaires, les frais de transports, les suspensions de l'impôt à cause de la sécheresse ou de l'inondation, enfin, les pertes, auxquels il faut suppléer ; d'autre part, on voudra nécessairement faire profiter de la bienfaisance ceux qui ont faim et qui manquent du nécessaire. Alors comment peut-on prêter au peuple sans prélever un taux d'intérêt de 20 % ? C'est pourquoi, le taux d'intérêt de 20 % est équitable dans la politique. Comment pourrait-on le modifier ? King-li, il faut parler de nouveau avec ceux qui ont étudié à fond la bonne doctrine, vous verrez alors que dans tout ce que j'ai dit, il n'y a pas un seul mot qui ne soit conforme aux lois. Or, il est inutile de parler de ceux qui en font de vives critiques » (1).

1. *Œuvres complètes de Wang Ling-tch'ouan*, ch. 18.

A-t-on véritablement obligé les particuliers à emprunter.

Le décret de la deuxième année *hi-ning* (1069) dit : « On donne [l'argent ainsi réalisé] à ceux qui désirent en emprunter ». Liu Houeiking, un des partisans les plus ardents des lois nouvelles surtout du prêt sur récolte dit à Sseu-ma Kouang : « D'après le système du prêt sur récolte ceux qui veulent emprunter peuvent le faire ; mais, on n'impose pas l'emprunt à ceux qui ne le veulent pas » (1). Il est clair qu'en principe le prêt sur récolte était facultatif. Mais, comme la troisième année *hi-ning* (1070) et la huitième année *yuan-fong* (1095), le gouvernement avait publié deux décrets pour interdire le prêt imposé, on peut penser que le prêt imposé existait de fait.

Or, les adversaires de Wang Ngan-che menèrent naturellement une campagne très énergique contre cet abus. L'opposition était justifiée, mais un peu exagérée.

L'Empereur avait envoyé deux eunuques pour faire une enquête secrète dans la préfecture de K'ai-fong sur l'application du prêt sur récolte. Ces deux personnages lui rapportèrent que « le peuple empruntait de son plein gré. Aucun fonctionnaire ne lui imposait le prêt » (2).

1. Voir *l'Histoire des Song*, ch. 176.

2. *L'Histoire des Song*, ch. 146.

Le raisonnement de Sseu-ma Kouang que nous avons cité plus haut (p. 95) semble un peu arbitraire et par conséquent ne peut être retenu. Le prêt sur récolte était une loi nouvelle. Le peuple ne pouvait connaître et profiter immédiatement du nouveau système.

Li Tchang dit que lorsque les sous-préfets distribuent le prêt sur récolte en réalité ils ne prêtent pas de l'argent au peuple, mais lui imposent le paiement d'un intérêt. L'Empereur questionna Wang Ngan-che à ce sujet, et celui-ci ordonna à Tchang de dénoncer les fonctionnaires qui agissaient ainsi. Or, Li Tchang en arguant que cet ordre était contraire aux règles de censeur, refusa de s'y soumettre (1).

Comme Li Tchang ne put dénoncer le nom de ceux qui avaient imposé le prêt, il nous semble que ses paroles ne peuvent être prises en considération.

Sou Che avait présenté un rapport dans lequel, il disait que le prêt sur récolte était interdit autrefois : « Maintenant, votre majesté a établi une loi à ce sujet pour l'appliquer annuellement. Bien que le décret interdise le prêt imposé, si, dans quelques générations, il y des tyranneaux, des fonctionnaires venaux, votre majesté pourra-t-elle garantir que l'on ne tombe dans cet abus ? » (2).

Ce rapport avait été présenté en mars de la

1. *Hist. des Song*, ch. 344.

2. *Œuvres littéraires de Sou Tong-p'o*, ch. 24.

quatrième année *hi-ning* (1071). La loi du prêt sur récolte était déjà appliquée depuis un an et demi environ. Dans son rapport, Sou Che parle de l'avenir, mais non pas de son époque. C'est probablement parce qu'il n'y avait pas d'abus alors sinon, Sou Che qui est un des adversaires les plus ardents de Wang Ngan-che aurait-il pu négliger de le dire ?

D'ailleurs, le Bureau des Réformes (tche-tche san-sseu t'iao-li ssen) avait dit que parmi les sous-préfectures de K'ai-fong les familles des trois classes supérieures avaient manifesté leur désir d'emprunter (1).

De même, Tch'en Chouen-yu dit que le peuple était à ce moment gêné : pareilles aux enfants qui voyent le miel et ne peuvent se retenir d'en prendre et d'en manger, beaucoup de personnes manifestent le désir d'emprunter (2).

Tch'en Chouen-yu est un des adversaires de Wang-Ngan-che, ses paroles doivent être remarquées.

Le système du prêt sur récolte (Ts'ing-miao) est préférable à celui des greniers régulateurs (Tchang-p'ing).

Les partisans du prêt sur récolte faisaient une comparaison entre le prêt sur récolte et le sys-

1. Ce que nous avons cité se trouve dans le commentaire à la 10^e page de l'*Œuvre littéraire de Sou Tong-p'o*.

2. Ma Touan-lin, son encyclopédie intitulée *Wen-hien t'ong-k'ao*, ch. 21.

tème des greniers régulateurs (tchang-p'ing). Le Bureau des Réformes (tche-tche-san-sseu t'iao-li sseu) la deuxième année *hi-ning* (1069) au commencement de son rapport, critiquait le système des greniers régulateurs (tchang-p'ing) en ces termes :

L'argent et le grain dans les greniers régulateurs et dans les greniers de bienfaisance (kouang-houei ts'ang), des différentes provinces sont évalués approximativement à près de quinze millions de *kouan* et de *che*. Parce que le recouvrement et la distribution ne se font pas comme il conviendrait, le bienfait n'est pas grand ».

Après avoir exposé le système du prêt sur récolte, le Bureau des Réformes compare l'ancien et le nouveau système des greniers régulateurs : « les objets dans les greniers régulateurs (tchang-p'ing) et les greniers de bienfaisance (kouang-houei) recueillis, conservés, accumulés et immobilisés, doivent nécessairement attendre que la récolte soit maigre et les denrées chères pour qu'ils soient vendus. Ceux qui en bénéficient ne sont que des désœuvrés de la ville. Maintenant suivant que, dans une province, il y a [abondance] ou manque [de grain], on distribue, quand le prix est élevé et on perçoit, quand le prix est bas afin de développer l'économie et d'équilibrer les prix pour que les cultivateurs puissent travailler en conformité avec la saison, et que les accapareurs ne puissent profiter de leur détresse. »

Sseu-ma Kouang, quoi qu'il ait défendu ardemment le système des greniers régulateurs (tchang-p'ing) énumérait pourtant les défauts de ce système. Voici ceux qu'il mentionnait :

1^o Faute de capitaux, les fonctionnaires ne pouvaient pas acheter les grains, même dans les années d'abondance ;

2^o Etant paresseux, inactifs et récalcitrants, devant l'effort de l'achat et de la vente, les fonctionnaires ne voulaient pas acheter les grains, même dans les années d'abondance ;

3^o Parce que les fonctionnaires ne savaient pas le prix courant et que les marchands et les accapareurs profitaient de leur ignorance, le gouvernement achetait les grains à un prix très élevé, tandis que les accapareurs en tiraient beaucoup de profit ;

4^o Lorsque les fonctionnaires avaient l'intention d'acheter les grains, ils devaient en référer au préfet qui lui-même en informait le juge provincial (t'i tien hing-yu) qui, à son tour, en informait le ministre de l'Agriculture (sseu-nong) ; il fallait attendre un temps assez long avant d'obtenir l'autorisation d'acheter et pendant ce temps le prix des grains augmentait :

5^o Les réserves des greniers régulateurs diminuaient souvent de prix, ou parce qu'elles ne pouvaient être vendues, ou parce qu'elles étaient accumulées et pourrissaient (1).

1. Ma Touan-lin, son encyclopédie intitulée *Wen-hien t'ong-k'ao*, ch. 21.

Le maître Tchou (Tchou Hi) parlait en ces termes des abus du système des greniers régulateurs (tchang-p'ing).

Le système des greniers régulateurs s'inspire encore des idées transmises par les anciennes lois. Or, ces greniers sont installés dans les sous-préfectures et seuls les paresseux et les vagabonds de la ville peuvent en bénéficier. Quant aux laboureurs et aux hommes de peine qui se trouvent dans les montagnes éloignées ou dans les vallées profondes, même s'ils sont sur le point de mourir de faim, ils ne peuvent pas en bénéficier. D'ailleurs, le règlement de ce système est trop sévère. C'est pourquoi, les fonctionnaires qui n'osent prendre des initiatives ou qui craignent d'enfreindre les règlements, même lorsqu'ils voient la mort du peuple, ne veulent pas distribuer les réserves, et souvent, ayant fermé complètement les coffres des greniers, ils les transmettent intacts à leurs successeurs. Quelquefois ayant négligé, durant plusieurs années, de faire une enquête sur les réserves, au moment où les fonctionnaires sont obligés de les ouvrir, ils aperçoivent que ce qui avait été réservé dans les greniers régulateurs était déjà devenu poussière volante et amas de boue, qu'on ne pouvait plus employer » (1).

C'est pourquoi, le maître Tchou (Tchou Hi) donnant son avis sur ces deux systèmes se déclara en faveur du prêt sur récolte (ts'ing-miao). D'après lui,

1. *Œuvres complètes* du maître Tchou (Tchou Hi), ch. 76.

le grain que réservent les greniers régulateurs (tchang-p'ing) peut être recueilli si son prix est élevé pour secourir les malheureux et développer l'épargne. Si l'on achète ou si l'on vend des grains uniquement, sans jamais distribuer le métal, et sans prélever de taux d'intérêt, il sera possible de remédier aux abus tels que l'emploi des réserves pour d'autres dépenses que celles prévues ou à l'accumulation excessive de réserves dans les greniers. Dans ces conditions le prêt sur récolte (ts'ing-miao) pourrait être appliqué (1).

Le maître Tchou (Tchou-Hi) non seulement adopta le prêt sur récolte (ts'ing-miao) mais le développa en système de la grange sociale (*chō-ts'ang*). D'après ce système, en été, on prêtait au peuple des sommes qu'en hiver on lui faisait rembourser avec un taux d'intérêt de 20 %. Malgré la différence de termes ces deux systèmes, le prêt sur récolte (ts'ing miao) et le système de la grange sociale (*chō-ts'ang*) ne sont-ils pas en réalité identiques ?

Quelques bons résultats.

Les adversaires de Wang Ngan-che non seulement, ne l'aidaient pas dans l'application de la nouvelle loi, mais encore ils l'empêchaient d'agir pour que l'on n'en tirât aucun avantage. Malgré cela, on obtint de bons résultats.

1. Voir les commentaires de Encyclopédie de Ma Touan-lin intitulée *Wen-hien t'ong-k'ao*, ch 21.

Wang Ngan-che dans sa lettre à Ts'eng Kong-li que nous avons citée plus haut, disait : « Ils ont commencé par dire que le peuple ne demande pas à emprunter. Or, le gouvernement n'a pas pu empêcher les demandes, ils ont fini par dire que le peuple ne veut pas accepter de prêt ; or, le gouvernement n'a pas pu forcer les emprunteurs à les refuser. » On peut en conclure qu'à cette époque, le peuple était satisfait et qu'il agissait de son propre gré en empruntant.

Wang Ngan-che adressa à l'Empereur la 5^e année *hi-ning* (1072) une requête relative à cinq points, dans laquelle il disait que, autrefois, les pauvres empruntaient tous avec intérêt aux puissants et qu'en ce moment, les pauvres empruntaient tous avec intérêt aux fonctionnaires. Les fonctionnaires diminuaient l'intérêt du prêt et le peuple obtenait ce qui lui manquait (1). N'est-ce pas une preuve qu'après avoir été quelques années en vigueur, le prêt sur récolte commençait à donner de bons résultats.

Citons les paroles de ses adversaires.

Sou Che écrit une lettre à Teng Ta-tao dans laquelle il dit : au début de l'application des nouvelles lois, nous avons toujours agi partialement, si bien qu'il y eut une lutte à leur sujet, les uns les soutenant, les autres s'y opposant. Malgré que notre cœur fût rempli d'amour pour la patrie, notre jugement était faux, trop peu conforme à la raison.

1. *Œuvres complètes* de Wang Lin-Tch', chouan. 10.

Maintenant la vertu des saints croît de jour en jour, toutes les réformes ont complètement réussi. Nous nous rappelons tout ce que nous avons soutenu, nous comprenons que notre critique était inconsidérée (1). C'est que Sou Che dans sa vieillesse, se repentit profondément de son attitude antérieure et fut ému de voir les résultats de toutes ces réformes. Ce qu'il dit dans cette lettre coïncide avec les paroles de Wang Ngan-che : « on avait créé la loi avant que la foule ait pu en présager les mérites, mais on avait recueilli des résultats après les critiques (2). Cette expression « toutes les réformes » se rapporte à toutes les lois nouvelles et comprend sans aucun doute le prêt sur récolte.

Nous pouvons clore ce débat en faisant remarquer que des deux adversaires les plus importants de Wang Ngan-che, l'un, Fan Chouen-jen pria l'Empereur Tche-tsong de rétablir le prêt sur récolte (ts'ing-miao) à la suite de l'insuffisance des recettes publiques; l'autre Sseu-ma Kouang l'abolit dès son arrivée au pouvoir, mais adressa une lettre, peu de temps après, dans laquelle il se joignait à la proposition de Fan Chouen-jen et reconnaissait que le prêt sur récolte était en réalité favorable au peuple à condition qu'il ne fût pas obligatoire. Or, ces deux personnages n'avaient-ils pas les premiers et avec le plus d'énergie, lutté contre le prêt sur récolte ?

1. *Lettres de Sou Tong-P'o à divers*, publiées par Houang Hi, ch. 1^{er}.

2. *Œuvres complètes de Wang Lin-tch'ouan*, ch. 15.

Nous pouvons en conclure que le prêt sur récolte avait donné des résultats satisfaisants et que l'on n'était pas parvenu à cacher les avantages que le peuple en tirait, malgré les efforts dans un sens opposé.

CONCLUSION

En quoi Wang Ngan-che fut-il novateur ?

Pour montrer en quoi Wang Ngan-che fut un novateur, nous citerons ces paroles de Wang-Ngan-che lui-même : « Il n'est pas nécessaire de craindre les calamités, de suivre les règlements qu'ont faits les ancêtres et de se préoccuper des paroles des hommes » (1).

Parlons d'abord des calamités. Chez nous on considère l'Empereur et il se considère lui-même comme le représentant du ciel. S'il gouverne mal, le ciel l'en avertira par les calamités. C'est pourquoi quand les calamités frappent l'Empire, le souverain doit, suivant la tradition, examiner s'il n'y a pas dans sa conduite quelque acte répréhensible et dans le gouvernement quelques abus à réformer qui ont provoqué la colère divine.

Sous le règne de Chen-tsong, il y eut souvent des éclipses de soleil, des comètes parurent. Une tempête terrible, des tremblements de terre, une catastrophe de montagne, des inondations et des sécheresses accablèrent l'Empire. Chen-tsong se conformant aux traditions chinoises, aurait dû ne

2. *L'Histoire des Song*, chap. 327.

pas recevoir ses sujets au Palais impérial, manger frugalement et interdire la musique et les fêtes. Mais ce n'était pas l'avis de Wang Ngan-che. Il dit : « les malheurs ont des causes fixées et invariables, mais n'ont aucun rapport avec les actions bonnes ou mauvaises des hommes ». Il dit encore dans une requête : « la 5^e année de l'Empereur Wou de la dynastie des Tsin (209), une comète parut dans la constellation de *Tchen* ; et à la 10^e année (274), dans la constellation de *Pei*. Pourtant cet Empereur gouverna durant vingt-huit ans. Cela n'était pas conforme aux prévisions faites par les augures consultés sur le sort. Car la voie du ciel est lointaine, bien que les anciens rois chargeassent des fonctionnaires particuliers de consulter les sorts, ils ne croyaient qu'aux actions des hommes (1) ».

A son époque, ces paroles étaient contraires à l'opinion publique. C'est pourquoi, Fou Pi, un des principaux conservateurs, dit en soupirant : « Ce que le souverain doit craindre, ce n'est que le ciel. S'il ne le craint pas, de quoi ne sera-t-il pas capable ? Sans doute, c'est que le méchant a l'intention de présenter sa fausse doctrine pour troubler l'esprit du gouvernement sans que les ministres et les censeurs puissent faire de représentations (2). »

Mais Wang Ngan-che disait aussi qu'il n'était pas nécessaire de suivre les règlements des ancêtres.

1. *L'Histoire des Song*, chap. 327.

2. *L'Histoire des Song*, ch. 313.

Les Chinois, attachés trop aveuglément à leurs anciens usages, ne voulaient pas changer les règlements, faits par leurs ancêtres. Mais ils ne se demandaient pas si ces règlements pouvaient être appliqués en face des circonstances présentes.

Wang Ngan-che connaissait très bien son époque et voulut mettre en vigueur une série de lois nouvelles pour rendre la prospérité au peuple et à l'état. C'est pourquoi, quand l'empereur lui demanda par où il prétendait commencer. Il lui répondit : « par changer les coutumes et établir de nouveaux règlements (1). » Dès son arrivée au pouvoir, il appliqua ce qu'il avait conçu en modifiant les anciens systèmes. Il était naturel que ses adversaires fissent des critiques.

Fan Chouen-jen se plaignit à Chen-tsong : « Wang Ngan-che a changé le gouvernement de vos augustes ancêtres pour spolier le peuple. Le cœur du peuple n'est pas tranquille (2). »

Sseu-ma Kouang s'expliqua plus nettement : « L'empereur Wou de la dynastie des Han, conseillé par Tchang T'ang, a changé les usages introduits sous le règne de Kao (fondateur de la dynastie des Han) et aussitôt on vit l'empire plein de voleurs et de brigands. Dès que l'empereur Yuàn des Han s'était écarté du gouvernement de l'empereur Sieou, l'empire commença à déchoir. De là, on peut conclure que les règlements des ancêtres ne doivent pas être modifiés (3). »

1. *L'Histoire des Song*, ch. 327.

2. *L'Histoire des Song*, ch. 313.

3. *L'Histoire des Song*, ch. 336.

Citons encore une affaire à ce sujet. En avril de la 3^e année *hi-ning* (1070), l'empereur fit passer lui-même un concours aux lettrés. Parmi eux, Yé Tsou-hia écrivit dans sa dissertation : « pour la plus grande part, la politique de nos ancêtres fut routinière et négligée. En montant sur le trône, votre majesté l'écarta et fit des réformes. » Grâce à ces phrases, il fut reçu premier.

Alors Sou Che dit : en critiquant les ancêtres pour faire plaisir au ministre, Tsou-hia devint le premier des lettrés. Comment peut-on maintenir la bonne coutume ?

Enfin parlons de l'opinion publique.

Lorsque les lois nouvelles furent mises en vigueur, tous les membres de la cour les critiquèrent vivement.

Comme Chen-tsong hésitait à les appliquer, Wang Ngan-che lui conseilla de ne pas se préoccuper des paroles des adversaires, mais, d'appliquer avec énergie les lois nouvelles. Il dit encore à Chen-tsong : « Il faut établir la loi conformément à la justice, à quoi bon s'occuper des paroles de ceux qui n'ont que des vues superficielles. »

Nous pouvons reproduire la réponse que Wang Ngan-che adressa à l'un de ses adversaires Sseu-ma Kouang et dans laquelle il a énergiquement soutenu sa thèse sans s'occuper des paroles de ses adversaires.

« Sans doute, dit Wang Ngan-che, l'objet des discussions des lettrés, c'est surtout le nom et la chose.

Si le nom et la chose sont mis en lumière on obtient le bon ordre dans l'Empire. Maintenant ce que Kiun-che m'a reproché, c'est d'empiéter sur les fonctions des autres fonctionnaires, de créer des difficultés, de m'emparer des richesses du peuple et de ne pas écouter les remontrances, si bien que tout le monde m'aurait en haine et médierait de mon système. A mon avis, recevoir les ordres du maître, discuter ensuite les lois et les améliorer à la Cour et enfin les transmettre aux fonctionnaires, ce n'est pas empiéter sur les attributions des autres fonctionnaires ; mettre en vigueur la politique des anciens rois pour en tirer les avantages et en écarter les abus, ce n'est pas créer des difficultés ; réorganiser les finances dans l'Empire, ce n'est pas s'emparer des richesses du peuple ; écarter la fausse doctrine, refuter les flatteurs ce n'est pas écarter les remontrances. Quant à être l'objet des critiques et de la haine, ceci, je le prévoyais depuis longtemps ; les hommes sont inertes. Les lettrés considèrent qu'ils sont bien, et ne s'occupent pas des affaires de l'Etat, mais se mêlent au vulgaire ou flattent eux-mêmes le peuple. L'empereur veut changer cette situation. Moi, sans me soucier du nombre de mes ennemis, je veux de tous mes efforts l'aider à lutter contre eux, alors comment ne feraient-ils pas de vives critiques ? Lorsque P'an-keng (1) voulut

1. P'an-keng, 17^e empereur de la dynastie de Chang (1401-1388 av. J.-C.). La capitale de cette dynastie était établie au Ho-pé. C'est lui qui rétablit la capitale à Pouo, ancienne capitale du fondateur de sa dynastie.

changer de capitale, non seulement les lettrés à la Cour étaient mécontents, mais aussi tous les sujets se plaignirent. P'an-keng ne changea pas son projet à cause des mécontents. Car il agissait après mûre réflexion, conformément à la justice. C'est pourquoi, il n'éprouva pas de regret. Si Kiun-che me reproche de ne pas avoir depuis que je suis au pouvoir, aidé l'Empereur ni répandu de bienfaits sur le peuple, alors je reconnaitrai ma faute. S'il me dit que l'on ne doit rien faire en ce moment, mais conserver tout ce qui a été fait, alors je ne suis pas de son avis (4). »

En effet, si Wang Ngan-che ne s'émut pas de l'opposition qu'il rencontra, c'est parce que non seulement il croyait très fermement en lui-même et qu'il avait trouvé un Empereur qui avait une confiance absolue en lui ; mais, c'est encore parce que ses adversaires ne pouvaient à ce moment-là atteindre par leurs critiques le point important de la loi. Tous les critiques prétendaient que cette loi était une loi spoliatrice. Or, l'intention du législateur était exactement contraire, car son initiative était, en réalité, en faveur du peuple. Ce qu'indiqua le Bureau des Réformes (tche-tche san sseu t'iao-li sseu) dans son premier rapport, c'est le caractère véritable de ce système. Or, les adversaires comparaient l'esprit de Wang Ngan-che à celui de Sang Hong-yang et de K'ong Kin, il est certain que

Wang Ngan-che ne pouvait pas se soumettre à leurs objections et Chen-tsong, en souriant, laissa faire.

Peut-on faire un rapprochement entre la politique sociale de Wang Ngan-che et le socialisme ?

Si Wang Ngan-che établit le prêt sur récolte c'est parce que d'une part, il voulut développer la production et d'autre part, réprimer les accapareurs.

En voici l'explication.

Dans n'importe quel pays, à n'importe quel moment, si les cultivateurs travaillent avec activité pendant toute l'année et s'il n'y a ni inondation ni sécheresse, leur récolte devrait être toujours suffisante pour assurer leur existence, et au bout de quelques années, ils ne devraient pas manquer d'économies pour faire face aux diverses dépenses. Et pourtant il n'en est pas ainsi, parce que le capital que les cultivateurs engagent dans la production est toujours limité. Il est certain qu'ils devraient attendre que leur production fût complètement vendue pour pouvoir engager un nouveau capital dans la production. Souvent, au début, faute de pouvoir disposer de leur capital ou de s'en procurer de nouveaux, la force de production se trouve affaiblie et les champs dont ils ont entrepris la culture sont abandonnés.

Sans doute, le système des greniers régulateurs (tchang-p'ing) est un bon système, mais on ne distribue les réserves qu'au moment où une calamité frappe l'empire et seulement pour assurer l'exis-

tence du peuple. C'est en effet un bienfait mais ce n'est pas une mesure qui développe la production.

Pour soulager le peuple, et le mettre en état de cultiver ses terres à temps, Wang Ngan-che fournit au printemps une somme d'argent que l'on doit rembourser en automne avec un intérêt inférieur à l'intérêt exigé par les particuliers.

Avec ce système, toutes les terres labourables peuvent être mises en valeur ; aucune d'entre elles ne demeure inculte comme suite de l'extrême indigence des cultivateurs.

Les paysans, soit à la suite d'une sécheresse, soit à cause de leurs dépenses éventuelles, sont obligés d'emprunter une somme d'argent aux riches pour cultiver la terre à temps ou même pour vivre. Supposons que les riches ne leur prêtent pas, ils n'ont qu'un moyen : abandonner leurs champs et mourir de faim ou de froid. Si les riches acceptent ce que les paysans demandent, mais prélèvent des intérêts usuraires de plus de 50 % comme le dit Sou Tche, ces paysans, n'ayant pas d'autre moyen de se créer des ressources, seront obligés de se soumettre à leurs exigences inhumaines. Accepter ce procédé, c'est ce qu'on appelle « prendre le vin empoisonné pour apaiser la soif ». Les paysans seront encore malheureux. Or, avec le prêt sur récolte (ts'ing-miao), au moment où les cultivateurs ont besoin d'argent, le gouvernement leur fournit ce qu'ils désirent pour ensemençer selon la saison et éviter les exigences inhumaines des riches. Ce système est natu-

rellement favorable aux cultivateurs indigents, et par conséquent, très avantageux à l'Etat dont il augmente les richesses.

Mais qui pouvait s'en plaindre ? qui en souffrait ? Les usuriers, les accapareurs, ceux qui s'enrichissaient sur les malheurs publics.

Wang Ngan-che prétendait que si l'économie nationale était de jour en jour plus épuisée, c'était parce que le peuple ne pouvait pas consacrer toutes ses forces à la production ; si le peuple ne pouvait pas consacrer toutes ses forces à la production, c'est que les puissants et les riches faisaient acte d'usurpateurs. Dans un empire, les puissants et les riches sont le petit nombre, tandis que les pauvres sont la multitude. C'est pourquoi, Wang Ngan-che chercha le moyen de réprimer les accapareurs et de développer la production pour sauver le peuple.

Mais, qui pouvait le faire ? Wang Ngan-che estime que c'est l'Etat. C'est lui, qui, moyennant un faible intérêt, peut fournir une somme d'argent au peuple, pour que ce dernier puisse travailler à temps et sans que les riches ou les puissants pussent exercer une contrainte sur eux.

La politique de Wang Ngan-che, semble-t-il, est identique au socialisme, tout au moins au socialisme d'Etat, en ce sens qu'il veut concentrer le pouvoir financier dans les mains de l'Etat et laisser à ce dernier la charge de répartir les richesses entre tous les sujets pour que chacun d'eux puisse travailler à la production.

Mais Wang Ngan-che n'est pas en réalité un socialiste. Il n'a pas l'intention de demander la suppression de la propriété privée, ni l'intention de résoudre, par un moyen radical, la question d'inégalité entre riches et pauvres, buts essentiels du socialisme.

Tout ce qu'il veut, c'est par sa politique, rendre au peuple la prospérité et accroître ses richesses en prélevant une part sur elles pour faire face aux dépenses publiques. L'idée essentielle de Wang-Ngan-che, c'est l'idée même de Confucius : « Si le peuple est riche, comment le maître pourra-t-il ne pas être riche ? »

Vu et admis à soutenance
le 5 juin 1930.

Le Doyen de la Faculté des Lettres
de l'Université de Paris,
H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

OUVRAGES CONSULTÉS

1^o OUVRAGES EN CHINOIS.

1. — *Histoire des Song* (rédigée par le ministre T'o-t'o, dynastie des Yuan) :
Chapitres 14 à 18 (Annales principales, règnes de Chen-tsong et de Tche-tsong); chapitres 313 (biographie de Fou Pi et de Wen Yen-pouo); 314 (Fan Chouen-jen); 316 (Tchao Pien); 327 (Wang Ngan-che); 328 (Wang Chao et Sie Hiang); 329 (Li Ting, Wang Kouang-yuan et Teng Wan); 330 (Li Ts'an); 331 (Tch'en Chouen -yu); 336 (Sseu-ma Kouang); 337 (Fan Tchen); 338 (Sou Che); 339 (Sou Tche); 341 (Tchao Tchen); 343 (Lou T'ien); 344 (Souen Kio et Li Tchang); 471 (Liu Houei-king, Tchang Touen et Ts'eng Pou); 472 (Ts'ai King); chapitres 174, 175, 176, 177, 179, 186 (vivres et commerce); chapitres 187, 188, 189, 192, 197 et 198 (institutions militaires); chapitres 91 à 94 (canaux et fleuves); chapitres 155, 157 (choix et promotion des officiers).
2. — *Histoire générale de la Chine*, section des Song, chapitre III (par Tch'en Pang-tchen, reçu docteur pendant la période wan-li 1573 à 1619, dynastie des Ming).
3. — *Notices diverses sur les vingt-deux histoires dynastiques*, avec suppléments (par Tchao Yi, reçu docteur pendant la période k'ien-long 1736 à 1795, dynastie des Ts'ing) chapitre 26.
4. — *Ma Touan-lin*, son encyclopédie intitulée Wen-hient'ong k'ao. Chapitres 20, 21 et 24.
5. — *Chronologie de la vie de Sseu-ma Wen-kong* (Sseu-ma Kouang) (par Kou Tong-kao, reçu docteur pendant la période k'ang-hi 1602 à 1762, dynastie des Ts'ing).
6. — *Chronologie de la vie de Wang King-kong* (Wang Ngan-che) (par Kon Tong-kao).

7. — *La biographie de Wang King-kong* (Wang Ngan-che) (par Leang K'i-tchao, reçu licencié pendant la période *kouang-siu* 1875 à 1908, dynastie des Ts'ing).
8. — *Œuvres complètes de Wang Lin-tchou'an* (Wang Ngan-che) (recueillies par Wen Sou, dynastie des Yuan).
9. — *Œuvres complètes de Ngeou-yang Sieou*. Chapitres 113, 114.
10. — *Œuvres complètes de Tchou-tseu (Tchou Hi)* (publiées par Sin Chou-heng, dynastie des Ts'ing). Chapitres 76 et 77.
11. — *Œuvres de Sou Tche* (recueillies par Mao K'ouen, reçu docteur pendant la période *kia-tsing* 1552 à 1566, dynastie des Ming). Chapitres 1, 2, 4 et 17.
12. — *Œuvres littéraires de Sou Tong-p'o* (recueillies par Lang Hie) ; Chapitres 24, 29.
13. — *Lettres de Sou Tong-p'o* (publiées par Houang Hi). Chapitre premier.
14. — *Œuvres des lettrés de la dynastie des Song* (recueillies par Liu Tsou-kien, reçu docteur pendant la période *long-hin* 1163 à 1164 dynastie des Song). Chapitres 44, 50.
15. — *La philosophie des Song et des Ming* (par Woo K'ang (King-hien), ancien conférencier à l'Université de Kouang-tong. Chapitre III (p. 40 à 62). Kouang-tong, 1925.

2^o OUVRAGES EN FRANÇAIS.

1. — *Histoire générale de la Chine, ou Annales de cet Empire* ; traduites du Tong-Kien-Kang mou, par le feu Père Joseph-Anne-Marie de Moyriac de Mailla, jésuite français, missionnaire à Pékin : Publiées par M. l'Abbé Grosier, Tome VIII, Paris, 1778. Dix-neuvième dynastie : les Song (Tai-tsou, 960, Ning-tsong, 1208).
2. — *Memoires concernant l'histoire, les sciences, les arts, les mœurs, les usages, etc., des Chinois* ; par les missionnaires de Pékin.
Tome dixième. Paris, 1784 (Page 1 à 70, biographie de See-ma Koang).
3. — *Un socialiste chinois au XI^e siècle* (Revue des Deux-Mondes, XXXVII, 15 févr. 1880, p p. 922-934, par C. de Varigny).

INDEX DES MOTS CHINOIS

C

1. Chen-yuan. — 2. Che King-t'ang. — 3. Chö-ts'ang. —
4. Che-yi. — 5. Chen-si. — 6. Chen-tsong. — 7. Cheng. —
8. Cheou. — 9. Chou-cheou. — 10. Chouei-li. — 11. Chouen.

E

12. Eul-kou.

F

13. Fa. — 14. Fa-yun-che. — 15. Fan Chouen-jen. —
16. Fan-hou. — 17. Fan Tchen. — 18. Fan Tchong-yen. —
19. Fang-t'ien. — 20. Fen. — 21. Fong King. — 22. Fou Pi.

H

23. Han. — 24. Han Kao-ti. — 25. Han K'i. — 26. Han
Kiang. — 27. Han-lin hio-che. — 28. Han-lin tch'eng-tche. —
29. Han Houei. — 30. Han Wou-ti. — 31. Heou Chou-hien. —
32. Hi-ho King-liao-ngan-fou-sseu. — 33. Hia. — 34. Hiong
Pen. — 35. Ho. — 36. Ho-mai. — 37. Ho-peï. — 38. Houang
Chan-kou. — 39. Houei-nan. — 40. Houei-nan Tchouan-yun
fou-che. — 41. Hou-pou Chang-chou. — 42. Hou-tchang. —
43. Hou-tie. — 44. Houei-tsong.

J

45. Jen-tsong.

K

46. K'ai-fong. — 47. Kan-sou. — Keng Cheou-tch'ang. —
49. Keou-tang. — 50. K'i-tan. — 51. K'i-tchang. — 52. Kia
Kong-yen. — 53. Kia-t'eu. — 54. Kiai-fou. — 55. Kiang-
nan Ngan-fou sseu. — 56. Kiang-si-p'ai. — 57. Kiang Ts'ien.
— 58. Kiao-houo-wou. — 59. Kiao-tche. — 60. Kiao-tseu.
— 61. K'eu tchouan. — 62. Kien-sseu. — 63. Kin-liu. —
64. Kin-kiun. — 65. King. — 66. King-kouan. — 67. King-
tong. — 68. K'ing. — 69. Kiun-che. — 70. Kiun-chou. —

71. Kiun-chouo. — 72. Kiun-k'i kien. — 73. K'iun meou kien. — 74. Kong-cheou. — 75. Kong-tch'ang. — 76. Kou-wei. — 77. Kouan-keou. — 78. Kouan-tseu. — 79. Kouang-houei-ts'ang. — 80. Kouang-lang-hien. — 81. Kouang-yuan-tcheou. — 82. Kouo K'ouei.

L

83. Leang K'i-tchao. — 84. Leao. — 85. Li Ki-feng. — 86. Li Ki-ts'ien. — 87. Li K'ien-tö. — 88. Li Kouei. — 89. Li Tchang. — 90. Li Tch'eng-tche. — 91. Li Ting. — 92. Li Ts'an. — 93. Lien. — 94. Lieou K'i. — 95. Lieou-min-t'ou. — 96. Lieou Yen. — 97. Lin-tch'ouan. — 98. Liu Houei-k'ing. — 99. Liu King. — 100. Liu Yi-kien. — 101. Lo-tsou. — 102. Lou T'ien.

M

103. Men-tcheou. — 104. Mien-yi k'ouan-tchen-ts'ien. — 105. Mien-yi-ts'ien. — 106. Min. — 107. Mou-teou. — 108. Mou-yi.

N

190. Nan-king. — 110. Ngeou-yang Sieou. — 111. Nong-t'ien.

P

112. P'an Keng. — 113. P'an-kouan. — 114. P'an-sseu. — 115. Pao-kia. — 116. Pao-ma. — 117. Pao-p'ing Kiun-tsietou-touei kouan. — 118. Pei Kiu-yi. — 119. P'eng-tang. — 120. Pien. — 121. Pien-tchou-ting-che. — 122. P'ing-tchouen. — 123. Pou-yi.

S

124. San. — 125. Sang-Hong-yang. — 126. San-king sin-yi. — 127. Si-nan yi. — 128. Siang-kiun. — 129. Sie Hiang. — 130. Sin-t'ang chou. — 131. Sin-teh'en-pou-tsie. — 132. Siuan-ti. — 133. Song. — 134. Sou Che. — 135. Sou-meou-tcheou. — 136. Sou Tche. — 137. Sou-tsong. — 138. Souen Kio. — 139. Sseu-ma Kouang. — 140. Sseu-ma ts'ien. — 141. Sseu-nong-sseu. — 142. Sseu-tch'ouan. — 143. Cheng K'iang.

T

144. T'ai-fou. — 145. T'ai-hio. — 146. T'ai-pao. — 147. T'ai-tsong. — 148. T'ai-tsong. — 149. T'ao. — 150. Tch'ai-yi. — 151. Tchan-kouo. — 152. Tchang-p'ing-che-yi-sseu. — 153. Tch'ang-p'ing-kei-lien-fa. — 154. Tchang-p'ing-tchouan-yi-fa. — 155. Tchang-sseu. — 156. Tchang T'ang. — 157. Tch'ao-kouan. — 158. Tchao Pien. — 159. Tchao Sie. — 160. Tchao Tchen. — 161. Tchao Tseu-k'i. — 162. Tche-tche-kao. — 163. Tche-tche-san-sseu-t'iao-li-sseu. 164. Tche-tsong. — 165. Tch'en Cheng-tche. — 166. Tch'en Chouen-yu. — 167. Tch'en-lieou-hien. — 168. Tchen-nan-kiun-tsietou-che-t'ong-p'ing-tchang-che. — 169. Tch'eng Hao. — 170. Tcheng Hia. — 171. Tcheng K'ang-tch'eng. — 172. Tcheng-tsong. — 173. Tcheou-kong. — 174. Tcheou-li. — 175. Tcheou-kouan. — 176. Tchong-Chou. — 177. Tcheu. — 178. Tchou-pouo. — 179. Tch'ou-yi-ts'ien. — 180. Tchouan-yun-ngan-fou-sseu. — 181. Tchouan-yun-sseu. — 182. Tchouang Kong-yo. — 183. Tchouang-tchang. — 184. Tchang Touen. — 185. Teng Wan. — 186. Ti-fou. — 187. T'i-kiu. — 188. Ti-t'eu. — 189. T'i-tien-fou-kiai-kong-che. — 190. T'i-tien Kiang-tong-hing-yu. — 191. Tien-li. — 192. T'ong-p'an. — 193. T'ong-p'ing-tchang-che. — 194. Tong Tsouen. — 195. T'ou-fan. — 196. Tou-pao. — 179. Tou-tie. — 198. Ts'ai King. — 199. Ts'an-tche-tcheng-che. — 200. Ts'an-yen. 201. Ts'ao-yun. — 202. Ts'ang. — 203. Ts'eng Kong-leang. — 204. Ts'eng Kong-li. — 205. Ts'eng Pou. — 206. Tsi. — 207. Tsiang. — 208. Ts'ien Kai. — 209. Tsin-che. — 210. Ts'm-fong-lou King-lieo-che. — 211. Tsin Wou-ti. — 212. Ts'ing-miao. — 213. Ts'ing-miao-ts'ien. — 214. Ts'iuan-fou. — 215. Ts'ouen.

W

216. Wang Chao. — 217. Wang Kouang-yuan. — 218. Wang Kouei. — 219. Wang Mang. — 220. Wang Ngan-che. — 221. Wang P'ang. — 222. Wang Yi. — 223. Wei Ki-tsong. — 224. Wen Yen-pouo. — 225. Wan-yen-chou. — 226. Wou-wei-kiun.

Y

227. Ya-ts'ien. — 228. Yao. — 229. Yé Tsou-hia. — 230. Ying-tsong. — 231. Yu-mai. — 232. Yuan-hao.

C.

1. 澶淵 2. 石敬瑭 3. 社倉 4. 市易 5. 陝西 6. 神宗 7. 升
8. 收 9. 書手 10. 水利 11. 舜

E

12. 二股

F

13. 發 14. 發運使 15. 范純仁 16. 蕃戶 17. 范鎮 18. 范仲淹
19. 方田 20. 分 21. 馮京 22. 富弼.

H.

23. 漢 24. 漢高帝 25. 韓琦 26. 韓絳 27. 翰林學士 28. 翰林承旨
29. 韓維 30. 漢武帝 31. 侯叔獻 32. 熙河經畧安撫司
33. 夏 34. 熊本 35. 合 36. 和買 37. 河北 38. 黃山谷
39. 淮南 40. 淮南轉運副使 41. 戶部尚書 42. 戶長 43.
戶帖 44. 徽宗

J

45. 仁宗

K.

46. 開封 47. 甘肅 48. 耿壽昌 49. 勾當 50. 契丹 51. 耆長
52. 賈公彥 53. 甲頭 54. 介甫 55. 江南安撫司 56. 江
西派 57. 姜潛 58. 權貨務 59. 交趾 60. 交子 61. 寇
準 62. 監司 63. 禁旅 64. 禁軍 65. 經 66. 京官 67. 京東
68. 頃 69. 君實 70. 均輸 71. 均稅 72. 軍器監 73. 羣牧
監 74. 弓手 75. 鞏昌 76. 古渭 77. 管勾 78. 管子 79. 廣
惠倉 80. 枕榔縣 81. 廣源州 82. 郭達

L

83. 梁啟超 84. 遼 85. 李繼德 86. 李繼遷 87. 李乾德
88. 李愔 89. 李常 90. 李承之 91. 李定 92. 李參 93. 歙 94.
劉琦 95. 流民圖 96. 劉晏 97. 臨川 98. 呂惠卿 99. 呂
景 100. 呂夷簡 101. 邏卒 102. 陸佃.

M.

103. 門州 104. 免役寬剩錢 105. 免役錢 106. 岷 107. 木
斗 108. 募役.

N.

109. 南京 110. 歐陽修 111. 農田

P

112. 盤庚 113. 判官 114. 判寺 115. 保甲 116. 保馬 117. 保平
軍節度推官 118. 白居易 119. 朋黨 120. 計 121. 編著定式
122. 平準 123. 漢議

S

124. 散 125. 桑弘羊 126. 三經新義 127. 西南夷 128. 廂軍 129.
薛向 130. 新唐書 131. 新陳不接 132. 宣帝 133. 宋 134. 蘇
軾 135. 蘇茂州 136. 蘇轍 137. 肅宗 138. 孫覺 139. 司馬光
140. 司馬遷 141. 司農寺 142. 四川 143. 生羌

T

144. 太傅 145. 太學 146. 太保 147. 太宗 148. 代宗 149. 洮
150. 差役 151. 戰國 152. 常平市易司 153. 常平給歛法 154.
常平轉易法 155. 帳司 156. 張湯 157. 朝官 158. 趙卞 159.
趙高 160. 趙瞻 161. 趙子幾 162. 知制誥 163. 制置三
司條例司 164. 哲宗 165. 陳升之 166. 陳舜禹 167. 陳留
縣 168. 鎮南軍節度使 同平章事 169. 程顥 170. 鄭俠
171. 鄭康成 172. 真宗 173. 周公 174. 周禮 175. 周官 176.
中書 177. 滯 178. 主簿 179. 日力役錢 180. 轉運安撫司
181. 轉運司 182. 莊公岳 183. 莊悵 184. 章惇 185. 鄧綰
186. 地符 187. 提舉 188. 地頭 189. 提點府界公事 190.
提點江東刑獄 191. 典史 192. 通判 193. 同平章事 194.
董遵 195. 吐蕃 196. 都保 197. 度牒 198. 蔡京 199. 參知
政事 200. 蠶鹽 201. 漕運 202. 藏 203. 曾公亮 204. 曾公
立 205. 曾布 206. 積 207. 將 208. 錢顥 209. 進士 210.
秦鳳路經畧使 211. 晉武帝 212. 青苗 213. 青苗錢 214.
泉府 215. 寸

W

216. 王韶 217. 王廣淵 218. 王珪 219. 王莽 220. 王安石 221.
王雲 222. 王益 223. 魏繼宗 224. 文彥博 225. 萬言書
226. 武衛軍

Y

227. 衍前 228. 堯 229. 葉祖洽 230. 英宗 231. 預買 232.
元昊

TABLE DES MATIÈRES

Introduction. — Aperçu général de la carrière et des réformes de Wang Ngan-che.....	3
---	---

CHAPITRE PREMIER.

Historique du prêt sur récolte. — Origine. — Difficulté d'application. — Conséquence de la grande sécheresse. 2 ^e période : Modification de la distribution des prêts. Modification du remboursement. — Statistique. 3 ^e période : 1 ^{re} abolition et 1 ^{er} rétablissement. — 2 ^e abolition et 2 ^e rétablissement. — Abolition définitive (?).....	39
--	----

CHAPITRE II.

Critique des adversaires. — Le prêt est impopulaire. — Les accapareurs. — La question de l'intérêt. — Le prêt imposé. — Le prêt sur récolte et les greniers régulateurs. — Le crédit privé et le crédit gouvernemental.	76
---	----

CHAPITRE III.

Arguments en faveur du prêt sur récolte. — Raison d'être des réformes sociales et financières de Wan Ngan-che. — Le prêt sur récolte est-il favorable au peuple ? — Argument en faveur du prélèvement d'un intérêt. — A-t-on véritablement obligé les particuliers à emprunter ? — Le système de prêt sur récolte est préférable à celui des greniers régulateurs. — Quelques bons résultats.....	106
---	-----

CONCLUSION.

En quoi Wang Ngan-che est-il novateur ? Peut-on faire
un rapprochement entre sa politique et le socialisme ? 131
Bibliographie des ouvrages consultés.
Index des mots chinois.
Table des matières.

959. — Imp. Jouve et Cie, 15, rue Racine, Paris. — 6-30
